

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE

SECRÉTARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES

SOUS-DIRECTION DU BUDGET

www.minefop.gov.cm



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF EMPLOYMENT
AND VOCATIONAL TRAINING

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF GENERAL AFFAIRS

SUB-DEPARTMENT OF BUDGET

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 0001 /AONO/MINEFOP/CIPM/2024 DU 29 Mars 2024 POUR LA REALISATION DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES LOCAUX ABRITANT LES SERVICES CENTRAUX DU MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE SUR LES SITES DE NLONGKAK ET DE LA RUE CEPER.

FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU MINEFOP EXERCICE 2024

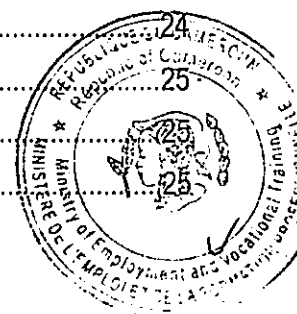
IMPUTATION : 58 35 122 01 340010 523111.

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

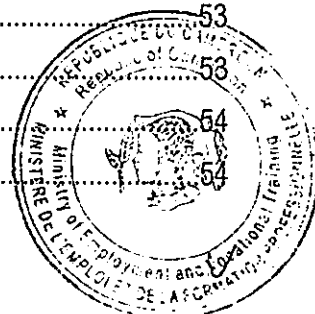


SOMMAIRE

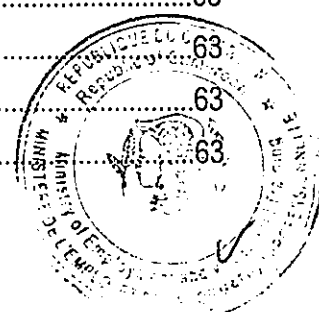
Pièce N°1: AVIS D'APPEL D'OFFRES	8
Pièce N°2: REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL D'OFFRES	16
2.1 GENERALITES	17
Portée de la soumission	17
Financement.....	17
Fraude et corruption	17
Candidats admis à concourir	17
Fournitures, répondant aux critères d'origine	18
Qualification du soumissionnaire	18
2.2 DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	19
Contenu du Dossier d'Appel d'Offres	19
2.3 PREPARATION DES OFFRES.....	19
Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offre et Recours	19
Modification du dossier d'Appel d'Offres	20
Offre	20
Monnaie de l'offre	20
Délai de validité des offres	20
2.4 PREPARATION DES OFFRES.....	20
Frais de soumission.....	20
Langue de l'offre.....	20
Documents constituant l'offre	20
Prix de l'Offre.....	21
Monnaie de l'Offre	22
Documents attestant l'admissibilité du soumissionnaire	22
Documents attestant l'admissibilité des fournitures	22
Documents attestant de la conformité des fournitures.....	22
Documents attestant la qualification du soumissionnaire	23
Caution de soumission	23
Délai de validité des offres	23
Forme et signature de l'offre.....	24
2.5 D. DEPOT DES OFFRES	24
Cachetage et marquage des offres	24
Date et heure limites de dépôt des offres	24
Offres hors délai	24
Modification, substitution et retrait des offres.....	25
2.5 E. OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES OFFRES	25
Ouverture des plis et recours.....	25



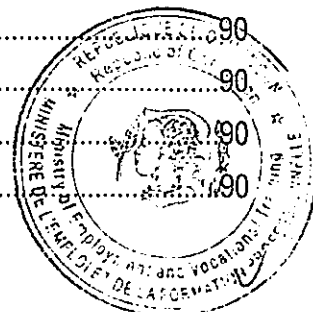
Caractère confidentiel de la procédure	26
Éclaircissements sur les offres et contacts avec le Maître d'Ouvrage	26
Conformité des offres	26
Évaluation de l'offre technique	27
Qualification du soumissionnaire	27
Correction des erreurs	27
Évaluation des offres au plan financier	27
Comparaison des offres	27
2.6 F. ATTRIBUTION DU MARCHE	28
Attribution	28
Droit du Maître d'Ouvrage de déclarer un Appel d'Offres infructueux ou d'annuler une procédure	28
Droit de modification des quantités lors de l'attribution du marché	28
Notification de l'attribution du marché	28
Publication des résultats d'attribution du marché et recours	28
Signature du marché	28
Cautionnement définitif	29
2.7 DEPOT DES OFFRES	29
Cachetage et marquage des offres	29
Date et heure de dépôt des offres	29
2.8 OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES OFFRES	29
Ouverture des plis par la Commission Interne de Passation des Marchés	29
Vérification de la conformité et comparaison des offres	29
2.9 ATTRIBUTION DU MARCHE	30
Attribution du Marché	30
Communiqué de l'attribution du Marché	30
Signature du Marché	30
Corruption et manœuvres frauduleuses	30
Pièce N°3: REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES	31
3.1 GENERALITES	31
Pièce N°4: CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES	36
4.1 GENERALITES	37
Pièce N°5: CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	45
CHAPITRE I : GÉNÉRALITÉS	53
1.1 - CARACTERISTIQUES DU CCTP	53
1.2 - NORMES ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES	53
1.2.1 - Documents de référence contractuels	53
1.2.2-Cotes des plans	54
1.3 - EMBLEMENTS DES OUVRAGES	54



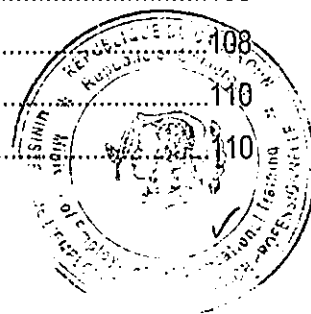
1.5. - CONSISTANCE DES TRAVAUX DU PROJET	54
CHAPITRE I TRAVAUX PREPARATOIRES / INSTALLATION DE CHANTIER	55
1.1 - TRAVAUX PRELIMINAIRES	55
1.1.1 - Installation générale de chantier	55
1.1.2 - Plan d'installation de chantier	56
1.1.3 - Clôture provisoire de chantier	56
1.1.4 - Panneaux de chantier	56
1.4.5 - Bureaux de chantier et salle de réunion	56
1. 1.6 - Branchements provisoires de chantier	57
1.1.7 - Nettoyage du chantier et entretien des voies d'accès	57
1.1.8 - Police d'Assurance	57
1. 1.9 - Coordination en matière de sécurité	57
2.1 - PLATE-FORMES CONSTRUCTIBLES	58
2.2 - FONDATIONS	58
2.2.1 - Fouilles en rigoles.	58
2.2.2 - Remblais dans les fouilles	58
2.3 - POSE DES CANALISATIONS	58
CHAPITRE III – BETON ET BETON ARME	59
3.1 - ÉTENDUE DES TRAVAUX	59
3.2 - DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE	59
3.2.2 - Règles de calcul	59
3.3 - HYPOTHESES DE CALCUL	59
3.3.1 - Données géographiques	59
3.3.2 - Contraintes d'utilisation et résistance au feu	59
3.3.3- Résistance caractéristique des matériaux	59
3.3.4 - Charges	60
3.4. - Vent (NV65)	60
3.4 – PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX MATERIAUX	60
3.4.1 – Granulats naturels et artificiels	60
3.4.2 – Liants hydrauliques	61
3.4.3 – Adjuvants	62
3.4.4 – Eau de gâchage	62
3.4.5 – Armatures	62
3.4.6 – Joints d'étanchéité, joints de dilatation	63
3.4.7 - Produits de décoffrage	63
3.4.8 - Qualité des matériaux mis en œuvre	63
3.5 – PRESCRIPTIONS D'EXECUTION	63
3.5.1 – Travaux de bétonnage	63



3.5.2 - Coffrage.....	70
3.5.3 - Armatures.....	73
3.5.4 - Echafaudage et étais.....	75
3.5.5 - Tolérances dimensionnelles et déformations	76
CHAPITRE IV – MAÇONNERIE.....	77
4.1 - ÉTENDUE DES TRAVAUX	77
4.2 - DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE.....	78
4.3 - PRESCRIPTIONS RELATIVES AU MATERIAUX	78
4.4 - PRESCRIPTIONS D'EXECUTION	78
4.4.1 – Béton et béton armé	78
4.4.2 – Mortiers.....	80
4.4.3 – Élévations.....	81
4.4.5 – Planchers.....	82
4.4.6 – Canalisations et fourreaux divers.....	82
4.4.7 – Enduits.....	82
CHAPITRE VI – MENUISERIE BOIS – MENUISERIE METALLIQUE - VITRERIE.....	84
7.1 - GENERALITES.....	84
7.1.1 -Étendue des travaux	84
7.1.2 - Documents de références	84
7.1.3 - Echantillons et plans d'exécution.....	84
7.2 - MENUISERIE BOIS.....	84
7.2.1 -Prescriptions relatives aux matériaux.....	85
7.2.2 - Prescriptions d'exécution.....	86
7.3 - MENUISERIE METALLIQUE.....	87
7.3.1 - Prescriptions relatives aux matériaux.....	87
7.3.2. - Prescriptions d'exécution.....	88
CHAPITRE VIII – REVETEMENTS DURS.....	89
8.1 - GENERALITES.....	89
8.1.1 - Étendue des travaux	89
8.1.2 - Documents de références	89
8.2 - PRESCRIPTIONS RELATIVES AU MATERIAUX	89
8.2.1 - Généralités	89
8.2.2 - Grès cérame.....	90
8.2.3 - Faïence	90
8.2.4 - Mortiers et coulis	90
8.2.5 - Enduits de lissage	90
8.2.6 - Colles et mortiers-colles	90
8.2.7 - Adhésifs.....	90



8.3 - PRESCRIPTIONS D'EXECUTION	90
8.3.1 - Règles de mise en œuvre	90
CHAPITRE IX – ELECTRICITE (COURANTS FORTS – COURANTS FAIBLES)	93
9.1 - GENERALITES.....	93
9.1.1 – Etendue des travaux.....	93
9.1.2 – Documents de référence	93
9.1.3 - Base de calcul	94
9.1.4 - Dossier d'exécution	96
9.2 – PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX MATERIAUX.....	96
9.2.1 - Origine et qualité des appareils	96
9.2.2 - Conducteurs	97
9.3 - PRESCRIPTIONS D'EXECUTION	98
9.3.1 - Mise à la terre.....	98
9.3.2 –Colonnes montantes.....	99
9.3.3 - Tableaux de distribution secondaires	100
9.4 - RÈGLES ET PRESCRIPTIONS DE MISE EN ŒUVRE	100
9.4.1 - Installations apparentes.....	100
9.4.2 - Installations encastrées	101
9.4.3 - Isolement phonique	102
9.4.4 - Encastrement dans cloisons minces	102
9.4.5 - Fixation d'équipements lourds.....	102
9.5 - CONTRÔLES ET VÉRIFICATIONS – ESSAIS.....	102
9.5.1 - Contrôle et vérification des installations	102
9.5.2 - Essais pour répondre à la norme NF EN 60-439-1.....	103
9.6 - GARANTIE	103
CHAPITRE X – PLOMBERIE SANITAIRE	104
10.1 - GENERALITES.....	104
10.1.1 - Étendue des travaux.....	104
10.1.2 - Documents de référence	104
10.1.3 - Règles d'établissement du projet.....	105
10.2 - PRESCRIPTIONS RELATIVES AU MATERIAUX	106
10.2.1 - Généralités	106
10.2.2 - Tuyauterie	107
10.2.3 - Appareils sanitaires	108
10.3 - PRESCRIPTIONS D'EXECUTION	108
10.3.1 - Méthode d'exécution des travaux.....	108
10.3.2 - Essais.....	110
10.3.3 - Protection des ouvrages.....	110



10.4 - PROTECTION INCENDIE	111
10.4.1 - Les extincteurs	111
10.4.2 - Réseau incendie armé.....	111
CHAPITRE XI – PEINTURE.....	112
11.1 - GENERALITES.....	112
11.1.1 - Étendue des travaux.....	112
11.1.2 - Documents de références	112
11.2 - PRESCRIPTIONS RELATIVES AU MATERIAUX.....	112
11.2.1 - Caractéristiques	112
11.2.2 - Marques de peinture	113
11.3 - PRESCRIPTIONS D'EXECUTION	113
11.3.1 - Généralités	113
11.3.2 - Reconnaissance des subjectiles	114
11.3.3 - Travaux préparatoires	114
Pièce N°6: BORDEREAUX DES PRIX UNITAIRES.....	116
Pièce N°7: DETAIL ESTIMATIF	123
Pièce N°8: CADRE DU SOUS-DETAIL DES PRIX UNITAIRES	130
Pièce N°9: MODELES DES PIECES ET FORMULAIRES	132
9.1 ANNEXE 1 : MODELE DE SOUMISSION.....	133
9.2 ANNEXE N° 2 : MODELE DE CAUTION DE SOUMISSION	134
9.3 ANNEXE N° 3 : MODELE DE CAUTIONNEMENT DEFINITIF	135
9.4 ANNEXE N° 4 : MODELE DE CAUTION DE RETENUE DE GARANTIE	136
9.5 ANNEXE N° 5 : MODELE D'AUTORISATION DU FABRICANT.....	137
Pièce N°10: PROJET DE MARCHE.....	138
Pièce N°11: LISTE DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET ORGANISMES FINANCIERS AUTORISES A EMETTRE DES CAUTIONS DANS LE CADRE DES MARCHES PUBLICS.....	150
Pièce N°12: GRILLES D'EVALUATION	152



REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES

SOUS-DIRECTION DU BUDGET

www.minefop.gov.cm



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF EMPLOYMENT
AND VOCATIONAL TRAINING

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF GENERAL AFFAIRS

SUB-DEPARTMENT OF BUDGET

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° _____/AONO/MINEFOP/CIPM/2024 DU _____ POUR LA REALISATION DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES LOCAUX ABRITANT LES SERVICES CENTRAUX DU MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE SUR LES SITES DE NLONGKAK ET DE LA RUE CEPER .

FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU MINEFOP EXERCICE 2024

IMPUTATION : 58 35 122 01 340010 523111.

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Pièce N°1: AVIS D'APPEL D'OFFRES





AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 000 /AONO/MINEFOP/CIPM/2024 DU 09 MAI POUR LA REALISATION
DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES LOGAUX ABRITANT LES SERVICES
CENTRAUX DU MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE

FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU MINEFOP, EXERCICE 2024

1. OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Dans le cadre de l'amélioration du cadre de travail du personnel de son département ministériel, le Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle lance un Appel d'Offres National Ouvert en vue de la réalisation des travaux d'aménagement des locaux abritant les services centraux de son département ministériel.

2. CONSISTANCE DES PRESTATIONS :

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres consistent en la réalisation des tâches ci-après :

SITE DE LA RUE CEPER

Voiries et Réseaux Divers(VRD)

Abattage du prunier et autre arbre ;

Propreté générale et transport des déchets à la décharge Publique ;

Décapage des pavés le long de la clôture en bordure de route ;

Fouille manuelle de la zone endommagée ;

Remblai des fouilles avec la latérite d'emprunt y compris toutes sujétions de compactage par couche ;

Dallage du sol le long de la clôture avec béton armé dosé à 300 kg/m³, épaisseur de 10 cm avec acier Ø8 en maille de 20 cm.

Aménagement du bâtiment principal

Création de deux avaloirs en PVC sur la terrasse de la DFOP ;

Fourniture et pose d'un auvent en tôle lisse pentue et arrondie vers l'avant, avec ossature métallique à fixer sur les structures en béton armé, d'une superficie de 4 m².

Fourniture et pose des climatiseurs

Fourniture et pose d'un split de puissance 3 CV (24000 BTU/H) avec accessoires de raccordement, dans le bureau des CEA/DAJ y compris toutes sujétions de pose ;

Fourniture et pose d'un split de puissance 1,5 CV (12000 BTU/H) avec accessoires de raccordement, dans le bureau du DAJ y compris toutes sujétions de pose ;

Fourniture et pose d'un split de puissance 2,5 CV (18000 BTU/H) avec accessoires de raccordement, dans le bureau du Contrôleur Financier y compris toutes sujétions de pose ;

Fourniture et pose d'un split de puissance 1,5 CV (12000 BTU/H) avec accessoires de raccordement, dans le bureau du Chef de la Cellule Informatique y compris toutes sujétions de pose ;

Fourniture et pose d'un split de puissance 1,5 CV (12000 BTU/H) avec accessoires de raccordement, dans le bureau du Chargé d'Etude Assistant N°2/Cellule Informatique y compris toutes sujétions de pose ;

Fourniture et pose d'un split de puissance 3 CV (24000 BTU/H) avec accessoires de raccordement, dans le bureau du Chargé d'Etude Assistant/DPE y compris toutes sujétions de pose ;

Fourniture et pose de trois (03) ventilateurs plafonniers dans le bâtiment du comptable matières y compris toutes sujétions de pose.

Décoration et protection

Fourniture et pose de tringles avec supports doubles pour rideaux et voiles de bonne qualité dans la salle de réunion y compris toutes sujétions de pose ;

Fourniture et pose de voiles de bonne qualité avec œillets dans la salle de réunion y compris toutes sujétions de pose ;

Réfection de la peinture (bicouche) et vernissage des lambris dans la salle de réunion et remplacement complet de la serrure de bonne qualité de la porte d'entrée de ladite salle y compris toutes sujétions ;

Fourniture et pose de trois (03) grilles de protection de climatiseur installés dans le bureau du CEA N°2/Cellinfo, bureau des CEA/DAJ et bureau du DAJ y compris toutes sujétions de pose.

SITE DE NLONGKAK

Aménagement généraux de l'immeuble siège

Décapage, rechargement et dallage de la zone élevée derrière le parking avant (côté droit), autour du regard affaissé y compris toutes sujétions ;

Nettoyage des parois des murs, placards et paillasse de 04 bureaux du 3ème étage (Chef Service du Budget, Chefs de bureau du Personnel, Cadres DAG, Cadres SDIEM) de l'immeuble de Nlongkak, en vue de la pose d'une bicouche de peinture de type Pantex 1300, y compris toutes sujétions ;

Dépose de la moquette et fourniture et pose d'une moquette de bonne qualité dans le bureau des Chefs des Services de la SDIEM au 2ème étage y compris toutes sujétions ;

Fourniture et pose des carreaux vitrifiés 40x40 cm sur les paillasse de trois (03) bureaux du 3ème étage (Chefs services du Budget, Cadres DAG, Cadres SDIEM), dans les placards (à l'intérieur) et murs des placards (h=1,20 m) des bureaux (Chef Service du Budget, Cadres DAG, Cadres SDIEM) de l'immeuble de Nlongkak y compris toutes sujétions de pose ;

Fourniture et pose d'une fenêtre en aluminium vitrée 1,10 m x 0,85 m dans les toilettes du cabinet du SG et dans les toilettes des cadres de la DAG au 3e étage, y compris toutes sujétions de pose ;

Réfection de l'éclairage extérieur du Bâtiment ministériel de Nlongkak: remplacement des bornes lumineuses y compris toutes sujétions ;

Dépose d'un (01) pot de WC, fourniture et pose d'un (01) pot WC à l'anglaise dans la toilette intermédiaire du bloc de toilettes du SG au 2ème étage, avec mécanisme de chasse à câble, flexible de raccordement et accessoires y compris toutes sujétions ;

Dépose, fourniture et pose de la porte double battant peint, avec cadre, et serrure complète de la porte en bois du couloir de la salle de conférence donnant sur le parking arrière y compris toutes sujétions de pose.

Fourniture et pose des climatiseurs

Fourniture et pose d'un split de puissance 1,5 CV (12000 BTU/H) avec accessoires de raccordement, dans le bureau du Chef de Service des Contrats y compris toutes sujétions de pose ;

Fourniture et pose d'un split de puissance 1,5 CV (12000 BTU/H) avec accessoires de raccordement, dans le bureau des Chefs Service/SDIEM y compris toutes suggestions de pose ;

Fourniture et pose d'un split de puissance 1,5 CV (12000 BTU/H) avec accessoires de raccordement, dans le bureau des Chefs Services/SDPSP y compris toutes sujétions de pose ;

Fourniture et pose d'un split de puissance 1,5 CV (12000 BTU/H) avec accessoires de raccordement, dans le bureau des Chefs de Services/SDACL y compris toutes sujétions de pose ;

Fourniture et pose d'un split de puissance 2,5 CV (18000 BTU/H) avec accessoires de raccordement, dans le bureau des cadres/SDB y compris toutes sujétions de pose.

Toilette salle de conférence

Dépose et pose d'urinoir avec siphon et robinet presto de bonne qualité y compris toute sujétion de pose ;

Remplacement du circuit d'alimentation y compris robinet d'arrêt pour chaque appareil ;

Pose d'un robinet lavabo presto et siphon lavabo ;

Dépose de deux (02) pots WC, fourniture et pose de deux (02) pots WC à l'anglaise, avec flexible de raccordement et accessoires y compris toutes sujétions ;

Dépose, fourniture et pose d'un battant peint, avec cadre, et serrure complète de la porte principale, y compris toute sujétion de pose.

Décoration et étanchéité

Fourniture et pose de tringles avec supports doubles pour rideaux et voiles de bonne qualité dans les bureaux du DAG, secrétariat DAG, secrétariat DRMO, SDPSP et Chefs Services SDPSP y compris toutes sujétions de pose ;

Fourniture et pose des rideaux de bonne qualité avec œillets dans les bureaux du DAG, secrétariat DAG, secrétariat DRMO, SDPSP et Chefs Services SDPSP y compris embrasses toutes sujétions de pose ;

Fourniture et pose de voiles de bonne qualité avec œillets dans les bureaux du DAG, secrétariat DAG, secrétariat DRMO, SDPSP et Chefs Services SDPSP y compris toutes sujétions de pose ;

Dépose et pose du plafond au couloir du rez-de-chaussée y compris toutes sujétions de pose ;

Traitement d'une partie de la dalle arrière et remplacement des tuyauteries de canalisation des eaux + traitement, étanchéité et peinture des murs et du plafond de la salle de conférence y compris toutes sujétions ;

Traitement de l'humidité dans les 04 bureaux (murs et placards et paillasse) du 3ème étage (Sous-Directeur du Personnel, des Soldes et de la Pension, Chef service du Budget, Chefs de bureau du Personnel, Cadres DAG, Cadres SDIEM) de l'immeuble de Nlongkak) y compris toutes sujétions ;

Etanchéité et peinture des murs dans le bureau du SDPSP y compris toutes sujétions de pose ;

Couverture des joints de structure (étage 1 à 3) y compris toutes sujétions.

Fourniture et pose des serrures de bonne qualité sur toutes les portes des toilettes et entrée des blocs des toilettes du 1er, 2è et 3ème étage de l'immeuble de Nlongkak, y compris toutes sujétions de pose.

3. DELAI ET LIEU D'EXECUTION

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage pour la livraison des équipements objet du présent Appel d'Offres est de trois (03) mois et le lieu de livraison est : le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

4. ALLOTISSEMENT

Le présent Appel d'Offres n'est pas alloti.

5. COÛT PRÉVISIONNEL

Le coût prévisionnel des travaux, prévu par le Maître d'Ouvrage est Vingt millions (20 000 000) F CFA.

6. PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à toutes les entreprises de droit camerounais justifiant d'une bonne expérience dans le domaine des bâtiments et des équipements collectifs.

7. MODE DE SOUMISSION

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est : en Ligne ou hors ligne.

8. FINANCEMENT

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres, sont financés par le Budget d'Investissement Public du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, exercice 2024, suivant l'imputation : 58 35 122 01 340010 523111.

9. CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, sise à Nlongkak-Yaoundé, Tél. 222 20 03 39/222 20 45 81 Fax : 222 20 28 06 et la version électronique, sur la plateforme Cameroon On Line E-procurement System (COLEPS) aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publicscontracts.cm> dès publication du présent avis.

10. ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Dossier d'Appel d'Offres sera acquis sur présentation par le soumissionnaire d'une quittance d'un montant non remboursable de cinquante mille (50 000) francs CFA délivrée par le Trésor public.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'acquisition du DAO.

11. REMISE DES OFFRES

Soumission en ligne

Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra faire l'objet d'une soumission en ligne au plus tard le 01 JUILLET 2024 à 11 heures précises, heure locale, (www.marchespublics.cm). Dans les mêmes délais, une copie de sauvegarde dudit dossier sur support électronique (USB, CD,...) sera déposée sous pli fermé à la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Bureau des Appels d'Offres sise à Nlongkak-Yaoundé.

Soumission hors ligne

Les offres rédigées en français ou en anglais, en sept (7) exemplaires dont l'original marqué comme tel, devront être déposées sous pli scellé à la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle au plus tard le 01 JUILLET 2024 à 11 heures précises sous enveloppe scellée et cachetée adressée au Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle avec la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° _____/AONO/MINEFOP/CIPM/2024 DU _____
POUR LA REALISATION DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES LOCAUX ABRITANT LES SERVICES
CENTRAUX DU MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE.

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT ».

12. CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission valable pendant quatre-vingt-dix (90) jours au-delà de la validité des offres, établie par une institution financière agréée par le Ministre des Finances et dont la liste figure dans la pièce 11 du DAO, d'un montant de un million (1 000 000) Francs CFA.

Les autres pièces administratives requises, devront être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations

du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles devront être datées de moins de trois(03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable.

13. TAILLE ET FORMAT DES FICHIERS

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 Mo pour l'Offre Administrative ;
- 15 Mo pour l'Offre Technique ;
- 5 Mo pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

14. RECEVABILITE DES OFFRES

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles devront être datées de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. L'absence de la caution de soumission délivrée par un établissement financier de premier ordre agréé par le Ministre des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

15. OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture des pièces administratives, des offres techniques et financières se fera en un temps et aura lieu le 20 JUIN 2024 à 12 heures précises par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle sise à Nlongkak en présence des soumissionnaires ou de leur représentant dûment mandaté et ayant une parfaite connaissance du dossier.

16. CRITERES D'EVALUATION

CRITERES ELIMINATOIRES

- 1 Non-conformité d'une pièce administrative après épuisement du moratoire réglementaire de 48 heures
- 2 Absence de la caution de soumission à l'ouverture des plis
- 3 Absence d'une pièce administrative
- 4 Fausse déclaration ou pièce falsifiée
- 5 Note technique inférieure à 70% de l'ensemble des critères d'évaluation
- 6 Absence d'un prix unitaire dans l'offre financière
- 7 Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de marché au cours des trois (03) derniers années
- 8 Le non-respect du format des fichiers des offres
- 9 Absence ou non-conformité de l'ingénieur des travaux et de son inscription à l'ordre national des Génies Civil

CRITERES ESSENTIELS

- 1 Les offres des soumissionnaires seront évaluées suivant les critères ci-après :
- 2 Les références du soumissionnaire dans le domaine
- 3 L'accès à une ligne de financement ou autre ressource financière

- 4 La qualification et l'expérience du personnel affecté à la réalisation des travaux
- 5 Programme d'exécution
- 6 Liste des équipements de l'entreprise
- 7 La garantie des travaux
- 8 La présentation de l'offre
- 9 La preuve d'acceptation des conditions du marché

17. ATTRIBUTION

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le marché de façon satisfaisante, et dont l'offre financière a été évaluée la moins-disante.

18. DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

19. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, tél. 222 20 03 39 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

20. ASSISTANCE TECHNIQUE

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email : dsi@minmap.cm

21. FRAUDE ET CORRUPTION

Pour toute dénonciation de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le Ministère en charge des Marchés Publics ou envoyer un SMS aux numéros suivants : 673 205 725/699 370 748.

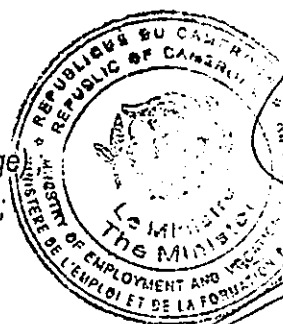
Ampliatiions :

MINMAP (pour information) ;

ARMP (pour publication et archivage)

Président CIPM (pour information) ;

Affichage/Chrono.



Yaoundé, le 20 Mai 2024

ISSA TCHIROMA BAKARY



OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER

N°. 000/ONIT/MINEFOP/CIPM/2024 OF 2024 FOR THE REHABILITATION OF THE
PREMISES OF THE CENTRAL SERVICES OF THE MINISTRY OF EMPLOYMENT AND
VOCATIONAL TRAINING

FINANCING: MINEFOP PUBLIC INVESTMENT BUDGET FOR 2024 EXERCICE

1. SUBJECT OF THE TENDER

Within the framework of the improvement of the working environment of the staff of its ministerial department, the Minister of Employment and Vocational Training launches has launched an Open National Invitation for Tenders for the realization of rehabilitation works at the premises of the central services of the ministerial department.

2. NATURE OF SERVICES:

The purpose of this Invitation to Tender is to carry out the following tasks:

RUE CEPER SITE

Path and various networks

Falling of plum and other trees;

General cleanliness and disposal of waste to the public dump;

Pavement stripping along the roadside fence;

Manual digging of the damaged area;

Backfilling of excavations with borrowed laterite, including all compaction requirements per layer;

Floor paving along the fence with reinforced concrete dosed at 300 kg/m³, thickness 10 cm with rod Ø8 in 20 cm mesh.

Renovation of the main building

Creation of two PVC drains on the terrace of the DFOP;

Supply and installation of a canopy made of smooth sheet metal, sloping and rounded towards the front, with a metal frame to be fixed to the reinforced concrete structures, with a surface area of 4 m².

Supply and installation of air conditioners

Supply and installation of a 3 HP (24,000 BTU/H) split with connection accessories in the CEA/DAJ office, including all installation work;

Supply and installation of a 1.5 HP (12,000 BTU/H) split with connection accessories in the DAJ office, including all installation work;

Supply and installation of a 2.5 HP (18,000 BTU/H) split with connection accessories in the Financial

Controller's office, including all installation work;

Supply and installation of a 1.5 HP (12,000 BTU/H) split with connection accessories in the office of the Head of the IT Unit, including all installation work;

Supply and installation of a 1.5 HP (12,000 BTU/H) split with connection accessories, in the office of the Assistant Project Manager N°2/Computer Unit, including all installation work;

Supply and installation of a 3 HP (24,000 BTU/H) split with connection accessories, in the office of the Assistant Project Manager/DPE, including all installation requirements;

Supply and installation of three (03) ceiling fans in the materials accountant's building, including all installation work.

Decoration and protection

Supply and fitting of curtain rails with double supports for good quality curtains and net curtains in the meeting room, including all installation work;

Supply and installation of good quality curtains with eyelets in the meeting room, including all installation work;

Repainting (two coats) and varnishing of the panelling in the meeting room and complete replacement of the good quality lock on the entrance door to the said room, including all installation work;

Supply and installation of three (03) protective grilles for the air conditioning units installed in the CEA N°2/Cellinfo office, the CEA/DAJ office and the DAJ office, including all installation work.

NLONGKAK SITE

General refurbishment of the head office building

Stripping, reloading and paving of the raised area behind the front parking lot (right side), around the collapsed look including all subjections;

Cleaning the walls of the walls, cupboards and benches of 04 offices on the 3rd floor (Head of Budget, Heads of Personnel Office, DAG Frames, SDIEM Frames) of the Nlongkak building, for the installation of a two-layer Pantex 1300 type paint, including all installation requirements;

Removal of the carpet and supply and installation of a good quality carpet in the office of the Chief of Services of the SDIEM on the 2nd floor, including all fittings;

Supply and installation of grey colour tiles 40x40 cm on the cupboard top in three (03) offices on the 3rd floor (Chief of service of the Sud-directorate of Budget, support staff of DAG, support staff of SDIEM), in the cupboards (inside) and cupboard walls (h = 1.20 m) of the offices of these same offices in the Nlongkak building, including all installation requirements;

Supply and installation of a 1.10 m x 0.85 m glassed aluminum window in the toilets of the SG's office and in the toilets of the DAG's support staff on the 3rd floor, including any laying constraints;

Refurbishment of the exterior lighting of the Nlongkak Ministerial Building: replacement of the lighting luminous including all installation requirements;

Removal of one (01) WC potty, supply and installation of one (01) WC potty in the intermediate toilet of the SG toilet block on the 2nd floor, with cable flush mechanism, connecting hose and accessories, including all installation work;

Removal, supply and installation of the painted double swing door, with frame, and complete lock of the wooden door of the corridor of the conference room overlooking the rear parking including any laying

constraints.

Supply and installation of air conditioners

Supply and installation of a 1.5 HP (12,000 BTU/H) split with connection accessories in the Contracts Manager's office, including all installation requirements;

Supply and installation of a 1.5 HP (12,000 BTU/H) split with connection accessories in the Heads of Department/SDIEM office, including all installation suggestions;

Supply and installation of a 1.5 HP (12,000 BTU/H) split with connection accessories in the Heads of Department/SDPSP office, including all installation requirements;

Supply and installation of a 1.5 HP (12,000 BTU/H) split with connection accessories in the Service Managers/SDACL office, including all installation work;

Supply and installation of a 2.5 HP (18,000 BTU/H) split with connection accessories in the Management/SDB office, including all installation requirements.

Conference room toilet

Removal and installation of urinal with trap and presto tap of good quality, including all installation work;

Replacement of supply circuit including stopcock for each appliance;

Installation of a presto washbasin tap and washbasin siphon;

Removal of two (02) WC flush toilets, supply and installation of two (02) WC flush toilets, with flexible connection hose and accessories, including all fittings;

Removal, supply and fitting of a painted door leaf, with frame, and complete lock for the main door, including all fitting requirements.

Decoration and waterproofing

Supply and fitting of curtain poles with double supports for good quality curtains and veils in the offices of the DAG, DAG's Secretariat, DRMO's Secretariat, SDPSP and Chief of services of SDPSP, including all fitting requirements;

Supply and installation of good quality curtains with eyelets in the offices of the DAG, DAG's Secretariat, DRMO's Secretariat, SDPSP and Chief of services of SDPSP, including tiebacks and all installation requirements;

Supply and installation of good quality sails with eyelets in the offices of the DAG, DAG's Secretariat, DRMO's Secretariat, SDPSP and Chief of services of SDPSP, including all installation requirements;

Removal and installation of the ceiling in the ground floor corridor, including all installation work;

Treatment of part of the rear slab and replacement of the water pipes + treatment, waterproofing and painting of the walls and ceiling of the conference room including all subjections.

Treatment of moisture in 04 offices (walls, cupboards and bench) of the 3rd floor (Sub-Director of Personnel, Salaries and Pension, Chief of Service of Budget, Chief of Bureau of Personnel, support staff of DAG, support staff of SDIEM) of the building of Nlongkak) including all installation requirements;

Waterproofing and painting of the walls in the SDPSP's office, including all installation work;

Covering the structural joints (floors 1 to 3), including all incidental costs.

Supply and installation of good quality locks on all toilet doors and entrance of the toilet blocks on the 1st, 2nd and 3rd floor of the Nlongkak building, including all installation requirements.

3. DELIVERY TIME AND PLACE

The maximum deadline provided by the Contracting authority for the delivery of the equipment referred to this Invitation to Tender is 3 (three) months and the delivery place is the Ministry of Employment and Vocational Training

4. LOTS

This Tender Notice is not allotted.

5. ESTIMATED COST

The estimated cost provided by the Contracting Authority is 20 000 000 (twenty millions) F CFA.

6. PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation to this Tender Notice is open to all Cameroonian companies with good experience in the field of buildings and public facilities.

7. SUBMISSION MODE

The files for this consultation notice can be submitted on-line or off-line.

8. FINANCING

The works mentioned in this Tender Notice are financed by the Ministry of Employment and Vocational Training's Public Investment Budget for the financial year 2024, on the charge: 58 35 122 01 340010 523111.

9. CONSULTATION OF THE TENDER FILE

The Tender File can be accessed during the working hours at the Department of General Affairs of the Ministry of Employment and Vocational Training, at Nlongkak-Yaounde, Tel. 222 20 03 39/222 20 45 81 Fax : 222 20 28 06 and available in a soft copy in the platform Cameroon OnLine E-procurement System (COLEPS) to the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publicscontracts.cm> as soon as this notice is published.

10. ACQUISITION OF THE TENDER FILE

The Tender File shall be obtained with a payment receipt of a non-refundable amount of 50 000 (fifty thousand) Francs CFA presented by the bidder and issued by the Public Treasury.

The bidder may also obtained the Tender File by free downloading in the platform COLEPS with the aforementioned addresses. However, the submission online depends on the payment of the fees for the Tender File acquisition.

11. SUBMISSION OF BIDS

Submission online

Each offer drafted in French or English must be submitted online not later than 07 at 11:00 local time, (www.marchespublics.cm). Within the same time limits, a backup copy of this file in a soft copy (Flash drive, CD...) shall be submitted in a sealed envelope at the Department of General Affairs of the Ministry of Employment and Vocational Training, in the Tender Bureau at Nlongkak-Yaounde.

Submission offline

The offers drafted in French or English in 7 (seven) copies including the original marked as such, must be submitted at the Department of General Affairs of the Ministry of Employment and Vocational Training not later than 07 at 11:00, in a sealed envelope addressed to the Minister of Employment and Vocational Training with the inscription :

PEN NATIONAL INVITATION TO TENDER N°. _____/ONIT/MINEFOP/CIPM/2024 OF _____ FOR THE

REHABILITATION OF THE PREMISES OF THE CENTRAL SERVICES OF THE MINISTRY OF EMPLOYMENT AND VOCATIONAL TRAINING.

"TO BE OPENED ONLY DURING THE BID-OPENING SESSION".

12. BID BOND

Under penalty of being rejected, each bidder must include in his administrative documents, a bid bond valid for 90 (ninety) days beyond the date of validity of bids, issued by a financial institution approved by the Minister of Finance and listed in document No.11 of the Tender File, of an amount of 1,000,000 (one million) Francs CFA.

The other required administrative documents must be produced in original or in true copies certified by the issuing service or the appropriate administrative authority, in accordance with the Special Regulations of the Tender Notice. They must be not older than 3 (three) months or may be established after the signature of the tender notice.

Any bid not in compliance with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible.

13. FILES SIZE AND FORMAT

For the submission online, the maximum size of the documents that will be transmitted in the platform and which represent the bidder's offer are:

- 5 Mb for the Administrative File;
- 15 Mb for the Technical File;
- 5 Mb for the Financial File. The

formats allowed are:

- PDF for the textual documents;
- JPEG for images.

The bidder should use the compression software to possibly reduce the size of the files to be transmitted.

14. ADMISSIBILITY OF BIDS

Under penalty of being rejected, only originals or true copies of administrative documents, certified by the issuing service or an appropriate administrative authority must be produced in accordance with the Special Regulations of the Tender Notice. They must be not older than 3 (three) months or may be established after the signature of the Tender Notice.

Any bid not in compliance with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible. The absence of the bid bond issued by a first-rate financial institution approved by the Minister of Finance or the non-adherence to the models of the Tender File documents will lead to the rejection of the bid.

15. OPENING OF BIDS

The administrative documents, the technical and financial offers will be opened in a single phase and will take place on _____ at 12:00 by the Internal Commission of Contracts Award placed at the Disposal of the Ministry of Employment and Vocational Training at Nlongkak, in the presence of the bidders or their representative with a sound knowledge of the submitted file and who is authorized to do so.

16. EVALUATION CRITERIA

ELIMINATORY CRITERIA

- 1 Non-conformity of a document in the administrative file 48 hours after the bid opening session
- 2 Absence of the bid bond during the opening of bids
- 3 Absence of an administrative document

- 4 False declaration or falsified document
- 5 Technical score less than 70% of evaluation criteria
- 6 Absence of a unit price in the financial offer
- 7 Absence of the non-abandonment declaration of a public contract during the last 3 (three) years
- 8 Non-compliance with the format of the tender files
- 9 Absence or non-compliance of the works engineer and his registration to the national order of Civil Engineers

ESSENTIAL CRITERIA

- 1 The bidders' offers shall be evaluated according to the following criteria:
- 2 References of the bidder in the field
- 3 Access to a financing or another financial resource
- 4 Qualifications and experience of the personnel designated to carry out works
- 5 Execution programme
- 6 List of the company's equipment
- 7 Guarantee of works
- 8 Presentation of the bid
- 9 Proof of acceptance of the contract terms

17. AWARD OF CONTRACT

The contract will be awarded to the bidder with the lowest offer, in conformity with the regulations of the Tender File and having the required technical and financial capacities for the efficient execution of the contract.

18. VALIDITY OF BIDS

Bidders will remain committed to their offers for 90 (ninety) days from the deadline set for the submission of bids.

19. ADDITIONAL INFORMATION

Additional information may be obtained during the working hours at the Ministry of Employment and Vocational Training, Tel. 222 20 03 39 or online in the platform COLEPS with the addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

20. TECHNICAL SUPPORT

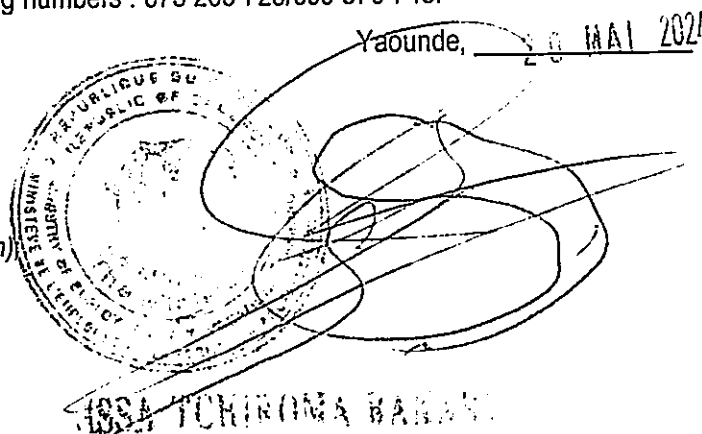
To obtain a technical support in case of problem during the use of the platform, please call the numbers (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or send a message to the e-mail address: dsi@minmap.cm

21. FRAUD AND CORRUPTION

For any denunciation of corruption or bad practices, please call the Ministry in charge of Public Contracts or send a message to the following numbers : 673 205 725/699 370 748.

Copies:

- MINMAP (for information);
- ARMP (publishing and archiving);
- Chairperson of ITB (for information)
- Notice boards/Chrono





REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES

SOUS-DIRECTION DU BUDGET

www.minefop.gov.cm



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF EMPLOYMENT
AND VOCATIONAL TRAINING

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF GENERAL AFFAIRS

SUB-DEPARTMENT OF BUDGET

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° _____/AONO/MINEFOP/CIPM/2024 DU _____ POUR LA REALISATION DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES LOCAUX ABRITANT LES SERVICES CENTRAUX DU MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE SUR LES SITES DE NLONGKAK ET DE LA RUE CEPER .

FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU MINEFOP EXERCICE 2024

IMPUTATION : 58 35 122 01 340010 523111.

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Pièce N°2: REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL D'OFFRES



2.1 GENERALITES

Portée de la soumission

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ci-après dénommé «Maître d'Ouvrage» lance un Appel d'Offre en vue de l'obtention des fournitures brièvement définies dans le RPAO et spécifiées dans le descriptif de la fourniture ainsi que le bordereau des quantités. Le nom, numéro d'identification et le nombre de lots faisant l'objet de l'appel d'offres figurent dans le RPAO. Il y est fait ci-après références sous les termes « Les fournitures ».

Le soumissionnaire retenu doit livrer et mettre en service le matériel sollicité dans le délai indiqué dans le RPAO, qui court, sauf stipulation contraire du CCAP, à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer la livraison des fournitures ou dans celle fixée dans ledit ordre de service.

Dans le présent Dossier d'Appel Offres, le terme « jour » désigne un jour calendaire.

Financement

La source de financement des fournitures, objet du présent appel d'offres est précisé dans le RPAO.

Fraude et corruption

- 3.1. Les soumissionnaires sont tenus au respect des règles d'éthique professionnelle les plus strictes durant la passation et l'exécution de ces marchés.

En vertu de ce principe:

- a) Les définitions ci-après sont admises :
 - i. Est coupable de « corruption » quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ;
 - ii. Se livre à des « manœuvres frauduleuses » quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ;
 - iii. Sont considérées comme des « Pratiques collusoires » toute forme d'entente entre deux ou plusieurs soumissionnaires (que l'autorité Contractante en ait connaissance ou non) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ; et
 - iv. « Pratiques coercitives » désignent toute forme d'atteinte aux personnes ou à leurs biens ou de menaces à leur action au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché
 - v. Le « conflit d'intérêt » est une situation dans laquelle l'intérêt financier ou personnel d'un agent ou d'une entité publique est de nature à compromettre la transparence dans la passation des Marchés Publics.
- b) Toute proposition d'attribution est rejetée s'il est prouvé que l'attributaire proposée directement ou par l'intermédiaire d'un agent, coupable de corruption ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires ou coercitives pour l'attribution de ce Marché.

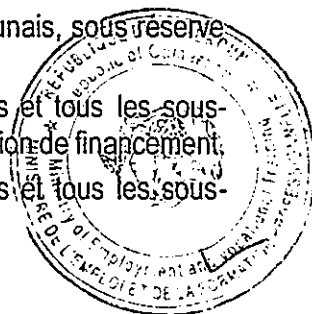
3.2. Le Ministre Délégué à la Présidence chargé des Marchés Publics, Autorité Chargée des Marchés Publics peut à titre conservatoire, prendre une décision d'interdiction de soumissionner pendant une période n'excédant pas deux (2) ans, à l'encontre de tout soumissionnaire reconnu coupable de trafic d'influence, de conflits d'intérêts, de délit d'initiés, de fraude, de corruption ou de production de documents non authentiques dans la soumission, sans préjudices des poursuites pénales qui pourraient être engagées contre lui.

Candidats admis à concourir

Si l'Appel d'offres est restreint, la consultation s'adresse à tous les candidats retenus à l'issue de la procédure de pré qualification ;

4.1. En règle générale, l'appel d'offres s'adresse à toutes les entreprises de droit camerounais, sous réserve des dispositions ci-après :

- a) Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) doit être d'un pays éligible, conformément à la convention de financement.
- b) Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) ne doit pas se trouver en situation de conflit d'intérêt.



Un soumissionnaire peut être jugé comme étant en situation de conflit d'intérêt s'il :

i. est associé ou a été associé dans le passé, à une entreprise (ou à une filiale de cette entreprise) qui a fourni des services de consultant pour la conception, la préparation des spécifications et autres documents utilisés dans le cadre des marchés passés au titre du présent appel d'offres ou

ii. présente plus d'une offre dans le cadre du présent appel d'offres, à l'exception des offres variantes autorisées selon la clause 17, le cas échéant ; cependant ceci ne fait pas obstacle à la participation de sous-traitants dans plus d'une offre.

- i. Le soumissionnaire ne doit pas être sous le coup d'une décision d'exclusion.
- ii. Une entreprise publique camerounaise peut participer à la consultation si elle peut démontrer qu'elle est (i) juridiquement et financièrement autonome (ii) administrée selon les règles du droit commercial (iii) n'est pas sous la tutelle ou l'autorité directe ou indirecte du Maître d'Ouvrage.

Fournitures, répondant aux critères d'origine

5.1. Toutes les fournitures faisant l'objet du présent marché devront provenir des pays répondant aux critères de provenance définis dans le RPAO.

5.2. En vertu de l'article 5.1 ci-dessus, le terme « fourniture » désigne les produits, matières premières, machines, équipements et installations industrielles ; et le terme « services connexes » désigne notamment des services tels que l'assurance, l'installation, la formation et la maintenance initiale.

5.3. Le terme « provenir » qualifie le pays où les fournitures sont extraites, cultivées, produites, fabriquées et transformées ; ou bien le pays où un processus de fabrication, de transformation ou d'assemblage de composants, aboutit à l'obtention d'un article commercialisable dont les caractéristiques de base sont substantiellement différentes de celles de ses composants.

Qualification du soumissionnaire

6.1. Les soumissionnaires doivent, comme partie intégrante de leur offre :

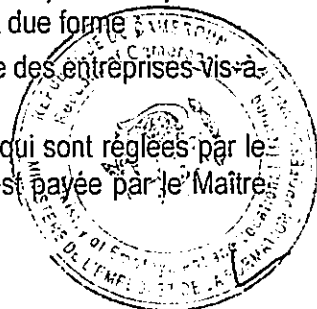
- a) soumettre un pouvoir habilitant le signataire de la soumission à engager le soumissionnaire et ;
- b) fournir toutes les informations (compléter ou mettre à jour les informations jointes à leur demande de pré-qualification qui ont pu changer, au cas où les candidats ont fait l'objet d'une pré-qualification) demandées aux soumissionnaires, dans le RPAO, afin d'établir leur qualification pour exécuter. Fournir toutes les informations (ou mettre à jour les informations jointes à leur demande de pré-qualification qui ont pu changer, au cas où les candidats ont fait l'objet d'une pré-qualification demandée aux soumissionnaires afin d'établir leur qualification pour exécuter le marché).

Les informations relatives aux points suivants sont exigées le cas échéant :

- la production des bilans certifiés et chiffres d'affaires récents ;
- accès à une ligne de crédit ou disposition d'autres ressources financières ;
- les commandes acquises et les marchés attribués ;
- les litiges en cours ;
- la disponibilité du matériel indispensable.

6.2. Les soumissions présentées par deux ou plusieurs fournisseurs groupés (co-traitance) doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- a) l'offre devra inclure tous les renseignements énumérés à l'article 6.1 ci-dessus : le RPAO devra préciser les informations à fournir par le groupement et celles à fournir par chaque membre du groupement ;
- b) l'offre et le marché doivent être signés de façon à obliger tous les membres du groupement ;
- c) la nature du groupement (conjoint ou solidaire comme cela est requis dans le RPAO) doit être précisée et justifiée par la production d'une copie de l'accord de groupement en bonne et due forme ;
- d) le membre du groupement désigné comme mandataire, représentera l'ensemble des entreprises vis-à-vis du Maître d'ouvrage pour l'exécution du marché.
- e) En cas de regroupement solidaire, les cotraitants se répartissent les sommes qui sont réglées par le Maître d'Ouvrage dans un compte unique ; en revanche, chaque entreprise est payée par le Maître d'Ouvrage dans son propre compte, lorsqu'il s'agit d'un groupement conjoint.



6.3. Les soumissionnaires doivent également présenter des propositions suffisamment détaillées pour démontrer qu'elles sont conformes aux spécifications techniques et aux délais de livraison visés dans le RPAO.

2.2 DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Contenu du Dossier d'Appel d'Offres

7.1. Le Dossier d'Appel d'Offres décrit les fournitures faisant l'objet du marché, fixe les procédures de consultation des fournisseurs et précise les conditions du marché. Outre l'(es) additif(s) publié(s) conformément à l'article 9 du RGAO, il comprend les documents énumérés ci-après :

- a) l'Avis d'Appel d'Offres (AAO) ;
- b) le Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO) ;
- c) le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO) ;
- d) le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- e) le descriptif de la fourniture qui comprend :
 - la liste des fournitures et ses services connexes,
 - les spécifications techniques.
- a) le cadre du bordereau des prix unitaires ;
- b) le détail estimatif ;
- c) le sous-détail des prix unitaires ;
- d) le modèle de lettre de soumission ;
- e) le cadre de Bordereau des Prix et Quantités ;
- f) le modèle de caution de soumission ;
- g) le modèle de cautionnement définitif ;
- h) le modèle de caution de retenue de garantie ;
- i) le modèle du marché ;
- j) le formulaire relatif aux études préalables ;
- k) la liste des établissements financiers de premier rang agréés par le Ministre en charge des Finances autorisés à émettre des cautions.

7.2. Le soumissionnaire doit examiner l'ensemble des règlements, formulaires, conditions et spécifications contenus dans le DAO. Il lui appartient de fournir tous les renseignements demandés et de préparer une offre conforme à tous égards audit dossier. Toute carence peut entraîner le rejet de son offre.

2.3 PREPARATION DES OFFRES

Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offre et Recours

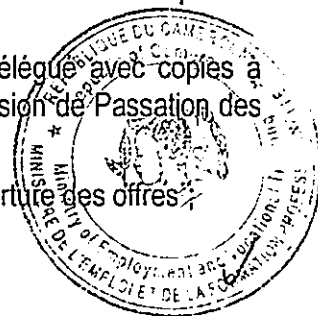
8.1. Tout soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur le Dossier d'Appel d'Offres peut en faire la demande à l'Autorité Contractante par écrit ou par courrier électronique (télécopie ou email) à l'adresse du Maître d'Ouvrage indiquée dans les RPAO. Le Maître d'Ouvrage répondra par écrit à toute demande d'éclaircissement ayant été reçue quatorze (14) jours au moins pour les (AON) et Vingt et un (21) jours pour les (AOI) avant la date limite de dépôt des offres.

Une copie de la réponse du Maître d'Ouvrage indiquant la question posée mais ne mentionnant pas son auteur, est adressée à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'Offres.

8.2. Entre la publication de l'Avis d'Appel d'Offres y compris la phase de pré-qualification des candidats à l'ouverture des plis, tout soumissionnaire qui s'estime lésé dans la procédure de passation des marchés publics peut introduire une requête auprès du Maître d'Ouvrage.

8.3. Le recours doit être adressé à Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué avec copies à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics et au président de la Commission de Passation des Marchés;

Il doit parvenir au Maître d'Ouvrage au plus tard quatorze (14) jours avant la date d'ouverture des offres;



8.1. Le Maître d'Ouvrage dispose de quatre (04) jours pour réagir. La copie de la réaction est transmise à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

Modification du dossier d'Appel d'Offres

9.1. Le Maître d'Ouvrage peut, à tout moment avant la date limite de dépôt des offres et pour tout motif, que ce soit à son initiative ou en réponse à une demande d'éclaircissements formulée par un soumissionnaire, modifier le Dossier d'Appel d'Offres en publiant un additif.

9.2. Tout additif ainsi publié fera partie intégrante du Dossier d'Appel d'Offres, conformément à l'article 7.1 du RGAO et doit être communiqué par écrit ou signifié à tous les soumissionnaires qui ont acheté le Dossier d'Appel d'Offres. Ces derniers accuseront réception de chacun des additifs au Maître d'Ouvrage par écrit.

9.3. Afin de donner aux soumissionnaires suffisamment de temps, compte tenu de l'additif, pour la préparation de leurs offres, le Maître d'Ouvrage pourra reporter, autant que nécessaire, la date limite de dépôt des offres, conformément aux dispositions de l'article 23.2 du RGAO.

Offre

Le Soumissionnaire précisera dans la soumission la nature des prix :

- a. Hors Taxes sur la Valeur Ajoutée (HTVA) et ;
- b. Toutes Taxes Comprises (TTC).

Le Soumissionnaire complètera le Bordereau Descriptif et Quantitatif fourni dans le Dossier de Consultation, en indiquant, les prix unitaires, le prix total pour chaque rubrique.

Le Soumissionnaire remplira et signera le projet de Marché.

Monnaie de l'offre

Les prix seront libellés en Francs CFA.

Délai de validité des offres

Les offres seront valables pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours.

2.4 PREPARATION DES OFFRES

Frais de soumission

Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre, et le Maître d'Ouvrage n'est en aucun cas responsable de ces frais, ni tenu de les régler, quels que soient le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.

Langue de l'offre

L'offre ainsi que toute correspondance et tout document concernant la soumission, échangés entre le soumissionnaire et le Maître d'Ouvrage seront rédigés en français ou en anglais. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction précise en français ou en anglais ; auquel cas et aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction fera foi.

Documents constituant l'offre

15.1. L'offre présentée par le soumissionnaire comprendra les documents détaillés au RPAO, dûment remplis et regroupés en quatre volumes :

a. Volume1 : Dossier administratif

Il comprend :

- i. Tous les documents attestant que le soumissionnaire :
 - s'est acquitté des frais du Dossier d'Appel d'Offres ;
 - a souscrit les déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur ;



- a acquitté les droits, taxes, impôts, cotisations, contributions, redevances ou prélèvements de quelque nature que ce soit ;
- n'est pas en état de liquidation judiciaire ou en faillite ;
- n'est pas frappé de l'une des interdictions ou d'échéances prévues par la législation en vigueur.
- i. la caution de soumission établie conformément aux dispositions de l'article 19 du RGAO ;
- ii. la confirmation écrite habilitant le signataire de l'offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'article 6.1 du RGAO ;

b. Volume 2 : Offre technique

b.1. Les renseignements sur les qualifications

Le RPAO précise la liste des documents à fournir attestant de la qualification des soumissionnaires, conformément de l'article 6.1 du RGAO.

b.2. Méthodologie, propositions techniques

Le RPAO précise les éléments constitutifs de la proposition technique des soumissionnaires notamment :

- une description détaillée des caractéristiques techniques, les performances, les marques, les modèles et les références des matériels proposés accompagnés de prospectus techniques conformément à l'article 17 du RGAO ;
- le calendrier, le planning et le délai de livraison et de mise en service des fournitures ;

b.3. Les preuves d'acceptation des conditions du Marché

Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées et signées des documents à caractères administratif et technique régissant le Marché, à savoir :

1. le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
2. les spécifications techniques.

c. Volume 3 : Offre financière

Le RPAO précise les éléments permettant de justifier le coût des prestations, à savoir :

1. la soumission proprement dite, en original rédigée selon le modèle joint, timbrée au tarif en vigueur, signée et datée ;
2. le Bordereau des Prix Unitaires dûment rempli ;
3. le Détail estimatif dûment rempli ;
4. le Sous-détail des prix et/ou la décomposition des prix forfaitaires.

Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles prévus dans le Dossier d'Appel d'Offres, sous réserve des dispositions de l'article 19.2 du RGAO concernant les autres formes possibles de Caution de Soumission.

15.2. Si conformément aux dispositions du RPAO, les soumissionnaires présentent des offres pour plusieurs lots du même Appel d'Offres, ils pourront indiquer les rabais offerts en cas d'attribution de plus d'un marché.

Prix de l'Offre

16.1 Les prix seront indiqués comme requis dans les modèles de bordereaux des prix et de sous-détail des prix fournis en annexe.

Le Fournisseur est libre, en indiquant le prix, de recourir à un transporteur et d'obtenir des prestations d'assurance en provenance de tout pays, sous réserve des conditions d'éligibilité liées à la convention de financement.

Les prix proposés dans les formulaires de sous-détail des prix pour les fournitures et services connexes, seront présentés de la manière suivante :

- i. le prix hors taxes des fournitures au niveau local EXW (sortie usine, fabrique, magasin d'exposition, entrepôt ou magasin de ventes, suivant le cas), y compris tous les droits de douane, taxes sur les ventes



ou autres déjà payés ou à payer sur les composants ou matières premières utilisées dans la fabrication ou l'assemblage des fournitures ;

- ii. les taxes sur les ventes et autres taxes perçues sur les fournitures qui seront dues si le marché est attribué ;
- iii. le prix du transport intérieur, assurance et autres services locaux afférents à la livraison des fournitures jusqu'à leur destination finale (site du projet) spécifiée dans le RPAO.

16.1 Les prix offerts par le soumissionnaire seront fermes pendant toute la durée d'exécution du marché et ne pourront varier en aucune manière, sauf disposition contraire du RPAO. Sauf dispositions contraire du CCAP, une offre assortie d'une clause de révision des prix sera considérée comme non conforme et sera écartée, en application de l'article 29.3 du RGAO.

16.1 Au cas où l'Appel d'Offres comprend plusieurs lots, les prix indiqués pour un lot donné devront correspondre à la totalité des articles de ce lot, et à la totalité de la quantité indiquée pour chaque article. Les soumissionnaires désirant offrir une réduction de prix en cas d'attribution de plus d'un marché spécifieront les réductions applicables à chaque groupe de lots ou chaque marché du groupe de lots, à la condition que les offres pour tous les lots soient soumises et ouvertes en même temps.

Monnaie de l'Offre

Les prix seront libellés en francs CFA.

Documents attestant l'admissibilité du soumissionnaire

Le soumissionnaire fournira, en tant que partie intégrante de son offre, des documents attestant qu'il satisfait aux dispositions de l'article 4 du RGAO.

Documents attestant l'admissibilité des fournitures

En application des dispositions de l'article 5 du RGAO, le soumissionnaire fournira, en tant que partie intégrante de son offre, les documents attestant que l'ensemble des kits de formation et services qu'il se propose de fournir en exécution du marché satisferont aux critères de provenance.

16.2 Ces documents consisteront en une déclaration sur le pays d'origine des fournitures et services proposés dans le Bordereau des prix, déclaration à confirmer par un certificat d'origine délivré au moment de l'embarquement.

Documents attestant de la conformité des fournitures

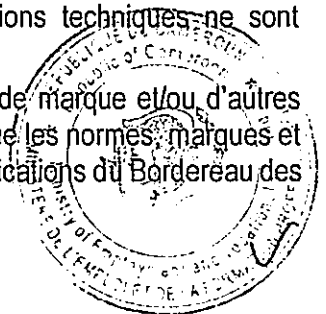
20.1 Pour établir la conformité des fournitures et services connexes au Dossier d'Appel d'Offres, le soumissionnaire fournira dans le cadre de son offre les preuves écrites que les fournitures se conforment aux spécifications techniques et normes spécifiées dans le descriptif de la fourniture.

20.2 Ces preuves peuvent revêtir la forme de prospectus, dessins ou données et comprendront une description détaillée des principales caractéristiques techniques et de performance des fournitures et services connexes, démontrant qu'ils correspondent pour l'essentiel aux spécifications et, le cas échéant une liste des divergences et réserves par rapport aux dispositions du Descriptif de la Fourniture.

20.3 Le soumissionnaire fournira également une liste donnant tous les détails, y compris les sources d'approvisionnement disponibles et les prix courants des pièces de rechange, outils spéciaux, etc., nécessaires au fonctionnement correct et continu des kits depuis le début de leur utilisation par le Maître d'Ouvrage et pendant la période précisée au RPAO.

20.4 Les normes qui s'appliquent aux modes d'exécution, procédés de fabrication, équipements et matériels, ainsi que les références à des noms de marque ou à des numéros de catalogue spécifiés par le Maître d'Ouvrage sur le Bordereau des quantités, calendrier de livraison, et spécifications techniques ne sont mentionnés qu'à titre indicatif et n'ont nullement un caractère restrictif.

20.5 Le soumissionnaire peut leur substituer d'autres normes de qualité, noms de marque et/ou d'autres numéros de catalogue, pourvu qu'il établisse à la satisfaction du Maître d'Ouvrage que les normes, marques et numéros ainsi substitués sont substantiellement équivalents ou supérieurs aux spécifications du Bordereau des prix et les spécifications techniques.



Documents attestant la qualification du soumissionnaire

Les documents attestant que le soumissionnaire est qualifié pour exécuter le marché si son offre est acceptée établiront, à la satisfaction du Maître d'Ouvrage:

- a) si le RPAO le stipule, que dans le cas d'un soumissionnaire offrant de livrer en exécution du marché des fournitures qu'il ne fabrique ni ne produit par ailleurs, ledit soumissionnaire est dûment autorisé par le fabricant de ces fournitures à livrer au Cameroun ;
- b) que le soumissionnaire a la capacité financière, technique et de production nécessaire pour exécuter le marché ;
- c) que, dans le cas où le soumissionnaire correspondant n'exerce pas d'activité au Cameroun, il y est ou sera (si le marché lui est attribué) représenté par un agent doté des moyens et des capacités voulus pour assurer les tâches de maintenance, de réparation et de stockage de pièces de rechange aux obligations spécifiées dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières et/ou les Spécifications technique ;
- d) que le soumissionnaire jouit d'une expérience pertinente pour des prestations similaires à celles prévues au DAO.

Caution de soumission

22.1. En application de l'article 12 du RGAO, le soumissionnaire fournira une caution de soumission du montant spécifié dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres, laquelle fera partie intégrante de son offre.

22.2. La caution de soumission sera conforme au modèle présenté dans le Dossier d'Appel d'Offre ; d'autres modèles peuvent être autorisés, sous réserve de l'approbation préalable du Maître d'Ouvrage. La caution de soumission demeurera valide pendant trente (30) jours au-delà de la date limite originale de validité des offres, ou de toute nouvelle date limite de validité demandée par le Maître d'Ouvrage et acceptée par le soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'article 20.2 du RGAO.

22.3. Toute offre non accompagnée d'une caution de soumission acceptable sera rejetée par le Maître d'Ouvrage comme non conforme. La caution de soumission d'un groupement d'entreprises doit être établie au nom du mandataire soumettant l'offre et mentionner chacun des membres du groupement.

22.4. Les cautions de soumission des soumissionnaires non retenus seront restituées dans un délai de quinze (15) jours, après la publication du résultat de l'attribution.

22.5. La caution de soumission de l'attributaire du marché sera libérée dès que ce dernier aura signé le marché et fourni le cautionnement définitif requis.

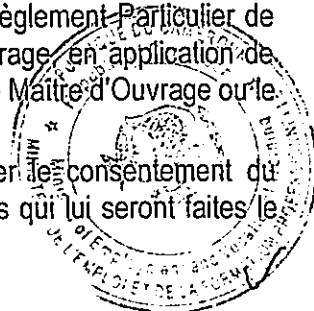
La caution de soumission peut être saisie :

- a) si le soumissionnaire :
 - i. retire son offre pendant le délai de validité qu'il aura spécifié dans son offre ; ou
 - ii. n'accepte pas la correction des erreurs en application de l'article 32 du RGAO ; ou
- a. si le soumissionnaire retenu :
 - i. désiste ou manque à son obligation de souscrire le marché en application de l'article 39 du RGAO ;
 - ii. manque à son obligation de fournir le cautionnement définitif en application de l'article 40 du RGAO
 - iii. refuse de recevoir notification du Marché.

Délai de validité des offres

23.1. Les offres doivent demeurer valables pendant la période spécifiée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres à compter de la date de remise des offres fixée par le Maître d'Ouvrage en application de l'article 23 du RGAO. Une offre valable pour une période plus courte sera rejetée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué comme non conforme.

23.2. Dans des circonstances exceptionnelles, le Maître d'Ouvrage peut solliciter le consentement du soumissionnaire à une prolongation du délai de validité. La demande et les réponses qui lui seront faites le



seront par écrit (ou par télécopie). La validité de la caution de soumission prévue à l'article 19 du RGAO sera de même prolongée pour une durée correspondante. Un soumissionnaire peut refuser de prolonger la validité de son offre sans perdre sa caution de soumission. Un soumissionnaire qui consent à une prolongation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire.

23.3. Lorsque le marché ne comporte pas d'article de révision de prix et que la période de validité des offres est prorogée de plus de quarante-huit (48) jours, les montants payables au soumissionnaire retenu, seront actualisés par application de la formule y relative figurant à la demande de prorogation que le Maître d'Ouvrage adressera au (x) soumissionnaire (s). La demande du Maître d'Ouvrage devra inclure une forme de révision des prix. La période d'actualisation ira de la date de dépassement des quarante-huit (48) jours à la date de notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage des travaux au soumissionnaire retenu, tel que prévu par le CCAP. L'effet de l'actualisation n'est pas pris en considération aux fins de l'évaluation.

Forme et signature de l'offre

24.1. Le soumissionnaire préparera un original des documents constitutifs de l'offre décrits à l'article 12 du RGAO, en un volume portant clairement l'indication « ORIGINAL ». De plus, le soumissionnaire soumettra le nombre de copies requis dans les RPAO, portant l'indication « COPIE ». En cas de divergence entre l'original et les copies, l'original fera foi.

24.2. L'original et toutes les copies de l'offre devront être dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile (dans le cas des copies, des photocopies sont également acceptables) et seront signés par la ou les personnes dûment habilitées à signer au nom du soumissionnaire, conformément à l'article 6.1 (a) ou 6.2 (c) du RGAO, selon le cas. Toutes les pages de l'offre comprenant des surcharges ou des changements seront paraphées par le ou les signataires de l'offre.

24.3. L'offre ne doit comporter aucune modification, suppression ni surcharge, à moins que de telles corrections ne soient paraphées par le ou les signataires de l'offre.

2.5 D. DEPOT DES OFFRES

Cachetage et marquage des offres

25.1. Le soumissionnaire placera l'original et les copies des documents constitutifs de l'offre dans deux enveloppes séparées et scellées portant la mention « ORIGINAL » et « COPIE », selon le cas. Ces enveloppes seront ensuite placées dans une enveloppe extérieure qui devra également être scellée, mais qui ne devra donner aucune indication sur l'identité du soumissionnaire.

25.2. Les enveloppes intérieures et extérieures :

- a) seront adressées au Maître d'Ouvrage à l'adresse indiquée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offre ;
- b) porteront le nom du projet ainsi que l'objet et le numéro de l'Avis d'Appel d'Offres indiqués dans le RPAO, et la mention « A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT ».

25.3. Les enveloppes intérieures porteront également le nom et l'adresse du soumissionnaire de façon à permettre à l'Autorité Contractante de renvoyer l'offre scellée si elle n'a pas été ouverte.

25.4. Si l'enveloppe extérieure n'est pas scellée et marquée comme indiqué à l'article 22.2 susvisé, le Maître d'Ouvrage ne sera nullement responsable si l'offre est égarée ou ouverte prématurément.

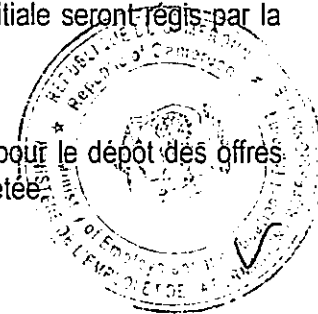
Date et heure limites de dépôt des offres

26.1. Les offres doivent être reçues par le Maître d'Ouvrage à l'adresse spécifiée à l'article 22.2 (a) du RPAO au plus tard à la date et à l'heure spécifiées dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

26.2. Le Maître d'Ouvrage peut, à son gré, reporter la date limite fixée pour le dépôt des offres en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 9 du RGAO. Dans ce cas, tous les droits et obligations du Maître d'Ouvrage et des soumissionnaires précédemment régis par la date limite initiale seront régis par la nouvelle date limite.

Offres hors délai

Toute offre parvenue au Maître d'Ouvrage après les dates et heures limites fixées pour le dépôt des offres conformément à l'article 23 du RGAO sera déclarée hors délai et, par conséquent, rejetée.



Modification, substitution et retrait des offres

28.1. Un soumissionnaire peut modifier, remplacer ou retirer son offre après l'avoir déposée, à condition que la notification écrite de la modification ou du retrait, soit reçue par le Maître d'Ouvrage avant l'achèvement du délai prescrit pour le dépôt des offres. Ladite notification doit être signée par un représentant habilité en application de l'article 21.2 du RGAO. La notification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Les enveloppes doivent porter clairement selon le cas, la mention « RETRAIT » et « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION ».

28.2. La notification de modification, de remplacement ou de retrait de l'offre par le soumissionnaire sera préparée, cachetée, marquée et envoyée conformément aux dispositions de l'article 22 du RGAO. Le retrait peut également être notifié par télécopie, mais devra dans ce cas être confirmé par une notification écrite dûment signée, et dont la date, le cachet postal faisant foi, ne sera pas postérieure à la date limite fixée pour le dépôt des offres.

28.3. Les offres dont les soumissionnaires demandent le retrait en application de l'article 25.1 ci-dessus leur seront envoyées sans avoir été ouvertes.

28.4. Aucune offre ne peut être retirée dans l'intervalle compris entre la date limite de dépôt des offres et l'expiration de la période de validité de l'offre spécifiée par le modèle de soumission. Le retrait de son offre par un Soumissionnaire pendant cet intervalle peut entraîner la confiscation de la caution de soumission conformément aux dispositions de l'article 19.6 du RGAO.

2.5 E. OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES OFFRES

Ouverture des plis et recours

29.1. La Commission de Passation des Marchés compétente procédera à l'ouverture des plis en un ou deux temps et en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent y assister, à la date, à l'heure et à l'adresse indiquées dans le RPAO. Les représentants des soumissionnaires qui sont présents signeront un registre ou une feuille attestant leur présence.

29.2. Dans un premier temps, les enveloppes marquées « RETRAIT » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l'enveloppe contenant l'offre correspondante sera renvoyée au soumissionnaire sans avoir été ouverte. Le retrait d'une offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le retrait et si cette notification est lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « OFFRES DE REMPLACEMENT » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente, qui sera renvoyée au soumissionnaire concerné sans avoir été ouverte.

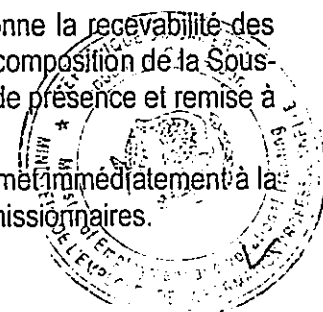
29.3. Le remplacement d'une offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et est lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « MODIFICATION » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'offre correspondante. La modification d'une offre ne sera autorisée que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander la modification et est lue à haute voix. Seules les offres qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite évaluées.

29.4. Toutes les enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix ainsi que la mention éventuelle d'une modification, le prix de l'offre, y compris tout rabais [*en cas d'ouverture des offres financières*] et toute variante le cas échéant, l'existence d'une garantie d'offre si elle est exigée, et tout autre détail que le Maître d'Ouvrage peut juger utile de mentionner. Seuls les rabais et variantes de l'offre annoncés à haute voix lors de l'ouverture des plis seront soumis à évaluation.

29.5. Les offres (et les modifications reçues conformément aux dispositions de l'article 24 du RGAO) qui n'ont pas été ouvertes et lues à haute voix durant la séance d'ouverture des plis, quelle qu'en soit la raison, ne seront pas soumises à évaluation.

29.6. Il est établi, séance tenante un procès-verbal d'ouverture des plis qui mentionne la recevabilité des offres, leur régularité administrative, leurs prix, leurs rabais, et leurs délais ainsi que la composition de la Sous-commission d'Analyse. Une copie dudit procès-verbal à laquelle est annexée la feuille de présence et remise à tous les participants à la fin de la séance.

29.7. A la fin de chaque séance d'ouverture des plis, le Président de la Commission met immédiatement à la disposition du point focal désigné par l'ARMP, une copie paraphée des offres des soumissionnaires.



29.8. En cas des recours, tel que prévu par le Code des Marchés Publics, il doit être adressé à l'Autorité Chargée des Marchés Publics avec copies à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics et au Maître d'Ouvrage.

29.9. Il doit parvenir dans un délai maximum de quatre (04) jours ouvrables après ouverture des plis, sous la forme d'une lettre à laquelle est obligatoirement joint un feuillet de la fiche de recours dûment signée par le requérant et, éventuellement, par le Président de la Commission de Passation des Marchés.

29.10. L'Observateur Indépendant annexe à son rapport, le feuillet qui lui a été remis, assorti des commentaires ou des observations y afférents.

Caractère confidentiel de la procédure

30.1. Aucune information relative à l'examen, à l'évaluation, à la comparaison des offres, et à la vérification de la qualification des soumissionnaires, et à la recommandation d'attribution du marché ne sera donnée aux soumissionnaires, ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution du marché n'aura pas été rendue publique.

30.2. Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer la Commission de Passation des Marchés ou la Sous-commission d'Analyse dans l'évaluation des offres ou à l'Autorité Contractante dans la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son offre.

30.3. Nonobstant les dispositions de l'alinéa 27.2, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché, si un soumissionnaire souhaite entrer en contact avec le Maître d'Ouvrage pour les motifs ayant trait à son offre, il devra le faire par écrit.

Éclaircissements sur les offres et contacts avec le Maître d'Ouvrage

31.1. Pour faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, la Commission de Passation des Marchés peut, si elle le désire, demander à tout soumissionnaire de donner des éclaircissements sur son offre. La demande d'éclaircissements et la réponse qui lui est apportée sont formulées par écrit, mais aucun changement du montant ou du contenu de la soumission n'est recherché, offert ou autorisé, sauf si c'est nécessaire pour confirmer la correction d'erreurs de calcul découvertes par la Sous-commission d'Analyse lors de l'évaluation des soumissions conformément aux dispositions de l'article 32 du RGAO.

31.2. Sous réserve des dispositions de l'alinéa 1 susvisé, les soumissionnaires ne contacteront pas les membres de la Commission de Passation des Marchés et de la Sous-commission pour des questions ayant trait à leurs offres, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché.

Conformité des offres

32.1. La Sous-commission d'Analyse procédera à un examen détaillé des offres pour déterminer si elles sont complètes, si les garanties exigées ont été fournies, si les documents ont été correctement signés, et si les offres sont d'une façon générale en bon ordre.

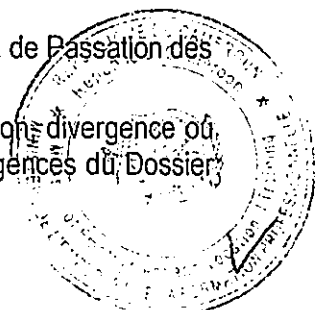
32.2. La Sous-commission d'Analyse déterminera, si l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres en se basant sur son contenu sans avoir recours à des éléments de preuve extrinsèques.

32.3. Une offre conforme pour l'essentiel est une offre conforme à toutes les stipulations, spécifications et conditions du Dossier d'Appel d'Offres, sans divergence, réserve ou omissions substantielles. Les divergences ou omissions substantielles sont celles :

- a) qui limitent de manière substantielle la portée, la qualité ou les performances des fournitures et services connexes spécifiés dans le Marché ; ou
- b) qui limitent, d'une manière substantielle et non conforme au Dossier d'Appel d'Offres, les droits de l'Autorité Contractante ou les obligations du soumissionnaire au titre du marché ; ou
- c) dont l'acceptation serait préjudiciable aux autres soumissionnaires ayant présenté des offres conformes pour l'essentiel.

32.4. Si une offre n'est pas conforme pour l'essentiel, elle sera écartée par la Commission de Passation des Marchés compétente et ne pourra être par la suite rendue conforme.

32.5. L'Autorité Contractante se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute modification, divergence ou réserve. Les modifications, divergences, variantes et autres facteurs qui dépassent les exigences du Dossier d'Appel d'Offres ne doivent pas être prises en compte lors de l'évaluation des offres.



Évaluation de l'offre technique

33.1. La Sous-commission d'Analyse examinera l'offre pour confirmer que toutes les conditions spécifiées dans le RPAO et le CCAP ont été acceptées par le soumissionnaire sans divergence ou réserve substantielle.

33.2. La Sous-commission d'Analyse évaluera les aspects techniques de l'offre présentée conformément à la clause 17 du RGAO afin de s'assurer que toutes les stipulations du Bordereau des prix, du calendrier de livraison et du Descriptif de la Fourniture (Spécifications techniques, Plans, Inspections et Essais), sont respectées sans divergence ou réserve substantielle.

33.3. Si, après l'examen des termes et conditions de l'appel d'offres et l'évaluation technique, la Sous-commission d'analyse établit que l'offre n'est pas conforme pour l'essentiel en application de la clause 29 du RGAO, elle proposera à la Commission de Passation des Marchés d'écarter l'offre en question.

Qualification du soumissionnaire

La Sous-commission s'assurera que le soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'offre substantiellement conforme aux dispositions du Dossier d' Appel d' Offres, satisfaite aux critères de qualification stipulés à l'article 6 du RPAO. Il est essentiel d'éviter tout arbitraire dans la détermination de la qualification.

Correction des erreurs

35.1. La Sous-commission d'Analyse vérifiera les offres reconnues conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres pour en rectifier les erreurs de calcul éventuelles. La Sous-commission d'Analyse corrigera les erreurs de façon suivante :

- a) s'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de la Sous-commission d'analyse, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;
- b) si le total obtenu par l'addition ou soustraction des sous totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé ;
- c) s'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique confirmée par le sous-détail dudit prix, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (a) et (b) ci-dessus.

35.2. Le montant figurant dans la soumission sera corrigé par la Sous-commission d'Analyse, conformément à la procédure de correction d'erreurs susmentionnée et, avec la confirmation du soumissionnaire, ledit montant sera réputé l'engager.

35.3. Si le soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la moins-disante, n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée et sa garantie pourra être saisie.

Évaluation des offres au plan financier

36.1. La Sous-commission d'Analyse procédera à l'évaluation et à la comparaison des offres dont elle aura déterminé au préalable qu'elles répondent pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres, au sens des articles 29, 30 et 31 du RGAO, comme indiqué ci-après.

36.2. Pour cette évaluation, la Sous-commission d'Analyse prendra en compte les éléments ci-après :

- a) le prix de l'offre, indiqué suivant les dispositions de la clause 13 du RGAO ;
- b) les ajustements apportés au prix pour corriger les erreurs arithmétiques en application de l'article 32 du RGAO ;
- c) les ajustements du prix imputables aux rabais offerts en application de l'alinéa 13.4 du RGAO ;

36.3. Pour évaluer le montant de l'offre, la Sous-commission d'Analyse peut devoir prendre également en considération des facteurs autres que le prix de l'offre, dont les caractéristiques, la performance des fournitures et services connexes et leurs conditions d'achat.

Les facteurs retenus et précisés dans le RPAO, le cas échéant, seront exprimés en termes monétaires de manière à faciliter la comparaison des offres.

Comparaison des offres

La Sous-commission d'Analyse comparera toutes les offres substantiellement conformes pour déterminer l'offre évaluée la moins-disante, en application de la clause 33. 3 du RGAO.



2.6 F. ATTRIBUTION DU MARCHE

Attribution

38.1. L'Autorité Contractante attribuera le marché au soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le marché de façon satisfaisante, et dont l'offre financière a été évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les rabais proposés.

38.2. Si l'Appel d'Offres porte sur plusieurs lots, l'offre la moins-disante sera déterminée en évaluant ce marché en liaison avec les autres lots à attribuer concurremment, en prenant en compte les rabais offerts par les soumissionnaires en cas d'attribution de plus d'un lot, ainsi que de leur plan de charges au moment de l'attribution.

Droit du Maître d'Ouvrage de déclarer un Appel d'Offres infructueux ou d'annuler une procédure

L'Autorité Contractante se réserve le droit d'annuler une procédure d'Appel d'Offres (après autorisation du Premier Ministre lorsque les offres ont été ouvertes) ou de déclarer un Appel d'Offres infructueux après avis de la Commission de Passation des Marchés compétente, sans qu'il y ait lieu à réclamation.

Droit de modification des quantités lors de l'attribution du marché

L'Autorité Contractante à l'initiative du Maître d'Ouvrage, lors de l'attribution du marché, se réserve le droit d'augmenter ou de diminuer, d'un pourcentage ne dépassant pas 15%, la quantité des fournitures et des services initialement spécifiés dans le Bordereau des quantités, sans changement de prix unitaires ou d'autres termes et conditions.

Notification de l'attribution du marché

Avant l'expiration du délai de validité des offres fixé par le RPAO, L'Autorité Contractante notifiera à l'attributaire du marché par télécopie confirmée par lettre recommandée, que sa soumission a été retenue. Cette lettre indiquera le montant que le Maître d'Ouvrage paiera au Fournisseur au titre de l'exécution du marché et le délai d'exécution.

Publication des résultats d'attribution du marché et recours

42.1 L'Autorité Contractante communique à tout soumissionnaire ou administration concernée, sur requête à lui adressée dans un délai maximal de cinq (5) jours après la publication des résultats d'attribution, le rapport de l'Observateur Indépendant ainsi que le procès-verbal de la séance d'attribution du marché y relatif auquel est annexé le rapport d'analyse des offres.

42.2 L'Autorité Contractante est tenu de communiquer les motifs de rejet des offres des soumissionnaires concernés qui en font la demande.

42.3 Après la publication du résultat de l'attribution, les offres non retirées dans un délai maximal de quinze (15) jours seront détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation, à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation de marchés publics.

42.3 En cas de recours, il doit être adressé à l'autorité chargée des marchés publics, avec copies à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

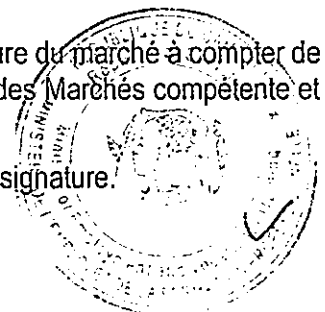
42.4 Il doit intervenir dans un délai maximum de quatre (04) jours ouvrables après la publication des résultats.

Signature du marché

43.1 Après publication des résultats, le projet de marché souscrit par l'attributaire est soumis à la Commission de Passation des Marchés, pour examen et avis, le cas échéant, au visa préalable du Ministre en charge des Marchés Publics.

43.2 L'Autorité Contractante dispose d'un délai de sept (07) jours pour la signature du marché à compter de la date de réception du projet de marché adopté par la Commission de Passation des Marchés compétente et souscrit l'attributaire.

Le marché doit être notifié à son titulaire dans les cinq (5) jours qui suivent la date signature.



Cautionnement définitif

44.1 Dans les vingt (20) jours suivant la notification du marché par le Maître d'Ouvrage, le cocontractant fournira au Maître de l'Ouvrage un cautionnement définitif, sous la forme stipulée dans le RPAO, conformément au modèle fourni dans le Dossier d'Appel d'Offres.

44.2 Le cautionnement peut être remplacé par la garantie d'une caution d'un établissement bancaire agréé conformément aux textes en vigueur, et émise au profit du Maître d'Ouvrage ou par une caution personnelle et solidaire.

44.3 Les petites et moyennes entreprises(PME) à capitaux et dirigeant nationaux peuvent produire à la place du cautionnement, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un établissement bancaire ou d'un organisme financier agréé de premier rang conformément aux textes en vigueur.

44.4 L'absence de production du cautionnement définitif dans les délais prescrits est susceptible de donner lieu à la résiliation pure et simple du marché.

2.7 DEPOT DES OFFRES

Cachetage et marquage des offres

Les Soumissionnaires placeront l'original et les copies de leur offre dans une enveloppe cachetée :

- a. adressée au Maître d'Ouvrage à l'adresse telle qu'indiquée dans la lettre d'invitation à soumissionner et ;
- b. portant le nom du projet, le titre et le numéro de la consultation tels qu'indiqués dans la lettre d'invitation à soumissionner.

Date et heure de dépôt des offres

Les offres rédigées en français ou en anglais, en sept (7) exemplaires dont l'original marqué comme tel, devront être chiffrées et déposées sous pli scellé et cacheté à la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle au plus tard le _____ à 11heures adressée au Chef dudit département ministériel.

2.8 OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES OFFRES

Ouverture des plis par la Commission Interne de Passation des Marchés.

La Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle procédera à l'ouverture des plis en présence des soumissionnaires désirant y prendre part ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du dossier, le _____ à 12 heures dans la salle de conférences de ce département ministériel.

La Commission de Passation des Marchés suscitée établira un procès-verbal de la séance d'ouverture des plis.

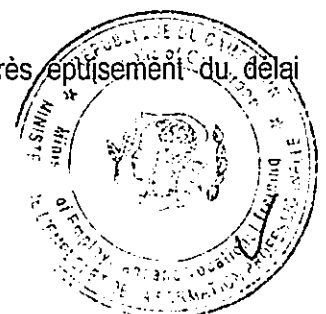
Vérification de la conformité et comparaison des offres

La Commission Interne de Passation des Marchés procédera à la vérification de la conformité des pièces administratives et à la comparaison des offres en procédant dans l'ordre suivant :

- a. l'examen de la conformité des offres, du point de vue de la durée et des Termes de Référence ;
- b. la vérification des opérations arithmétiques, en utilisant le cas échéant les prix unitaires en lettre pour procéder aux corrections nécessaires ;
- c. l'élaboration d'un tableau récapitulatif des offres.

Les critères suivants seront éliminatoires pour la suite de la procédure :

- a. absence de la caution de soumission au moment d'ouverture des offres ;
- b. absence ou non non-conformité d'une pièce du dossier administratif après épuisement du délai moratoire de 48 heures ;
- c. fausse déclaration ou pièce falsifiée



2.9 ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Attribution du Marché

La Commission Interne de Passation des Marchés proposera l'attribution du Marché au prestataire dont elle aura déterminé que l'offre est conforme pour l'essentiel, aux dispositions du Dossier de Consultation, et qu'elle est l'offre la moins disante.

Communiqué de l'attribution du Marché

Le Maître d'Ouvrage décidera de l'attribution et publiera le résultat du Dossier d'Appel d'Offres National Ouvert dans le Journal des Marchés, par voie de presse et/ou d'affichage en communiquant :

- a. le nom de l'attributaire ;
- b. l'objet de la consultation ;
- c. le montant du Marché ;
- d. la durée d'exécution.

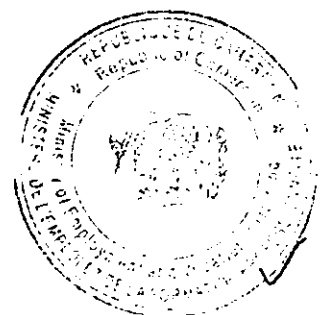
Signature du Marché

Dans les quinze (15) jours suivant l'attribution, le Marché sera signé par le Maître d'Ouvrage et sera notifié au Soumissionnaire qui se doit de l'enregistrer selon la procédure en vigueur.

Corruption et manœuvres frauduleuses

Le Président et les Membres de la Commission Interne et les Soumissionnaires doivent observer en tout temps, les règles d'éthique professionnelle les plus strictes. Ils se doivent notamment d'interdire toute corruption ou toute autre forme de manœuvres frauduleuses. En vertu de ce principe,

- a. est coupable de « corruption » quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution du Marché et
- b. est coupable de « corruption » quiconque fournit, sollicite ou accepte plusieurs cotations émises par le même prestataire sous des noms des sociétés différentes et/ou sur des numéros d'enregistrement différents
- c. se livre à des « manœuvres frauduleuses » quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution du Marché de manière préjudiciable au Maître d'Ouvrage.
- d. « Manœuvres frauduleuses » comprend notamment toute entente ou manœuvre collusoire des soumissionnaires (avant ou après la remise de l'offre) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu d'une concurrence libre et ouverte, et à priver ainsi le Maître d'Ouvrage des avantages de cette dernière.



REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES

SOUS-DIRECTION DU BUDGET

www.minefop.gov.cm



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF EMPLOYMENT
AND VOCATIONAL TRAINING

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF GENERAL AFFAIRS

SUB-DEPARTMENT OF BUDGET

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° _____ /AONO/MINEFOP/CIPM/2024 DU _____ POUR LA REALISATION DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES LOCAUX ABRITANT LES SERVICES CENTRAUX DU MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE SUR LES SITES DE NLONGKAK ET DE LA RUE CEPER.

FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU MINEFOP EXERCICE 2024

IMPUTATION : 58 35 122 01 340010 523111.

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

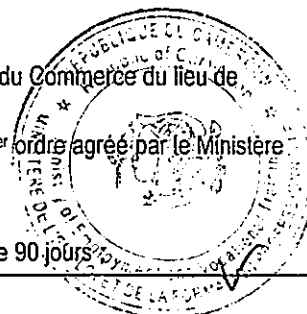
Pièce N°3: REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES

3.1 GENERALITES



A	INTRODUCTION	
A.1	Définition des Travaux : Aménagement des locaux abritant les services centraux du Ministère de l'emploi et de la Formation Professionnelle. Nom et adresse du Maître d'Ouvrage : Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle Référence de l'Appel d'Offres : AONO N° _____/AONO/MINEFOP/CIPM/2024 DU _____	
A.2	Délai d'exécution : Le délai maximum d'exécution des travaux est de trois (03) mois	
A.3	Source de financement : BIP MINEFOP ; EXERCICE 2024	
A.4	Principaux critères de qualification des soumissionnaires	
B	<u>CRITERES DE QUALIFICATION</u>	
1	CRITERES ELIMINATOIRES	OUI/NON
1.1	Absence ou non-conformité d'une pièce administrative après épuisement du moratoire réglementaire de 48 heures	
1.2	Absence de la caution de soumission à l'ouverture des plis	
1.3	Absence d'une pièce administrative	
1.4	Fausse déclaration ou pièce falsifiée	
1.5	Note technique inférieure à 70% de l'ensemble des critères essentiels	
1.6	Absence d'un prix unitaire dans l'offre financière	
1.7	Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de Marché au cours des trois (03) dernières années	
1.8	Le non-respect du format des fichiers des offres	
1.9	Absence ou non-conformité de l'ingénieur des travaux et de son inscription à l'ordre national des Génies Civil	
2	CRITERES ESSENTIELS	
2.1	PRESENTATION DE L'OFFRE (seuil de validité 3/4)	OUI/NON
2.1.1	Lisibilité	
2.1.2	Reluire des pièces	
2.1.3	Intercalaire couleur	
2.1.4	Agencement des pièces tel qu'indiqué dans le DAO	
2.2	REFERENCES DU SOUMISSIONNAIRE DANS LE DOMAINE SIMILAIRE	OUI/NON
	Au moins trois (03) marchés réalisés dans le domaine similaire d'au moins 10 millions réalisés au cours des trois (03) dernières années (produire première et dernière page du contrat et PV de réception de chaque marché) réalisé dans le domaine au cours des 03 dernières années.	
2.3	QUALIFICATION ET EXPERIENCE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT AFFECTE AU PROJET	
2.3.1	Qualification du conducteur des travaux (seuil de validité 2/2)	OUI/NON
	Au moins le diplôme d'Ingénieur des Travaux de Génie Civil (produire copie certifiée conforme du diplôme et attestation de présentation de l'original du diplôme, attestation d'inscription à l'ONIGC pour l'année en cours)	
	Au moins cinq (05) ans d'expérience (CV dument signé par le concerné)	
2.3.2	Qualification du chef chantier (seuil de validité 2/2)	OUI/NON
	Au moins le diplôme de Technicien Supérieur en bâtiment (produire copie certifiée conforme du diplôme et attestation de présentation de l'original du diplôme)	
	Au moins trois (03) ans d'expérience (CV dument signé par le concerné)	
2.3.3	Autres personnels spécialisés	

2.3.3.1	Surveillant ponctuel des travaux de plomberie (seuil de validité 2/2)	OUI/NON
	au moins le diplôme de Technicien en plomberie ou en installation sanitaire (produire copie certifiée conforme du diplôme)	
	au moins trois (03) ans d'expérience (CV dûment signé par le concerné)	
2.3.3.2	Surveillant ponctuel des travaux de menuiserie (seuil de validité 2/2)	OUI/NON
	au moins le diplôme de Technicien en menuiserie bois (produire copie certifiée conforme du diplôme)	
	au moins trois (03) ans d'expérience (CV dûment signé par le concerné)	
2.3.3.3	Surveillant ponctuel des travaux de froid et climatisation (seuil de validité 2/2)	OUI/NON
	au moins le diplôme de Technicien en froid et climatisation (produire copie certifiée conforme du diplôme)	
	au moins trois (03) ans d'expérience (CV dûment signé par le concerné)	
2.3.3.4	Surveillant ponctuel des travaux de soudure (seuil de validité 2/2)	OUI/NON
	au moins le diplôme de Technicien en soudure ou équivalent (produire copie certifiée conforme du diplôme)	
	au moins trois ans d'expérience (CV dûment signé par le concerné)	
2.4	PROPOSITION TECHNIQUE	OUI/NON
2.4.1	Note technique détaillée concernant l'organisation des travaux conformément aux prescriptions du DAO	
2.4.2	Attestation de visite des lieux signée sur l'honneur par le soumissionnaire	
2.4.3	Planning d'exécution des travaux	
2.4.4	Liste exhaustive des matériels nécessaires dont dispose l'Entreprise pour la réalisation de chaque tâche du projet	
2.5	CAPACITE DE FINANCEMENT	OUI/NON
	Attestation de solvabilité délivrée par une institution bancaire d'au moins dix millions (10 000 000) FCFA	
2.6	GARANTIE DES TRAVAUX	OUI/NON
	Garantie des travaux : au moins un an	
2.7	PREUVES D'ACCEPTATION DES CONDITIONS DU MARCHE AVEC LA MENTION LU ET APPROUVEE	OUI/NON
2.7.1	CCAP paraphé	
2.7.2	CCTP paraphé	
C	Chaque soumissionnaire, sous la supervision d'un responsable de la Sous-direction des Infrastructures, des Équipements et de la Maintenance, devra visiter les lieux des travaux et ses environs afin d'obtenir par lui-même, tous les renseignements nécessaires à la préparation de son offre et à l'exécution des travaux. Les coûts liés à la visite des lieux des travaux sont à la charge du soumissionnaire. Il n'est pas prévu de réunion préparatoire à l'établissement des offres.	
D	Langue de l'offre : Français ou Anglais	
E	<p>La liste des documents visés à l'article 13 du RGAO devra être complétée, regroupée en trois volumes insérés respectivement dans les enveloppes intérieures et détaillée comme suit :</p> <p>Enveloppe A-Volume 1 : Pièces Administratives</p> <p>a. La déclaration d'intention de soumissionner, timbrée avec la mention lu et approuvé ;</p> <p>b. L'accord de groupement le cas échéant ;</p> <p>c. Le pouvoir de signature le cas échéant ;</p> <p>d. Une attestation de non-faillite établie par le Tribunal de Grande Instance ou par la Chambre d'Industrie et du Commerce du lieu de résidence du Soumissionnaire datant de moins de trois (03) mois précédant la date de remise des offres ;</p> <p>e. Une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire, délivrée par un établissement bancaire de 1^{er} ordre agréé par le Ministère des Finances ;</p> <p>f. La quittance d'achat du Dossier d'Appel d'Offres ;</p> <p>g. La caution de soumission d'un montant de quatre cents mille (400 000) FCFA et d'une durée de validité de 90 jours</p>	



- h. Une attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par la Direction Générale de l'ARMP datant de moins de trois mois ;
- i. Une attestation signée du Directeur de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations vis-à-vis de ladite caisse datant de moins de trois mois ;
- j. Une attestation de non redevance datant de moins de trois mois timbrée.
- k. Un registre de Commerce complété le cas échéant par un acte authentique donnant pouvoir au(x) signataire(s) d'engager avec toutes les conséquences de droit la/les entreprise(s) pour la/lesquelles la soumission est présentée ;
- l. Une attestation d'immatriculation fiscale.
- m. une déclaration sur l'honneur de non abandon des Marchés au cours des trois (03) dernières années.
- n. l'attestation et plan de localisation signé sur l'honneur.

En cas de groupement chaque membre du groupement doit présenter un dossier administratif complet, les pièces e, f, et g.

Enveloppe B –volume II : Offre technique

b.1. les renseignements sur les qualifications

le RPAO précise la liste des documents à fournir par les soumissionnaires pour justifier les critères de qualification mentionnées à l'article 6 du RPAO (conformément aux formulaires de qualifications à insérer par le Maître d'Ouvrage dans le DAO)

b.2. La proposition technique devra être constituée de :

Les références dans les réalisations similaires dans le domaine de construction, de l'aménagement de bâtiments publics (bâtiments, ponts, clôtures, parking, voie d'accès) au cours des trois dernières années : fournir au moins trois marchés et PV de réception des travaux réalisés, d'un montant supérieur ou égal à 10 millions ;

L'accès à une ligne de financement ou autre ressource financière d'au moins six millions (6 000 000) FCFA indiquant que le soumissionnaire dispose des liquidités ou a accès aux facilités de crédits délivré par une institution bancaire agréée par le Ministre des Finances ;

La qualification et l'expérience du personnel affecté au projet doit être de :

conducteur des travaux : au moins Ingénieur des travaux de Génie Civil + 5 ans d'expérience ;

chef de chantier : au moins Technicien Supérieur en bâtiment + 3 ans d'expérience ;

surveillant ponctuel des travaux de plomberie : au moins Technicien en plomberie ou installation sanitaire ;

surveillant ponctuel des travaux de menuiserie : au moins Technicien en menuiserie bois ;

surveillant ponctuel des travaux de froid et climatisation : au moins Technicien en froid et climatisation ;

surveillant ponctuel des travaux de soudure: au moins Technicien en soudure ou équivalent.

NB : pour chaque personnel susmentionné, joindre le CV dûment daté et signé par le concerné, copie certifiée conforme du diplôme, preuve d'appartenance à l'ordre des ingénieurs de génie civil pour le chef de projet.

Le programme d'exécution des travaux devra contenir :

Une note détaillée concernant l'organisation des travaux y compris toutes sujétions conformes aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres ;

Un planning d'exécution des travaux ressortant clairement la durée d'exécution des travaux ;

Une attestation de visite du/des site(s) signée sur l'honneur par le soumissionnaire après la visite effectuée des sites sous la supervision d'un responsable de la SDIEM ;

La garantie des travaux (au moins un an) ;

La présentation de l'offre (le soumissionnaire devra respecter l'ordonnancement des pièces dans le DAO, la reluire et la lisibilité de manière à faciliter l'examen);

b.3. Les preuves d'acceptations des conditions du marché (Cahier des clauses administratives et particulières paraphé et signé, cahier des clauses techniques et particulières paraphé et signé)

Enveloppe C- volume III : Offre financière

c.1. La soumission proprement dite, en original rédigée selon le modèle joint, timbrée au tarif en vigueur, signée et datée ;

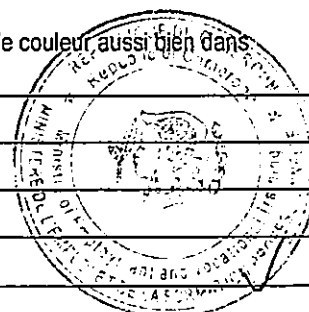
c.2. Le Bordereau des prix unitaires dûment rempli,

c.3. le Détail estimatif dûment rempli ;

c.4. le Sous-détail des prix et/ou la décomposition des prix forfaitaires.

NB : les différentes parties d'un même dossier doivent obligatoirement être séparées par les intercalaires de couleur aussi bien dans l'original que dans les copies, de manière à faciliter son examen.

F	Prix et monnaie de l'offre
1	Les prix du marché ne sont pas révisables.
2	Les propositions financières seront libellées en FCFA
G	Préparation et dépôt des offres



1	<p>Période de validité des offres :</p> <p>La période de validité des offres est de 30 jours à partir de la date de dépôt des offres.</p>
2	<p>La caution de soumission est de quatre cents mille (400 000) FCFA</p>
3	<p>Les offres sont appelées sur la base d'un délai d'exécution des travaux de trois (03) mois. La méthode d'évaluation figure à l'article 32.2 (e) du RGAO. Le délai d'exécution proposé par le soumissionnaire retenu deviendra le délai d'exécution contractuel.</p>
4.	<p>Nombre de copies de l'offre qui doivent être remplies et envoyées :</p> <p>Chaque soumissionnaire devra fournir un original de son offre et six copies marquées comme telles au titre de cet appel d'offres</p>
5	<p>Adresse du Maître d'Ouvrage à utiliser pour l'envoi des offres :</p> <p>Les offres des soumissionnaires seront déposées au Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Direction des Affaires Générales, sise NLONGKAK-Yaoundé, Tè'. 222 20 03 39 Fax : 222 20 28 06</p> <p>Numéro de l'Appel d'Offres : AONO N° _____ /AONO/MINEFOP/CIPM/2024 DU _____</p>
6	<p>Date et heure limites de dépôt des offres :</p> <p>Sous peine de rejet, les soumissionnaires devront déposer leurs offres au plus tard à 11 heures, heure locale, sauf si une prolongation a été accordée conformément à l'article 22.2 du RGAO).</p>
7	<p>Lieu, date et heure de l'ouverture des plis :</p> <p>L'ouverture des pièces administratives, des offres techniques et financières se fera en un temps et aura lieu _____ à 12heures par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du Ministère de l'Emploi, et de la Formation Professionnelle sise à Nlongkak en présence des soumissionnaires ou de leur représentant dûment mandaté et ayant une parfaite connaissance du dossier.</p>
G	<p>Évaluation et comparaison des offres</p>
1	<p>Monnaie retenue pour la conversion en une seule monnaie : Le Francs CFA</p> <p>Source du taux de change : la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC)</p>
2	<p>Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au soumissionnaire dont l'offre a été jugée conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins disante en incluant le cas échéant les rabais proposés.</p>
H	<p>Attribution du Marché</p>
	<p>Dans les vingt (20) jours suivant la notification du Marché par le Maître d'Ouvrage, l'entrepreneur fournira au Maître d'Ouvrage un cautionnement définitif de 2% du montant TTC du Marché, conformément au modèle fourni dans le Dossier d'Appel d'Offres</p>



REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES

SOUS-DIRECTION DU BUDGET

www.minefop.gov.cm



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF EMPLOYMENT
AND VOCATIONAL TRAINING

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF GENERAL AFFAIRS

SUB-DEPARTMENT OF BUDGET

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

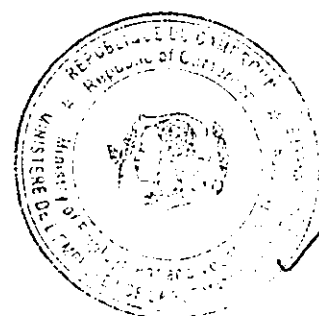
N° _____/AONO/MINEFOP/CIPM/2024 DU _____ POUR LA REALISATION DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES LOCAUX ABRIANT LES SERVICES CENTRAUX DU MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE SUR LES SITES DE NLONGKAK ET DE LA RUE CEPER .

FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU MINEFOP EXERCICE 2024

IMPUTATION : 58 35 122 01 340010 523111.

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Pièce N°4: CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES



4.1 GENERALITES

CHAPITRE I : GÉNÉRALITES

Article 1: Objet du Marché

Le Présent Marché a pour objet la réalisation des travaux d'aménagement des locaux abritant les services centraux du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Article 2: Procédure de passation du Marché

Le Présent Marché est passé suivant l'Appel d'Offres National Ouvert N° _____/AONO/MINEFOP/CIPM/2024 du _____ relatif à la réalisation des travaux d'aménagement des locaux abritant les services centraux du ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle sur les sites de NLONGKAK et de LA RUE CEPER .

Article 3: Définitions et attributions

3.1. Définitions générales

Le Maître d'Ouvrage est le Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle. A ce titre, il est le signataire du marché et en assure le bon fonctionnement. Il veille à la conservation des originaux des documents des marchés et à leur transmission à l'ARMP par le point focal désigné à cet effet.

Le Chef de Service du Marché est le Directeur des Affaires Générales du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, ci-après désigné « le Chef de Service » ; il veille au respect des clauses administratives, techniques et financières et des délais contractuels.

L'Ingénieur du marché est le Représentant du Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières, ci-après désigné « l'Ingénieur » ; il est responsable du suivi technique du Marché

L'Entrepreneur est : [A préciser].

3.2. Nantissement

L'autorité chargée de la liquidation et de l'ordonnancement des dépenses est le Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;

L'organisme ou le responsable chargé du paiement est le Payeur Spécialisé MINJEC-MINDEVEL-MINEFOP ;

Le responsable compétent pour fournir les renseignements au titre de l'exécution du présent Marché est le Directeur des Affaires Générales du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Article 4: Langue, loi et réglementation applicables

4.1. La langue utilisée est le Français ou l'Anglais.

4.2. L'Entrepreneur s'engage à observer les lois, règlements, ordonnances en vigueur en République du Cameroun, et ce aussi bien dans sa propre organisation que dans la réalisation du Marché.

Si au Cameroun, ces règlements, lois et dispositions administratives et fiscales en vigueur à la date de signature du présent Marché venaient à être modifiés, les coûts éventuels qui en découleraient directement seraient pris en compte sans gain ni perte pour chaque partie.

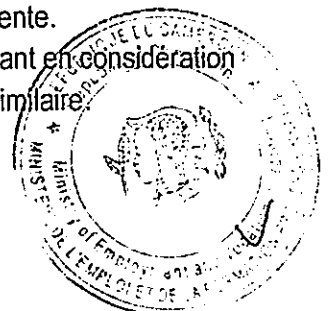
Article 5: Normes

5.1. Les travaux réalisés en exécution du présent Marché seront conformes aux normes fixées dans le descriptif et quand aucune norme applicable n'est mentionnée, la norme faisant autorité en la matière et applicable au Cameroun sera celle la plus récemment approuvée par l'autorité compétente.

5.2. L'Entrepreneur étudiera, exécutera et garantira les travaux du présent Marché en prenant en considération la meilleure pratique de réalisation au Cameroun pour des opérations de technologie similaire.

Article 6: Pièces constitutives du Marché

Les pièces constitutives du Présent Marché sont par ordre de priorité :



1. La lettre de soumission ;
2. La soumission de l'entrepreneur et ses annexes dans toutes les dispositions non contraires au Cahier des Clauses Administratives Particulières et du Cahier des Clauses Techniques Particulières ci-dessous visés ;
3. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
4. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).
5. Les éléments propres à la détermination du montant du marché, tels que, par ordre de priorité : les Bordereaux des prix unitaires ; l'état des prix forfaitaires ; le détail ou le devis estimatif ; la décomposition des prix forfaitaires et/ou le sous-détail des prix unitaires ;
6. Le Cahier de Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux Marchés Publics de travaux mis en vigueur par arrêté N° 033 du 13 février 2007 ;
7. Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux prestations faisant l'objet du marché.

Article 7: Textes généraux applicables

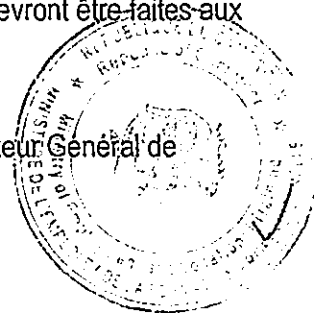
Le présent Marché est soumis aux textes généraux ci-après :

1. La Loi n°2018/012 du 11 juillet 2018, portant Régime Financier de l'Etat du Cameroun et des autres entités publiques ;
2. la Loi n°2023/019 du 19 décembre 2023 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'EXERCICE 2024 ;
3. le décret n°2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement modifié et complété par le décret N°2018/190 du 02 mars 2018;
4. le décret n°2012/644 du 28 décembre 2012 portant organisation du MINEFOP ;
5. Décret N°2012/075 du 08 mars 2012 portant organisation du Ministère des Marchés Publics en ses dispositions non contraires ;
6. le décret 2012/076 du 08 mars 2012, modifiant et complétant certaines dispositions du décret N°2011/048 du 23 février 2011 portant création, organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
7. Décret N°2003/651/PM du 16 avril 2003 fixant les modalités d'application du régime fiscal et douanier des Marchés Publics ;
8. le décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics ;
9. le décret n°2019/002 du 04 janvier 2019 portant réaménagement du Gouvernement ;
10. Circulaire N°001/C/PR/MINMAP/CAB du 25 avril /2022 relative à l'application du code des Marchés Publics ;
11. Lettre N°004/L/MINMAP/CAB du 29 juillet 2022 relative à la prise en compte des rabais consentis par les soumissionnaires ;
12. la circulaire n°00000026/C/MINFI du 29 décembre 2023 portant Instructions relatives à l'Exécution des lois de finances, au suivi et au contrôle de l'Exécution du Budget de l'État pour l'EXERCICE 2024 ;
13. les normes en vigueur ;
14. d'autres textes spécifiques aux domaines concernés par le Marché.

Article 8: Communication

8.1. Toutes les notifications et communications écrites dans le cadre du présent Marché devront être faites aux adresses suivantes :

- a. dans le cas où le Co-contractant est le destinataire : A Monsieur le Directeur Général de
_____ BP _____ :



- b. dans le cas où le Maître d'Ouvrage en est le destinataire : Monsieur le Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle : avec copie adressée dans les mêmes délais, au Chef de service et à l'Ingénieur.

S'agissant des correspondances adressées aux autres intervenants par le Cocontractant, une copie sera transmise dans les mêmes délais au Maître d'Ouvrage.

8.2. L'Entrepreneur adressera toutes notifications écrites ou correspondances au Maître d'Ouvrage, avec copie au Chef de service.

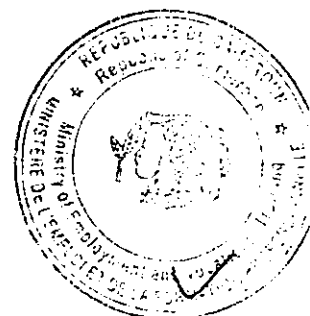
Article 9: Ordres de service et correspondances

Les différents ordres de services seront établis et notifiés ainsi qu'il suit :

- 9.1 L'ordre de service de service de démarrage des travaux sera signé par le Maître d'Ouvrage et notifié au Cocontractant par le Chef de Service du Marché, avec copie à l'Ingénieur et à l'Organisme Payeur.
- 9.2. Les ordres de service ayant une incidence sur l'objectif, le montant ou le délai d'exécution du marché seront signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés par le Chef de service du marché, avec copie à l'Ingénieur du marché.
- 9.3. Les ordres de service à caractère technique liés au déroulement normal des prestations seront directement signés par le chef de service et notifiés au Cocontractant par l'ingénieur avec copie au Maître d'Ouvrage.
- 9.4. Les ordres de service valant mise en demeure seront signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés au Cocontractant par le Chef de service, avec copie à l'Ingénieur.
- 9.5 Les ordres de service de suspension et de reprise des prestations pour cause d'intempéries ou autre cas de force majeure, seront signés par le Chef de Service sur proposition de l'Ingénieur et notifiés au Cocontractant par l'Ingénieur.

Article 10: Matériel et personnel de l'Entrepreneur

- 10.1 Toute modification même partielle apportée aux propositions de l'offre technique n'interviendra qu'après agrément écrit du Chef de service. En cas de modification, l'Entrepreneur le fera remplacer par un personnel de compétence (qualifications et expérience) au moins égale ou par un matériel de performance similaire et en bon état de marche.
- 10.2. En tout état de cause, les listes du matériel et personnel d'encadrement à mettre en place seront soumises à l'agrément de l'Ingénieur, dans les sept (07) jours qui suivent la notification de l'ordre de service de service de démarrage des travaux. L'Ingénieur disposera de trois (03) jours pour notifier par écrit son avis avec copie au Chef de service. Passé ce délai, les listes seront considérées comme approuvées.
- 10.3 Toute modification unilatérale apportée aux propositions en matériel et en personnel d'encadrement de l'offre technique, avant et pendant les prestations constitue un motif de résiliation du marché tel que visé à l'article 35 ci-dessous ou d'application de pénalités.
- 10.4 L'Entrepreneur utilisera le matériel approprié dans le projet d'exécution pour la bonne exécution des travaux. Toute modification apportée sera notifiée au Maître d'Ouvrage.



CHAPITRE II: CLAUSES FINANCIERES

Article 11: Garanties et cautions

11.1. Cautonnement définitif

Dans les vingt (20) jours suivant la notification du Marché, un cautionnement définitif, équivalent à 2% du montant TTC du Marché sous forme de garantie bancaire, est fourni au Maître d'Ouvrage.

Le cautionnement sera restitué, dans un délai d'un mois suivant la date de réception provisoire des travaux; à la suite d'une main levée délivrée par le Maître d'Ouvrage après demande de l'Entrepreneur.

11.2. Cautonnement de garantie

La retenue de garantie est fixée à 5% du montant TTC du Marché.

La restitution de la retenue de garantie sera effectuée dans un délai d'un mois après la réception définitive sur main levée délivrée par le Maître d'Ouvrage après demande de l'Entrepreneur.

Article 12: Montant du Marché

Le montant du présent Marché, tel qu'il ressort du devis estimatif ci-joint, est de _____ (en chiffre) _____ (en lettre) francs CFA toutes taxes comprises (TTC), soit :

- Montant HTVA : _____ (_____) francs CFA
- Montant de la TVA : _____ (_____) francs CFA
- NAP : _____ (_____) francs CFA

Le montant du Marché calculé dans les conditions prévues à l'article 32 du RGAO, résulte de l'application au montant hors TVA, du taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Article 13: Lieu de paiement

13.1. En contrepartie des paiements à effectuer par le Maître d'Ouvrage à l'Entrepreneur, dans les conditions indiquées dans le Marché, l'entrepreneur s'engage par les présentes à exécuter les travaux conformément aux dispositions du Marché.

13.2. Les paiements s'effectueront au compte n° _____ ouvert au nom de l'Entrepreneur à la banque _____

Article 14: Variation des prix

14.1. Les prix sont fermes et non révisables.

14.2. Modalités d'actualisation des prix

Les prix ne sont pas actualisables

Article 15: Avances

Le Maître d'Ouvrage n'accordera pas une avance de démarrage pour l'exécution du présent Marché.

Article 16: Règlement des travaux

16.1. Constatation des travaux exécutés

Avant le 30 de chaque mois, l'entrepreneur et l'Ingénieur établissent un attachement contradictoire qui récapitule et fixe les quantités réalisées et constatées pour chaque poste du bordereau au cours du mois et pouvant donner droit au paiement.

16.2. Décompte mensuel

Au plus tard le cinq (5) du mois suivant le mois des prestations, l'entrepreneur remettra en sept exemplaires à l'Ingénieur, deux projets de décompte provisoire mensuel (un décompte hors TVA et un décompte du montant des taxes), selon le modèle agréé et établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché, depuis le début de celui-ci.

Seul le décompte hors TVA sera réglé à l'entrepreneur.

Le montant HTVA de l'acompte à payer à l'entrepreneur sera mandaté comme suit :

- 97,8% versé directement au compte de l'entrepreneur ;
- 2,2% versé au trésor public au titre de l'AIR dû par l'entrepreneur s'il relève du régime du réel



- ou
- 94.5% versé directement au compte de l'entrepreneur ;
- 5,5% versé au trésor public au titre de l'AIR dû par l'entrepreneur s'il relève du régime simplifié

L'Ingénieur disposera d'un délai de sept jours pour transmettre au Chef de service du marché, les décomptes qu'il a approuvés.

Le chef de service et l'Ingénieur disposent d'un délai de 21 jours maximum pour procéder à la signature des décomptes et leur transmission au comptable chargé du paiement.

Une copie du décompte corrigé est remise à l'entrepreneur le cas échéant.

Article 17: Intérêts moratoires

Les intérêts moratoires éventuels sont payés par état des sommes dues conformément au décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics.

Article 18: Pénalités de retard

Le montant des pénalités de retard est fixé comme suit:

- a. un deux millième (1/2000^e) du montant TTC du Marché de base par jour calendaire de retard du premier au trentième jour au-delà du délai contractuel fixé par le marché ;
- b. un millième (1/1000^e) du montant TTC du présent Marché de base par jour calendaire de retard au-delà du trentième jour.

Le montant cumulé des pénalités de retard est limité à dix pour cent (10%) du montant TTC du Marché de base avec ses pénalités de retard.

Article 19: Décompte Final

Après achèvement des travaux et dans un délai maximum de 15 jours après la date de réception provisoire, l'entrepreneur établira à partir des constats contradictoires, le projet de décompte final des travaux effectivement réalisés qui récapitule le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché dans son ensemble.

L'Ingénieur dispose d'un délai maximum de 10 jours pour notifier au Chef de service du marché le décompte final approuvé.

L'entrepreneur dispose d'un délai maximum de sept jours pour transmettre le décompte final revêtu de sa signature.

Article 20: Décompte général et définitif (cf. art. 35 CCAG)

A la fin de la période de garantie qui donne lieu à la réception définitive des travaux, le Chef de service dresse le décompte général et définitif du marché qu'il fait signer contradictoirement par l'entrepreneur et le Maître d'Ouvrage. Ce décompte comprend :

- le décompte final ;
- le solde ;
- la récapitulation des acomptes mensuels.

La signature du décompte général et définitif sans réserve par l'entrepreneur, lie définitivement les parties et met fin au marché, sauf en ce qui concerne les intérêts moratoires.

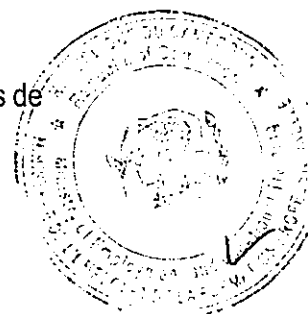
L'entrepreneur dispose d'un délai maximum de quinze jours pour renvoyer le décompte final revêtu de sa signature.

Article 21: Régime fiscal et douanier (cf. art. 36 CCAG)

Le présent Marché est soumis au régime Fiscal et Douanier en vigueur au Cameroun.

Article 22: Timbres et enregistrement du Marché

Sept (07) exemplaires originaux Marché seront timbrés et enregistrés par les soins et aux frais de l'entrepreneur, conformément à la réglementation.



Article 23: Délai d'exécution du Marché

23.1. Le délai d'exécution des travaux objet du présent Marché est de trois (03) mois.

23.2. Ce délai d'exécution court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Article 24: Rôle et responsabilités de l'entrepreneur

Le planning détaillé et général d'avancement des travaux sera communiqué au Maître d'Ouvrage en trois exemplaires à chaque début de mois.

Article 25: Mise à disposition des documents et du site

Le Maître d'ouvrage met les sites et ses voies d'accès à la disposition de l'entrepreneur.

Article 26: Assurances des ouvrages et responsabilités civiles (CCAG Article 45)

Une police d'assurance tout risque chantier sera requise au titre du présent Marché.

CHAPITRE III : EXECUTION DES TRAVAUX

Article 27: Consistance des travaux

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres consistent en la réalisation des travaux susmentionnés.

Article 28: Pièce à fournir par l'entrepreneur

28.1. Programme des travaux, Plan d'assurance qualité et autres à préciser

- a. Dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la notification de l'ordre de service de commencer les travaux, l'entrepreneur soumettra, en six (06) exemplaires, à l'approbation du chef de service après Avis du Maître d'œuvre ou de l'Ingénieur, le programme d'exécution des travaux, son calendrier d'approvisionnement.

Ce programme sera exclusivement présenté selon les modèles fournis.

Deux exemplaires de ces pièces lui seront retournés dans un délai de huit jours à partir de leur réception

avec :

- Soit la mention d'approbation « BON POUR EXECUTION » ;
- Soit la mention de leur rejet accompagnée de motifs dudit rejet.

L'entrepreneur disposera alors de huit (08) jours pour présenter un nouveau. Le Chef de Service ou l'Ingénieur disposera alors d'un délai de cinq (5) jours pour donner son approbation ou faire d'éventuelles remarques. Dans ce cas, la procédure est relancée sans que cela ne puisse modifier le délai contractuel.

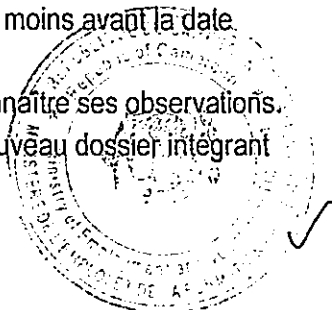
L'approbation donnée par le chef de Service ou l'Ingénieur n'atténuera en rien la responsabilité de l'entrepreneur. Cependant les travaux exécutés avant l'approbation du programme ne seront ni constatés ni énumérés. Le planning actualisé et approuvé deviendra le planning contractuel.

L'entrepreneur tiendra constamment à jour, sur le chantier, un planning des travaux qui tiendra compte de l'avancement réel du chantier. Des modifications importantes ne pourront être apportées au programme contractuel qu'après avoir reçu l'accord de l'Ingénieur.

- b. L'entrepreneur indiquera dans ce programme les matériels et méthodes qu'il compte utiliser ainsi que les effectifs du personnel qu'il compte employer.
- c. L'agrément donné par le chef de service ou l'Ingénieur ne diminue en rien la responsabilité de l'entrepreneur quant aux conséquences dommageables que leur mise en œuvre pourrait avoir tant à l'égard des tiers qu'à l'égard du respect des clauses du marché.

28.2. Projet d'exécution

- a. Le dossier des plans d'exécution (calcul et dessins) d'exécution nécessaires à la réalisation de toutes les parties de l'ouvrage devront être soumis au visa de l'ingénieur 15 jours au moins avant la date prévue pour le début de réalisation de la partie de l'ouvrage correspondante.
- b. L'Ingénieur disposera d'un délai de *sept jours* pour les examens et faire connaître ses observations. L'entrepreneur disposera alors d'un délai de *cinq jours* pour présenter un nouveau dossier intégrant lesdites observations.



Article 29: Organisation et sécurité des chantiers

Pour les règles d'hygiène et de sécurité et pour la circulation autour du ou dans le site, l'Entrepreneur devra y veiller en gardant les lieux toujours propres.

Article 30: Journal de chantier

30.1. Le journal de chantier sera signé contradictoirement par l'Ingénieur et le représentant de l'entrepreneur systématiquement lors des réunions de chantier.

30.2. C'est un document contradictoire unique. Ses pages sont numérotées et visées. Aucune page ne doit être enlevée. Les parties raturées ou annulées sont signalées en marge pour validation.

CHAPITRE IV : DE LA RECEPTION

Article 31: Réception provisoire

Avant la réception provisoire, l'entrepreneur demande par écrit au Chef de service avec copie à l'ingénieur, l'organisation d'une visite technique préalable à la réception sanctionnée par un Procès-verbal signé du Chef de service, de l'Ingénieur et de l'Entrepreneur.

31.1. La Commission de réception sera composée des membres suivants :

- | | |
|--|---------------|
| 1. Le Maître d'Ouvrage ou son représentant | Président ; |
| 2. Le Chef de service du marché | Membre ; |
| 3. Le Sous-directeur des Infrastructures, des Équipements et de la Maintenance | Membre ; |
| 4. Le Sous-directeur du budget | Membre ; |
| 5. L'agent chargé des opérations de comptabilité-matières compétent | Membre ; |
| 6. Le cocontractant de l'administration ; | |
| 7. L'Ingénieur | Rapporteur ; |
| 8. Représentant du MINMAP..... | Observateur ; |

La commission après visite du chantier examine le procès-verbal des opérations préalables à la réception et procède à la réception provisoire des travaux s'il y a lieu.

Article 32: Documents à fournir après exécution

Avant la réception provisoire, l'entrepreneur devra soumettre au chef de service du marché et à l'Ingénieur du marché le programme d'exécution actualisé des travaux accompagnés des divers plans de recollement des ouvrages aménagés.

Article 33: Délai de garantie

La durée de garantie est de douze mois à compter de la date de réception provisoire des travaux.

Article 34: Réception définitive

34.1. La réception définitive s'effectuera dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de l'expiration du délai de garantie.

34.2. La procédure de réception définitive est la même que celle de la réception provisoire. Le décompte général et définitif sera payé après le visa du MINMAP

CHAPITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 35: Résiliation du Marché

Le Marché peut être résilié conformément à l'article 181 du décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics.

Article 36: Cas de force majeure

Dans le cas où l'entrepreneur invoquerait le cas de force majeure, les seuils en deçà desquels aucune réclamation ne sera admise sont :

- Pluie : 200 millimètres en 24 heures ;
- Vent : 40 mètres par seconde ;
- Crue ; la crue de fréquence décennale



Article 37: Différends et litiges

Lorsqu'une solution amiable ne peut être apportée au différend, celui-ci est porté devant la juridiction camerounaise compétente.

Article 38 : Avance de démarrage

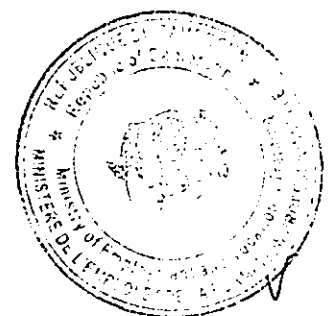
Le Maître d'Ouvrage n'accorde pas l'avance de démarrage.

Article 39: Edition et diffusion du Marché

Sept (07) exemplaires du présent Marché seront édités par les soins du Maître d'Ouvrage et fournis au Cocontractant.

Article 40: Validité du Marché

Le présent Marché ne deviendra définitif qu'après sa signature par le Maître d'Ouvrage. Il entrera en vigueur dès sa notification à l'entrepreneur.



REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES

SOUS-DIRECTION DU BUDGET

www.minefop.gov.cm



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF EMPLOYMENT
AND VOCATIONAL TRAINING

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF GENERAL AFFAIRS

SUB-DEPARTMENT OF BUDGET

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

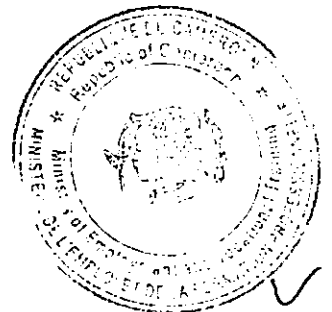
N° _____/AONO/MINEFOP/CIPM/2024 DU _____ POUR LA REALISATION DES
TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES LOCAUX ABRITANT LES SERVICES CENTRAUX DU
MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE SUR LES SITES DE
NLONGKAK ET DE LA RUE CEPER .

FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU MINEFOP EXERCICE 2024

IMPUTATION : 58 35 122 01 340010 523111.

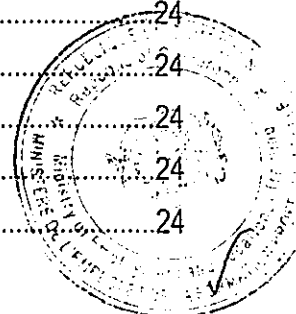
DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Pièce N°5: CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

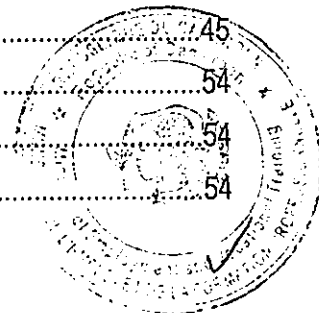


SOMMAIRE

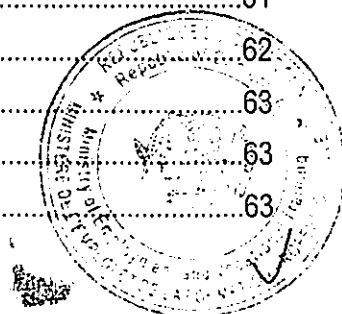
Pièce N°1: AVIS D'APPEL D'OFFRES	8
Pièce N°2: REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL D'OFFRES	16
2.1 GENERALITES	17
Portée de la soumission	17
Financement.....	17
Fraude et corruption	17
Candidats admis à concourir	17
Fournitures, répondant aux critères d'origine	18
Qualification du soumissionnaire	18
2.2 DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	19
Contenu du Dossier d'Appel d'Offres	19
2.3 PREPARATION DES OFFRES.....	19
Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offre et Recours	19
Modification du dossier d'Apple d'Offres	20
Offre	20
Monnaie de l'offre	20
Délai de validité des offres	20
2.4 PREPARATION DES OFFRES.....	20
Frais de soumission.....	20
Langue de l'offre.....	20
Documents constituant l'offre	20
a. Volume1 : Dossier administratif	20
b. Volume 2 : Offre technique	21
c. Volume 3 : Offre financière	21
Prix de l'Offre.....	21
Monnaie de l'Offre	22
Documents attestant l'admissibilité du soumissionnaire	22
Documents attestant l'admissibilité des fournitures	22
Documents attestant de la conformité des fournitures.....	22
Documents attestant la qualification du soumissionnaire	23
Caution de soumission	23
Délai de validité des offres	23
Forme et signature de l'offre.....	24
2.5 D. DEPOT DES OFFRES	24
Cachetage et marquage des offres	24
Date et heure limites de dépôt des offres	24
Offres hors délai	24



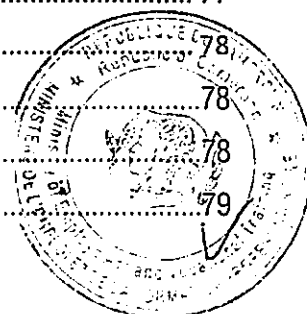
Modification, substitution et retrait des offres.....	25
2.5 E. OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES OFFRES	25
Ouverture des plis et recours.....	25
Caractère confidentiel de la procédure.....	26
Éclaircissements sur les offres et contacts avec le Maître d'Ouvrage	26
Conformité des offres	26
Évaluation de l'offre technique.....	27
Qualification du soumissionnaire	27
Correction des erreurs.....	27
Évaluation des offres au plan financier	27
Comparaison des offres	27
2.6 F. ATTRIBUTION DU MARCHÉ.....	28
Attribution	28
Droit du Maître d'Ouvrage de déclarer un Appel d'Offres infructueux ou d'annuler une procédure	28
Droit de modification des quantités lors de l'attribution du marché.....	28
Notification de l'attribution du marché.....	28
Publication des résultats d'attribution du marché et recours.....	28
Signature du marché	28
Cautionnement définitif.....	29
2.7 DEPOT DES OFFRES	29
Cachetage et marquage des offres	29
Date et heure de dépôt des offres	29
2.8 OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES OFFRES.....	29
Ouverture des plis par la Commission Interne de Passation des Marchés.....	29
Vérification de la conformité et comparaison des offres	29
2.9 ATTRIBUTION DU MARCHÉ.....	30
Attribution du Marché	30
Communiqué de l'attribution du Marché	30
Signature du Marché	30
Corruption et manœuvres frauduleuses	30
Pièce N°3: REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES	31
3.1 GENERALITES	31
Pièce N°4: CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES	36
4.1 GENERALITES	37
Pièce N°5: CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	45
CHAPITRE I : GÉNÉRALITÉS	54
1.1 - CARACTERISTIQUES DU CCTP	54
1.2 - NORMES ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES	54



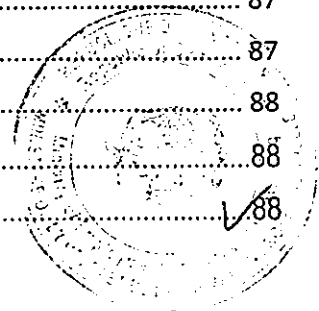
1.2.1 - Documents de référence contractuels	54
1.2.2-Cotes des plans	55
1.3 - EMBLEMENTS DES OUVRES	55
1.5. - CONSISTANCE DES TRAVAUX DU PROJET	55
CHAPITRE I TRAVAUX PREPARATOIRES / INSTALLATION DE CHANTIER	56
1 1 - TRAVAUX PRELIMINAIRES	56
1.1.1 - Installation générale de chantier	56
1.1.2 - Plan d'installation de chantier	57
1.1.3 - Clôture provisoire de chantier	57
1.1.4 - Panneaux de chantier	57
1.4.5 - Bureaux de chantier et salle de réunion	57
1. 1.6 - Branchements provisoires de chantier	58
1.1.7 - Nettoyage du chantier et entretien des voies d'accès	58
1.1.8 - Police d'Assurance	58
1. 1.9 - Coordination en matière de sécurité	58
2.1 - PLATE-FORMES CONSTRUCTIBLES	59
2.2 - FONDATIONS	59
2.2.1 - Fouilles en rigoles.	59
2.2.2 - Remblais dans les fouilles	59
2.3 - POSE DES CANALISATIONS	59
CHAPITRE III – BETON ET BETON ARME	60
3.1 - ÉTENDUE DES TRAVAUX	60
3.2 - DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE	60
3.2.2 - Règles de calcul	60
3.3 - HYPOTHESES DE CALCUL	60
3.3.1 - Données géographiques	60
3.3.2 - Contraintes d'utilisation et résistance au feu	60
3.3.3- Résistance caractéristique des matériaux	60
3.3.4 - Charges	61
3.3.4.1 - Charges permanentes (NF P 06- 004)	61
3.3.4.2 - Charges d'exploitation	61
3.4. - Vent (NV65)	61
3.4 – PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX MATERIAUX	61
3.4.1 – Granulats naturels et artificiels	61
3.4.2 – Liants hydrauliques	62
3.4.3 – Adjuvants	63
3.4.4 – Eau de gâchage	63
3.4.5 – Armatures	63



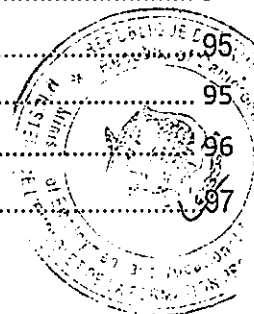
3.4.6 – Joints d'étanchéité, joints de dilatation	64
3.4.7 - Produits de décoffrage	64
3.4.8 - Qualité des matériaux mis en œuvre	64
3.5 – PRESCRIPTIONS D'EXECUTION	64
3.5.1 – Travaux de bétonnage	64
3.5.1.1 – Prescriptions générales	64
3.5.1.2 – Composition nominale	65
3.5.1.3 – Tableau des bétons	66
3.5.1.4 – Etude et contrôle des bétons	67
3.5.1.5 - Fabrication et transport du béton	68
3.5.1.6 - Mise en œuvre du béton	69
3.5.1.7 - Arrêt de bétonnage	70
3.5.1.8 - Autres recommandations sur la mise en œuvre	70
3.5.1.9 - Bétonnage par temps chaud ou froid	70
3.5.1.10 - Protection et cure du béton	70
3.5.1.11 - Correction des surfaces et badigeonnage	70
3.5.2 - Coffrage	71
3.5.2.1 - Mise en œuvre des coffrages	71
3.5.2.2 - Coffrage des joints de dilatation	71
3.5.2.3 - Classification des coffrages ou parements	71
3.5.2.4 - Décoffrage	74
3.5.3 - Armatures	74
3.5.3.1 - Recommandations générales	74
3.5.3.2 - Etat de propreté des armatures	75
3.5.3.3 - Façonnage des armatures	75
3.5.3.4 - Soudure	75
3.5.3.5 - Enrobage	75
3.5.3.6 - Calage	76
3.5.3.7 - Arrimage	76
3.5.3.8 - Contrôle des armatures avant le bétonnage	76
3.5.4 - Echafaudage et étais	76
3.5.5 - Tolérances dimensionnelles et déformations	77
3.5.5.1 - Généralités	77
3.5.5.2 - Tolérance d'implantation du tramage	77
3.5.5.3 - Tolérance sur les éléments de structure	77
3.5.5.4 - Déformations	78
CHAPITRE IV – MAÇONNERIE	78
4.1 - ÉTENDUE DES TRAVAUX	78
4.2 - DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE	79



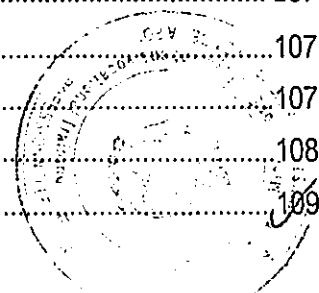
4.3 - PRESCRIPTIONS RELATIVES AU MATERIAUX	79
4.4 - PRESCRIPTIONS D'EXECUTION	79
4.4.1 – Béton et béton armé	79
4.4.1.1 - Béton de propreté	79
4.4.1.2 - Béton armé pour poteaux, poutres, linteaux chaînage et pièces d'appui	80
4.4.1.3 - Béton armé pour dalles pleines et volées d'escalier	80
4.4.1.4 - Béton armé pour dallage et rampes d'accès	80
4.4.1.5 - Chape formes et recharge	80
4.4.2 – Mortiers	81
4.4.3 – Élévations	82
4.4.3.1 – Élévations en maçonnerie	82
4.4.3.2 – Élévations en béton armé	82
4.4.5 – Planchers	83
4.4.6 – Canalisations et fourreaux divers	83
4.4.7 – Enduits	83
4.4.7.1 – Enduits verticaux intérieurs et extérieurs sur murs	83
4.4.7.2 – Enduits horizontaux en sous face plancher	83
4.4.7.3 – Enduits horizontaux en surface plancher	83
CHAPITRE VI – MENUISERIE BOIS – MENUISERIE METALLIQUE - VITRERIE	85
7.1 - GENERALITES	85
7.1.1 -Étendue des travaux	85
7.1.2 - Documents de références	85
7.1.2.1 - Normes et DTU	85
7.1.3 - Echantillons et plans d'exécution	85
7.2 - MENUISERIE BOIS	85
7.2.1 -Prescriptions relatives aux matériaux	86
7.2.1.1 - Caractéristiques des matériaux	86
7.2.1.2 - Qualité de la fabrication	86
7.2.1.3 - Quincaillerie et vitrerie	86
7.2.1.4 - Portes isoplanes	86
7.2.1.5 - Placards	87
7.2.1.6 - Huisseries ou bâtis	87
7.2.2 - Prescriptions d'exécution	87
7.2.2.1 - Echantillons de menuiserie	87
7.2.2.2 - Traitement des bois	87
7.2.2.3 - Mise en œuvre des menuiseries	87
7.2.2.4 - Clefs	88
7.3 - MENUISERIE METALLIQUE	88
7.3.1 - Prescriptions relatives aux matériaux	88



7.3.1.1 - Aciers	88
7.3.1.2 - Protection des menuiseries	88
7.3.1.3 - Protections particulières pour la quincaillerie	89
7.3.2. - Prescriptions d'exécution	89
7.3.2.1 - Prescriptions de mise en œuvre	89
7.3.2.2 - Entretien des ouvrages	89
CHAPITRE VIII – REVETEMENTS DURS	90
8.1 - GENERALITES	90
8.1.1 - Étendue des travaux	90
8.1.2 - Documents de références	90
8.2 - PRESCRIPTIONS RELATIVES AU MATERIAUX	90
8.2.1 - Généralités	90
8.2.2 - Grès cérame	91
8.2.3 - Faïence	91
8.2.4 - Mortiers et coulis	91
8.2.5 - Enduits de lissage	91
8.2.6 - Colles et mortiers-colles	91
8.2.7 - Adhésifs	91
8.3 - PRESCRIPTIONS D'EXECUTION	91
8.3.1 - Règles de mise en œuvre	91
8.3.1.1 - Travaux préparatoires	91
8.3.1.2 - Prescriptions générales	92
8.3.1.3 - Joints de fractionnement	92
8.3.1.4 - Règles de pose des revêtements scellés	92
8.3.1.5 - Largeur des joints	93
8.3.1.6 - Règles de pose des revêtements collés	93
8.3.1.7 - Niveaux des sols finis	94
8.3.1.8 - Raccord	94
8.3.2 - Joints de dilatation	94
8.3.3 - Nettoyage et protection des revêtements	94
CHAPITRE IX – ELECTRICITE (COURANTS FORTS – COURANTS FAIBLES)	94
9.1 - GENERALITES	94
9.1.1 – Etendue des travaux	94
9.1.2 – Documents de référence	94
9.1.2.1 - Normes et DTU	94
9.1.3 - Base de calcul	95
9.1.3.1 - Définition des puissances d'installations	95
9.1.3.2 - Niveau d'éclairement	96
9.1.4 - Dossier d'exécution	97



9.2 – PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX MATERIAUX	97
9.2.1 - Origine et qualité des appareils	97
9.2.2 - Conducteurs	98
9.3 - PRESCRIPTIONS D'EXECUTION	99
9.3.1 - Mise à la terre.....	99
9.3.2 –Colonnes montantes.....	100
9.3.2.1–Coupe Circuit Principal Collectif (CCPC)	100
9.3.2.2–Liaison CCPC – premier distributeur.....	100
9.3.2.3–Gaine de colonne électrique	100
9.3.2.4–Canalisation collectives	101
9.3.2.5–Distributeurs.....	101
9.3.2.6–Dérivations individuelles	101
9.3.2.7–Tableau de comptage	101
9.3.3 - Tableaux de distribution secondaires	101
9.4 - RÈGLES ET PRESCRIPTIONS DE MISE EN ŒUVRE	101
9.4.1 - Installations apparentes.....	101
9.4.2 - Installations encastrées	102
9.4.2.1 -Canalisations de distribution intérieure – circuits terminaux.....	102
9.4.2.2 - Equipements intérieurs des logements :.....	102
9.4.3 - Isolement phonique	103
9.4.4 - Encastrement dans cloisons minces	103
9.4.5 - Fixation d'équipements lourds.....	103
9.5 - CONTRÔLES ET VÉRIFICATIONS – ESSAIS.....	103
9.5.1 - Contrôle et vérification des installations	103
9.5.2 - Essais pour répondre à la norme NF EN 60-439-1.....	104
9.6 - GARANTIE	104
CHAPITRE X – PLOMBERIE SANITAIRE	105
10.1 - GENERALITES.....	105
10.1.1 - Étendue des travaux.....	105
10.1.2 - Documents de référence	105
Normes, DTU et réglementation	105
10.1.3 - Règles d'établissement du projet.....	106
10.1.3.1 - Dimensionnement du réseau eau froide.....	106
10.1.3.2 - Calcul des réseaux eaux usées et eaux vannes	106
10.1.3.3 - Calcul des réseaux eaux pluviales	107
10.2 - PRESCRIPTIONS RELATIVES AU MATERIAUX	107
10.2.1 - Généralités	107
10.2.2 - Tuyauterie	108
10.2.3 - Appareils sanitaires	109



10.2.3.1 - Appareils.....	109
10.2.3.2 - Robinetterie.....	109
10.2.3.3 - Siphon.....	109
10.3 - PRESCRIPTIONS D'EXECUTION	109
10.3.1 - Méthode d'exécution des travaux	109
10.3.2 - Essais.....	111
10.3.3 - Protection des ouvrages.....	111
10.4 - PROTECTION INCENDIE	112
10.4.1 - Les extincteurs	112
10.4.2 - Réseau incendie armé.....	112
11.1 - GENERALITES.....	113
11.1.1 - Étendue des travaux.....	113
11.1.2 - Documents de références	113
11.2 - PRESCRIPTIONS RELATIVES AU MATERIAUX	113
11.2.1 - Caractéristiques	113
11.2.2 - Marques de peinture	114
11.3 - PRESCRIPTIONS D'EXECUTION	114
11.3.1 - Généralités	114
11.3.2 - Reconnaissance des subjectiles	115
11.3.3 - Travaux préparatoires	115
Pièce N°6: BORDEREAUX DES PRIX UNITAIRES.....	117
Pièce N°7: DETAIL ESTIMATIF	124
Pièce N°8: CADRE DU SOUS-DETAIL DES PRIX UNITAIRES	131
Pièce N°9: MODELES DES PIECES ET FORMULAIRES	133
9.1 ANNEXE 1 : MODELE DE SOUMISSION.....	134
9.2 ANNEXE N° 2 : MODELE DE CAUTION DE SOUMISSION	135
9.3 ANNEXE N° 3 : MODELE DE CAUTIONNEMENT DEFINITIF	136
9.4 ANNEXE N° 4 : MODELE DE CAUTION DE RETENUE DE GARANTIE	137
9.5 ANNEXE N° 5 : MODELE D'AUTORISATION DU FABRICANT	138
Pièce N°10: PROJET DE MARCHÉ.....	139
Pièce N°11: LISTE DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET ORGANISMES FINANCIERS AUTORISES A EMETTRE DES CAUTIONS DANS LE CADRE DES MARCHES PUBLICS	151
Pièce N°12: GRILLES D'EVALUATION	153



CHAPITRE I : GÉNÉRALITÉS

1.1 - CARACTERISTIQUES DU CCTP

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) a été rédigé pour permettre au Cocontractant de connaître le détail des travaux lui incombant.

Dans la description ci-après, le Maître d'Ouvrage s'est attaché à renseigner le Cocontractant sur la qualité des ouvrages à exécuter, sur leur nombre, leurs dimensions et leur emplacement mais il convient de signaler que cette description n'a pas un caractère limitatif et que le Cocontractant devra exécuter, comme étant compris dans son prix, sans exception ni réserve, tous les travaux que sa profession exige et qui seront indispensables pour l'achèvement complet des constructions projetées.

En conséquence, le Cocontractant ne pourra jamais arguer, que des erreurs ou omissions aux plans et devis, puissent la dispenser d'exécuter tous les travaux pour parvenir à un achèvement conforme aux règles de l'art, ou fassent l'objet d'une demande de supplément de prix.

Le fait pour un Cocontractant, d'accepter sans rien changer les prescriptions des documents techniques qui lui sont remis ne peut atténuer, en quoi que ce soit, sa pleine et entière responsabilité de constructeur.

Durant la période entre la réception provisoire et la réception définitive, le Cocontractant est tenu de réparer tous les désordres susceptibles de se manifester dans les travaux qu'il aura effectués et qui proviendraient de manquements aux règles de l'art.

Les présents C.C.T.P. et descriptifs sont rédigés en accord avec les normes AFNOR, les Cahiers de Charges et Règles de Calcul contenus dans les D.T.U., les Avis Techniques du CSTB et les Cahiers des Charges et Recommandations de Fabricants.

Bien que ces documents ne soient pas joints au dossier, les parties sont réputées les connaître et reconnaître expressément leur caractère contractuel.

Ces documents étant réputés connus et contractuels, les prestations qu'ils contiennent n'ont pas été répétées au cours du présent descriptif.

Toutes modifications, réfections et remplacements nécessaires en vertu des obligations du marché et des D.T.U. de la profession seront à la charge de l'entrepreneur qui devra les exécuter sans délai sur simple notification.

1.2 - NORMES ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES

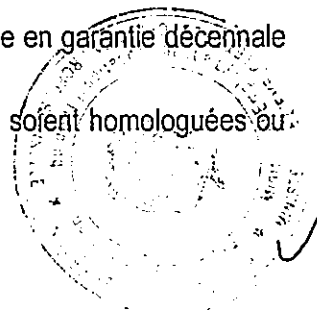
1.2.1 - Documents de référence contractuels

Seront réputés documents contractuels pour l'exécution du présent marché, tous les documents ci-dessous:

1. Tous les documents D.T.U. et les documents ayant valeur de D.T.U., qu'ils fassent l'objet d'une norme ou non, en accord avec le code des marchés publics du Cameroun.

Ces documents sont:

- des Cahiers des Charges (CC) ou Cahiers des Clauses Techniques (CCT), les règles de calcul, les mémentos-guides, instructions, etc., tous les autres documents ayant valeur de D.T.U.
 - les règles professionnelles, cahiers des charges, prescriptions techniques ou recommandations acceptées par l'A.F.A.C. figurant sur la liste.
2. Tous les autres documents rendus obligatoires par les assureurs pour la prise en garantie décennale des ouvrages.
 3. Toutes les normes NF concernant les ouvrages du présent marché, qu'elles soient homologuées ou seulement expérimentales.



Le Cocontractant est contractuellement réputé connaître parfaitement tous les documents contractuels visés ci-dessus, applicables au marché. Il devra, dans l'exécution des prestations de son marché, se conformer strictement aux clauses, conditions et prescriptions de ces documents.

Dans le cas éventuel de divergence ou de discordance implicite ou explicite entre les spécifications du présent C.C.T.P. et les Clauses des prescriptions des D.T.U. et des normes, il est précisé ce qui suit :

1. Pour toutes les prescriptions concernant les D.T.U. ou les normes ayant trait aux matériaux, aux techniques de construction, aux règles de mise en œuvre, à la coordination des travaux, aux règles de sécurité etc., ce sont les prescriptions des D.T.U. et des normes qui prévalent.
2. Pour toutes les clauses à caractère administratif et financier et autres dispositions qui pourraient avoir une influence sur le caractère forfaitaire du marché, ce sont les Clauses du présent C.C.T.P. qui prévalent.
3. Pour ce qui est des textes, « consistance des travaux » ou autres textes ayant le même objet figurant dans les D.T.U., ce sont toujours les spécifications du présent C.C.T.P. qui prévalent.
4. Pour les matériaux et procédés, « non traditionnels » ou « innovants » qui n'entrent pas dans le cadre des documents contractuels visés ci-dessus, les Cocontractants devront se conformer strictement aux prescriptions et conditions :
 - des avis techniques ;
 - des agréments européens ;
 - ou, à défaut des règles et prescriptions de mise en œuvre du fabricant.

Par documents de références contractuels applicables au présent marché, il faut entendre tous les fascicules, additifs, mémentos modificatifs, errata, etc.... connus à la date précisée au Marché.

Explicitement, certains de ces documents sont énoncés pour les rubriques ci-après énumérés, allant des travaux préparatoires à la peinture.

1.2.2-Cotes des plans

Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans, sauf pour les détails à grandeur d'exécution. Il appartient au Cocontractant de signaler au Maître d'Œuvre les erreurs ou omissions qu'il pourrait relever sur les plans d'architecte.

1.3 - EMBLEMENTS DES OUVRES

Tous les ouvrages à réaliser dans le cadre du présent C.C.T.P. seront implantés aux quartiers dit Nlongkak et Rue CEPER à Yaoundé.

1.5. - CONSISTANCE DES TRAVAUX DU PROJET

Pour une plus grande clarté bien qu'il y ait interpénétration entre les différentes parties, les travaux faisant l'objet du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières, ont été répartis en onze(10) chapitres :

- TRAVAUX PREPARATOIRES / INSTALLATION DE CHANTIER
- TERRASSEMENTS COMPLEMENTAIRES / DEMOLITION ET DEPOSE
- MAÇONNERIE ET BETON ARME
- MENUISERIE BOIS - MENUISERIE METALLIQUE - VITRERIE
- REVETEMENTS DURS
- ELECTRICITE (COURANTS FORTS - COURANTS FAIBLES)
- CLIMATISATION
- PLOMBERIE SANITAIRE
- PEINTURE



CHAPITRE I TRAVAUX PREPARATOIRES / INSTALLATION DE CHANTIER

Les travaux préparatoires comprennent essentiellement les travaux préliminaires.

1.1 - TRAVAUX PRELIMINAIRES

Cette rubrique couvre entre autres toutes les dispositions visant à l'installation du Cocontractant en des lieux agréés par le Maître d'Œuvre et celles de la remise en état des lieux après réception provisoire des travaux, celles de l'installation du Maître d'Ouvrage Délégué et la prise par le Cocontractant des assurances conséquentes.

Elle comprend :

- L'aménagement de l'accès sur le chantier ;
- Les terrassements généraux, les terrassements en puits ou en rigoles nécessaires à l'assise des ouvrages, les terrassements en tranchées pour les raccordements aux réseaux;
- La fourniture, le transport à pied d'œuvre de tous les matériaux, matériels et équipements nécessaires, ainsi que les travaux de mise en œuvre et de montage;
- Les branchements provisoires en eau, en électricité et en téléphone ;
- L'information et la signalisation du chantier par un panneau présentant les parties contractantes, la définition des prestations, Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre, le financement, le permis de bâtir et le délai d'exécution ;
- La fourniture du planning détaillé des travaux ;
- A la fin des travaux, toutes les tâches de nettoyage concourant à laisser l'environnement dans un état parfait de salubrité, par l'enlèvement et l'évacuation à la décharge publique des terres excédentaires issues des divers terrassements et tous les autres détritiques du chantier.

Elle concerne également la construction soignée des locaux à usage de bureaux pour le Maître d'Ouvrage Délégué et l'Ingénieur, comprenant notamment :

- La fourniture des matériaux et matériel destinés à la construction et l'équipement desdits locaux ;
- L'entretien des locaux, des aires de stockage et des équipements jusqu'à la réception provisoire des travaux ;
- Les divers frais de gardiennage, de vêtements professionnels (tenues, casques, chaussures de sécurité, masques, etc...), de consommation d'eau, d'électricité, et de téléphone éventuel jusqu'à la réception provisoire des travaux.

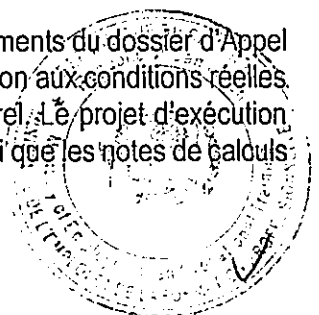
1.1.1 - Installation générale de chantier

L'Ingénieur indiquera au Cocontractant la zone qui lui est attribuée pour son installation. Le Cocontractant devra respecter la réglementation décrite par le Maître d'Ouvrage Délégué et le Maître d'Œuvre en matière d'accès, de circulation, de sécurité dans le chantier en vue de minimiser les nuisances de toutes sortes occasionnées par les travaux.

Projet d'exécution

Avant tout commencement de travaux, le Cocontractant devra fournir un projet complet permettant de définir aussi exactement que possible l'adaptation des ouvrages aux conditions réelles d'exécution.

Ce projet d'exécution sera établi, aux frais du Cocontractant, à partir des plans et documents du dossier d'Appel d'Offres auquel il restera aussi fidèle que possible et permettant de définir leur adaptation aux conditions réelles d'exécution. En particulier, il ne devra être entrepris qu'après le levé du terrain naturel. Le projet d'exécution comprendra toutes les modifications ou variantes proposées par le Cocontractant, ainsi que les notes de calculs et dessins visés dans les articles précédents.



Ce projet sera approuvé par le Maître d'Ouvrage Délégué dans les conditions décrites ci-dessus. Les plans d'exécution approuvés deviendront alors les plans contractuels. La durée d'établissement du projet d'exécution fait partie intégrante des délais contractuels.

Présence de réseau d'intérêt public

Lorsque des travaux devront avoir lieu, en tout ou en partie, au voisinage des réseaux existants, le Cocontractant en avertira le Maître de l'Ouvrage qui saisira les Sociétés concessionnaires et services intéressés, afin d'examiner avec eux, en temps utile, les conditions de déplacement des ouvrages.

Le Maître de l'Ouvrage fournira tous les renseignements en sa possession ; mais ne sera tenu pour responsable des erreurs, omissions, modifications, concernant la présence et l'implantation des réseaux existants. Les frais de déplacement des réseaux sont à la charge du Cocontractant.

Le tracé des réseaux et ouvrages existants sera reconnu par le Cocontractant avant le démarrage des travaux. Pendant la durée de ceux-ci, le Cocontractant prendra toutes dispositions pour assurer la protection de ces ouvrages.

1.1.2 - Plan d'installation de chantier

Le Cocontractant est tenu de réaliser dès le début de la période préparatoire, un plan d'organisation du chantier à soumettre à l'approbation du Maître d'Ouvrage Délégué et du Maître d'Œuvre.

Sur ce plan figureront notamment :

- la clôture du chantier ;
- les aires de fabrication ou préfabrication ;
- la position des locaux et aires de stockage nécessaires ;
- le positionnement du bureau de chantier ;
- le positionnement des installations sanitaires de chantier ;
- le tracé des évacuations provisoires, etc.

1.1.3 - Clôture provisoire de chantier

Le Cocontractant, exécutera une clôture provisoire de chantier. Cette clôture devra pouvoir assurer :

- la sécurité totale du chantier ;
- la minimisation des nuisances de toutes sortes occasionnées par les travaux ;
- le compartimentage des zones avec la création des aires de stockage des matériaux, gravois et matériel, etc.

La clôture sera exécutée conformément aux règlements de voiries. Elle comportera une porte charretière d'entrée principale.

S'il est nécessaire, d'établir à partir des voies existantes des accès complémentaires, la demande d'autorisation devra être faite au Maître d'Ouvrage Délégué et au Maître d'Œuvre.

Le Cocontractant devra le maintien en bon état de la totalité de la clôture pendant toute la durée des travaux avec la dépose en fin des travaux. Selon les besoins du planning, elle devra également l'adaptation de son implantation en fonction du déroulement des travaux

1.1.4 - Panneaux de chantier

Une signalisation étant nécessaire, deux panneaux de chantier seront exécutés par chaque Cocontractant. Il sera de 2,00 x 3,00m environ et sera défini lors du démarrage des travaux. Les panneaux de chantier devront être maintenus en bon état pendant la durée du chantier.

1.4.5 - Bureaux de chantier et salle de réunion

Outre les installations propres à la réalisation de ses travaux (baraquements, bétonnières, aire de préfabrication, aire de façonnage des aciers, etc....) et celles liées au fonctionnement de l'Entreprise, le Cocontractant mettra



à la disposition du Maître d'Ouvrage Délégué et du Maître d'Œuvre, et les entretiendra pendant la durée du chantier, des installations et équipements comprenant :

- des meubles de rangement et des panneaux de contre-plaqué permettant d'afficher aux murs les plans de l'ouvrage ;
- le bureau de chantier faisant office de salle de réunions pour les rendez-vous de chantier.

Ce bureau, en matériaux provisoires présentera les caractéristiques suivantes :

- Murs en bois (de coffrage) recouverts de contreplaqués peints à l'intérieur ;
- faux plafond en contreplaqués (hauteur sous-plafond : 2,5 m) ;
- couverture en tôles alu ondulées de 7/10^e mm en double pente (minimum 7 %) avec des débords de 60 cm ;
- chape lissée sur dallage au sol ;
- construction d'environ 65 m² dont :
 - une salle de réunion de 25 m² minimum (équipée d'une grande table de réunions avec autour une quinzaine de chaises, d'un climatiseur split system, d'un photocopieur et d'un réfrigérateur et suffisamment éclairée),
 - trois bureaux de 10 m² minimum chacun (équipés chacun d'une table, de trois chaises, d'un ordinateur portable et d'une imprimante couleur),
 - des toilettes comprenant une douche, un lavabo, un WC.

1.1.6 - Branchements provisoires de chantier

Le Cocontractant doit la réalisation des branchements divers aux réseaux publics nécessaires à la desserte des installations de chantier et du chantier lui-même et ce pendant toute la durée des travaux. Elle devra notamment :

- Le branchement d'eau potable ;
- Le branchement électrique de puissance adaptée sous 380 Volt triphasé ;
- Le branchement d'égout d'eaux usées et d'eaux pluviales ou dispositif adapté permettant l'évacuation des eaux usées et des eaux pluviales hors du chantier ;

Ces branchements pourront être réalisés à partir des réseaux d'alimentation demandés dans le cadre du projet.

1.1.7 - Nettoyage du chantier et entretien des voies d'accès

Le Cocontractant, responsable du maintien de la propreté des zones d'intervention qui lui sont concédées pour les travaux, assurera de façon quotidienne l'entretien de tout le chantier et des voies d'accès.

Le Cocontractant veillera ainsi à une propreté satisfaisante du chantier et des voies quelles que soient les conditions climatiques.

1.1.8 - Police d'Assurance

Le Cocontractant devra souscrire une police d'assurance couvrant au profit du Maître d'Ouvrage Délégué la responsabilité civile des intervenants à l'acte de bâtir : Cocontractant, Ingénieur, conformément à l'article correspondant à la pièce Marché.

Il sera précisé par le Cocontractant la compagnie d'assurance dont elle a le libre choix parmi les compagnies notoirement solvables agréées à la CIMA. Cependant, le Maître d'Ouvrage Délégué se réserve par souci d'homogénéité avec ses autres contrats la possibilité de recommander une autre compagnie. L'attestation de cette assurance et la preuve du paiement de la prime correspondante seront exigées du Cocontractant.

1.1.9 - Coordination en matière de sécurité

Le Cocontractant est chargé de la mise en œuvre des protections collectives et de leur maintien en bon état pendant toute la durée où leur présence est nécessaire.



Le Cocontractant prendra toutes dispositions nécessaires pour éviter les accidents de toute nature qui pourraient survenir du fait des travaux.

L'accès au chantier devra être formellement interdit au public ou à toute autre personne étrangère au chantier.

Des panneaux indicateurs avec inscription en gros caractères seront placés aux entrées principales du chantier.

Le Cocontractant devra se soumettre en outre à toutes les mesures de sécurité réglementaires. Il sera responsable de tous les accidents survenus sur le chantier et occasionnés par les travaux à des tiers, à son personnel et aux agents de la SIC.

Toutes précautions seront prises par le Cocontractant et à ses frais pour maintenir sans danger la circulation sur les itinéraires touchés par les travaux.

Il soumettra à l'agrément de l'Ingénieur les dispositions qu'il envisage de prendre pour l'établissement des déviations et de l'entretien des itinéraires utilisés pour dévier la circulation pendant la durée des travaux.

CHAPITRE II – TERRASSEMENTS COMPLEMENTAIRES

2.1 - PLATE-FORMES CONSTRUCTIBLES

Les travaux d'aménagement, qui ne sont pas réalisées dans le cadre des présentes prescriptions mettront à la disposition du Cocontractant les plateformes constructibles sur l'emprise des constructions projetées.

2.2 - FONDATIONS

2.2.1 - Fouilles en rigoles.

Il s'agit de l'exécution des fouilles en rigoles.

Ces travaux comprennent :

- Les fouilles en rigoles pour les caniveaux ;
- Les bèches des regards.

2.2.2 - Remblais dans les fouilles

Il s'agit de l'exécution des remblais des fouilles.

Ces travaux comprennent :

- Le remblayage des fouilles qui se fera après exécution des caniveaux et regards avec du matériau de bonne qualité provenant soit des déblais, soit des emprunts extérieurs y compris toutes sujétions.
- La mise en place par couches successives de 20 cm d'épaisseur maximale par compactage (après arrosage si nécessaire).

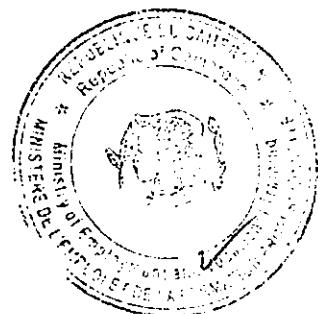
Les lieux d'emprunt des matériaux devront être agréés par l'Ingénieur.

En ce qui concerne les sols dont la teneur en eau au moment de la mise en œuvre est trop élevée pour permettre l'obtention de la compacité minimum admissible indiquée dans le présent C.C.T.P., le Cocontractant prendra toutes les dispositions utiles pour aérer et réduire cette teneur en eau à une valeur voisine de la teneur O.P.M.

2.3 - POSE DES CANALISATIONS

En ce qui concerne:

- les canalisations d'évacuation des EU à l'intérieur du bâtiment et fourreaux divers ;
- les canalisations d'évacuation des E P implantées à l'intérieur du bâtiment ;
- les évacuations des siphons de sol de différents locaux,



Le Cocontractant devra la réalisation des fouilles en tranchée selon plan à soumettre au Maître d'Œuvre et la mise en place de canalisations compris sorties extérieures reprises par les travaux VRD et le percement des parois de fondations selon indication des plans.

Pour la pose des canalisations et des différents fourreaux le Cocontractant devra la fourniture et la mise en œuvre de grave tout venant 0/40 nivelé et compacté pour former lit et remblai autour desdits ouvrages et jusqu'au niveau d'arase des dallages dans les tranchées.

Les matériaux de remblai devront être choisis dans des carrières exemptes d'infestation d'insectes xylophages. Le Cocontractant s'engagera à garantir cette absence ou devra effectuer les traitements correspondants et notamment par aspersion d'insecticide à effet de chocs sans grande rémanence.

CHAPITRE III – BETON ET BETON ARME

3.1 - ÉTENDUE DES TRAVAUX

Les travaux à réaliser par le Cocontractant dans le cadre de son marché et du présent chapitre sont essentiellement les suivants:

- La réalisation du dallage ;

3.2 - DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

Les ouvrages du présent chapitre devront répondre aux conditions et prescriptions des textes législatifs, réglementaires, techniques et technologiques en vigueur en République du Cameroun, ainsi qu'à ceux publiés ailleurs et rendus applicables au Cameroun dont notamment les suivants:

3.2.1 - Normes et DTU

- DTU 20.12 : Conception du gros œuvre en maçonnerie des toitures destinées à recevoir un revêtement d'étanchéité : NF P 10-203-1 et 2;
- DTU 21 : Exécution des travaux en béton : NF P 18-201;
- DTU 21.4 : L'utilisation du chlorure de calcium et des adjuvants contenant des chlorures dans la confection des coulis, mortiers et béton;

3.2.2 - Règles de calcul

- Règles BAEL 91 modifié 99 : Règles techniques de conception et de calcul des ouvrages et constructions en béton armé, suivant la méthode des états limites (fascicule 62, titre I, section I du CCTG).
- Règles FB : Méthode de prévision par le calcul du comportement au feu des structures en béton.
- DTU 13.12 : Règles pour le calcul des fondations superficielles.
- Règles NV65 avec règles N 84 : Règles définissant les effets de la neige et du vent sur les constructions et annexes.

3.3 - HYPOTHESES DE CALCUL

3.3.1 - Données géographiques

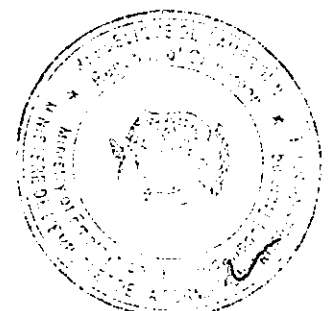
- Les bâtiments se trouvent à Yaoundé.
- La sismicité est supposée négligeable ;
- Le bâtiment est considéré non-abrité ;
- Le vent normal est pris égal à 70km/h.

3.3.2 - Contraintes d'utilisation et résistance au feu

Fissuration est considéré peu préjudiciable dans tout le bâtiment.

La durée de résistance au feu sera prise à 0,5 heure.

3.3.3- Résistance caractéristique des matériaux



Béton : $f_{c28} = 23\text{MPa}$
 Acier pour béton : Fe E400
 Sol : Contraintes de calcul : 0,185 MPa ; 0,20 MPa.

3.3.4 - Charges

3.3.4.1 - Charges permanentes (NF P 06- 004)

Béton armé : 25.0kN/m^3
 Lambris en bois (e=2. 3cm) : 0.15kN /m^3
 Panneau contreplaqué e=10mm : 0.06kN/m^2
 Ossature bois (charpente) : 0.50kN/m^2
 Faux plafond : 0.50kN/m^2

Murs

- Mur aggro de 20 : 3.00kN/m^2
- Mur aggro de 15 : 2.00kN/m^2
- Mur aggro de 10 : 1.35kN/m^2
- Enduit 2 faces : 0.54kN/m^2

Planchers

- Plancher à poutrelles et entrevous 16+4
 - Carrelage (1cm): 0.22kN/m^2
 - Chape (5cm) : 1.00kN/m^2
 - Plancher 16+4 : 2.85kN/m^2
 - Enduits (1.5cm): 0.27kN/m^2
 - Faux –plafond : 0.40kN/m^2

3.3.4.2 - Charges d'exploitation

- Balcon : 3.5KN/m^2
- bureau : 1.5KN/m^2
- Salle d'eau : 1.5KN/m^2
- Débarras : 2.5KN/m^2
- Magasins : 2.5KN/m^2
- Circulation interne : 1.5KN/m^2
- Circulations communes : 2.5KN/m^2
- Escaliers 2.5KN/m^2
- Locaux techniques : 2.5KN/m^2

3.4. - Vent (NV65)

Pression dynamique de base : $q = 0.50\text{kN/m}^2$

Type de site : exposé

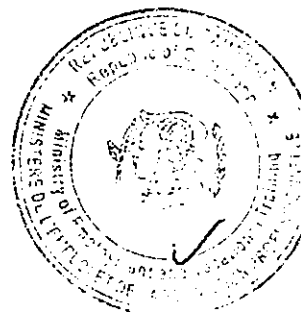
Pression du vent à prendre en compte

$$Q_v = Q_{v_0} * C = 0.5 * 1.3 = 0.65\text{kN/m}^2$$

3.4 – PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX MATERIAUX

3.4.1 – Granulats naturels et artificiels

Les granulats pour mortiers et bétons, bétons armés devront répondre aux prescriptions :



- des normes françaises citées dans les fascicules 65 du C.C.T.G. (voir B103 1) ;
- des articles 2.1 et 3.3 du D.T.U. 20.

Les granulats seront d'une qualité uniforme et sans excès de morceaux plats ou allongés, exempts de toute matière argileuse, de terre, de poussière et de tout corps étranger.

Le stockage des granulats se fera de façon à ce que les différentes classes ne puissent se mélanger. La contamination par boue et poussière devra être évitée. Un bon drainage des stocks devra être assuré, toute pollution par le sol sous-jacent doit être évitée.

Il est précisé que la dimension des gravillons pour béton sera au plus égale à 25 mm (mesuré à la passoire). Cette grosseur maximale sera réduite à 15 mm dans les zones frottées.

Toutefois dans les ouvrages massifs et sur accord express du Maître d'Œuvre la grosseur maximale pourra être portée à 40 mm.

Les sables seront de bonnes qualités, croissantes, stables, propres et exempts de poussière, de débris schisteux, gypseux, argileux ou organiques. Ils ne devront pas contenir de composés de soufre ni de matière susceptible d'altérer le ciment ou les armatures métalliques.

Ils ne devront pas contenir plus de 5 % d'éléments fins passant au tamis de 80 microns.

Aucun grain ne devra être de dimension supérieure à 6.3 mm.

L'équivalent de sable sera obligatoirement supérieur à 70.

Le béton 0/25 sera constitué d'au moins trois classes de granulats (0/5, 5/15 et 15/25), les courbes granulométriques étant prises dans les séries suivantes de dimensions de passoires, exprimées en millimètres : 2 – 4 – 6.3 – 10 – 20 ou 3 – 5 – 8 – 12.5 – 15 – 25.

La qualité et la granulométrie des granulats devront être soumises à l'agrément de l'Ingénieur. Cet agrément ne sera acquis qu'après que les essais des résistances sur des éprouvettes de béton réalisées avec les granulats proposés se seront révélés satisfaisants.

3.4.2 – Liants hydrauliques

Le ciment entrant dans la composition des bétons ordinaires, bétons armés et des mortiers sera de la classe CPA 325 ou CPJ 35. L'utilisation de ciment d'aluminium ne sera pas autorisée de même que le mélange de ciments. Les liants proviendront directement et exclusivement d'usines ayant été soumis à l'agrément de l'Ingénieur. Le ciment devra être approvisionné sous emballages étanches.

Tous les transports de ciment destinés aux travaux seront accompagnés de certificats montrant que le ciment présenté a subi des essais et indiquant la date et les résultats desdits essais. Le nom de l'usine, le type, la qualité et la date de fabrication devront être indiqués sur chaque emballage. A la demande du Maître d'Œuvre, les essais seront exécutés aux frais de Le Cocontractant.

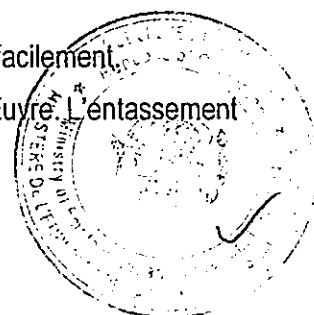
- Essai de temps de prise : (début de prise supérieure à 3heures et fin de prise inférieure à 7 heures) ;
- Essai d'expansion à chaud ;
- Résistance mécanique : conformément aux prescriptions des normes françaises citées dans le fascicule 65 du C.C.T.G.

Le ciment devra être emmagasiné dans les locaux abrités de l'humidité, bien aérés et efficacement protégés contre les intempéries.

Le radier des locaux en bois ou en béton se trouvera à au moins 20 cm du niveau du terrain pour éviter toute remontée d'humidité.

Chaque transport devra être stocké séparément pour qu'il puisse être identifié et contrôlé facilement.

Le ciment devra être utilisé dans l'ordre de livraison ou suivant les indications du Maître d'Œuvre. L'entassement du ciment en sac se fera sur une hauteur maximale de 2 mètres.



Le tonnage de ciment stocké devra être suffisant pour assurer une consommation d'environ un mois en période d'activité du chantier. Tout ciment présentant des traces d'humidité ou de prise sera obligatoirement évacué du chantier.

3.4.3 – Adjuvants

L'emploi des adjuvants pour la confection des bétons sera soumis à l'approbation du Maître d'Œuvre. Les adjuvants devront être utilisés conformément aux prescriptions du fascicule 65 du C.C.T.G. notamment en ce qui concerne le dosage maximal, les précautions à prendre et les contre-indications.

Les adjuvants au chlore sont interdits, les entraîneurs d'air devront être agréés par le Maître d'Œuvre.

Sont à considérer comme adjuvants des bétons:

- les plastifiants;
- les fluidifiants;
- les entraîneurs d'air;
- les hydrofuges;
- les retardateurs de prise;
- les accélérateurs de prise;
- les accélérateurs de durcissement;
- les antigels;
- les adjuvants d'injection.

La fourniture des adjuvants doit être accompagnée d'une fiche technique contenant les renseignements suivants:

- provenance et dénomination commerciale;
- effet principal et actions secondaires;
- état physique;
- conditions d'emploi et limites de dosage;
- prescriptions relatives à la sécurité des personnes.

La mise en œuvre de l'adjuvant devra être telle que l'on soit garanti contre toute concentration anormale, à cet effet, le mélange de l'adjuvant et de l'eau de gâchage aura lieu dans le réservoir ou dans un réservoir auxiliaire qui sera muni d'un dispositif autonome de brassage suffisamment puissant et en mouvement permanent.

Les adjuvants éventuellement utilisés par le Cocontractant et approvisionnés par lui sur le chantier devront donner lieu à la présentation d'un certificat d'origine, indiquant la date limite au delà de laquelle ces produits devront être mis au rebut.

3.4.4 – Eau de gâchage

L'eau de gâchage utilisée doit répondre aux spécifications de la norme NFP18.303 concernant les caractéristiques physiques et chimiques.

Les sels dissous ne doivent pas risquer de compromettre la prise, le durcissement, la durabilité, la qualité et la conservation du béton ou béton armé.

En particulier, la présence de chlorure, sel de sodium ou magnésium ne peut être tolérée dans une proportion supérieure à celle qui est admise dans une eau potable. Une analyse à la charge de Le Cocontractant, peut être demandée par le Maître d'Œuvre.

3.4.5 – Armatures

Les aciers utilisés doivent répondre aux spécifications des normes NFA 35.015 à NFA 35.022.

Les aciers utilisés, ronds lisses ronds à haute adhérence (HA) ou treillis soudés, doivent être conformes à l'article A-2-2 du BAEL et à leur fiche d'homologation qui sera à fournir impérativement au Maître d'Œuvre.



a) Ronds lisses :

Nuances Fe E24 - caractéristiques suivant les fiches d'identification, conformes au titre 1 du fascicule n° 4 du C.P.C.

Domaine d'utilisation

- armatures en attente,
- barres de montage,
- crochets de levage,
- armatures de fretage.

b) Armatures à haute adhérence :

Nuance Fe E400 caractéristiques suivant les fiches délivrées par chaque producteur.

Domaine d'utilisation : tous les autres emplois non cités ci-dessus.

3.4.6 – Joints d'étanchéité, joints de dilatation

Les matériaux à mettre en œuvre nécessitent l'approbation préalable du maître d'ouvrage ou du Maître d'Œuvre.

3.4.7 - Produits de décoffrage

Tous les moules et coffrages doivent recevoir sur leur parement au contact du béton, un produit destiné à éviter toute adhérence du béton au coffrage. Ce produit ne doit pas tâcher ni être incompatible avec les revêtements scellés, peints ou teints, ni attaquer le béton. Ce produit doit faire l'objet d'essais aux frais de l'entreprise et requérir l'avis du Maître d'Œuvre et du Bureau de Contrôle.

Les produits de décoffrage sont choisis en fonction de la nature des parois du coffrage et sont les mêmes pour l'ensemble des coffrages du même type.

3.4.8 - Qualité des matériaux mis en œuvre

Les essais de contrôle et études d'exécution prescrits dans le présent C.C.T.P. seront à la charge de Le Cocontractant. Le Cocontractant est tenu de les soumettre à l'approbation du Maître d'Œuvre. Les échantillons de matériaux et équipements qui auront été retenus par l'Ingénieur de Contrôle seront conservés dans les locaux du Maître d'Œuvre sur le chantier.

3.5 – PRESCRIPTIONS D'EXECUTION

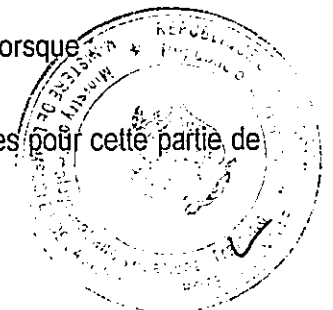
3.5.1 – Travaux de bétonnage

3.5.1.1 – Prescriptions générales

- Le béton livré correspond à une des classes de résistance définies dans la norme européenne EN 206 rendue applicable au Cameroun.
- Le béton doit être homogène, d'un dosage constant et d'une maniabilité suffisante pour s'adapter à la forme du coffrage et pour passer entre les armatures tout en les enrobant totalement sans subir de ségrégation, et tout en assurant la compacité du matériau.
- La granulométrie est à adapter aux conditions données.
- L'écart maximal admis sur l'ouvrabilité du béton, mesuré à l'aide de la table à secousses normalisée est de plus ou moins deux centimètres par rapport à l'étalement défini lors de l'exécution de l'épreuve d'études.

Le bétonnage d'un ouvrage ou d'une partie quelconque d'ouvrage ne sera autorisé que lorsque

- la composition du béton sera approuvée par le Maître d'Œuvre,
- le Cocontractant aura terminé tous les coffrages et disposé toutes les armatures pour cette partie de l'ouvrage



- le Cocontractant aura approvisionné sur le chantier les quantités de matériaux nécessaires au travail concerné, ainsi que l'équipement en état de fonctionnement pour la fabrication, la mise en œuvre, la consolidation et la cure du béton,
- le Maître d'Œuvre aura vérifié les dimensions, cotes, alignements des coffrages et armatures.

Tous les bétons seront fabriqués mécaniquement et utilisés dans les 45 minutes qui suivront leur confection.

La fourniture de l'eau de gâchage incombe au Cocontractant. La proportion des matières en dissolution ou en suspension dans l'eau de gâchage doit être suffisamment faible pour qu'elle ne soit pas la cause d'un amoindrissement des qualités du béton.

L'eau utilisée devra avoir les propriétés physiques et chimiques fixées par la norme définie dans les prescriptions du fascicule 65 du C.C.T.G. Elle ne devra pas dépasser une température de 30°C et ne devra pas contenir plus de 2 g de sel dissous par litre.

Les eaux jugées douteuses par le Maître d'Œuvre seront soumises à l'analyse chimique par les soins et aux frais du Cocontractant.

Le Cocontractant fournira un procès-verbal émanant d'un organisme agréé par le Maître d'Ouvrage Délégué attestant que l'eau est exempte d'impuretés préjudiciables à la qualité des bétons et mortiers.

Pendant son transport, depuis le lieu de fabrication jusqu'au lieu d'emploi, toutes les précautions seront prises afin que le béton conserve son homogénéité.

La mise en œuvre des bétons se fera dans un délai de 1 heure et 30 minutes par température inférieure à 25°C et de 1 heure par temps plus chaud. Il est interdit de rajouter de l'eau après coupe.

L'arrosage des bétons par temps sec est utile sans excès qui pourrait provoquer une érosion de la surface.

La protection du béton contre le soleil est obligatoire. Celle-ci sera obtenue par l'arrosage et le maintien de l'humidité par un matériau de couverture hygroscopique.

Les bétons seront mis en œuvre en se référant à la norme NFP18.305 (béton prêt à l'emploi) et au D.T.U.21 (ouvrages béton en général) ; 23.1 (béton banché) ; 13.11 (fondations superficielles) ; 13.1 (fondations profondes).

Des éprouvettes de béton seront prélevées sur le site à la demande du Maître d'Œuvre, avec remise du PV d'essai.

Le nombre et la cadence des essais seront les suivants :

- Vérification de l'ouvrabilité des bétons : sur chaque livraison, à l'arrivée sur le site, prélèvement et mesure d'affaissement.
- lors de la mise en œuvre, prélèvement et mesure d'affaissement (slump-test) à définir avec le Bureau de Contrôle Technique en fonction du temps de mise en œuvre.

Le Cocontractant déterminera sous sa responsabilité la granulométrie et le dosage à adopter avec les granulats dont il dispose. En cas de nécessité, certains bétons ou partie d'ouvrage pourront avoir un dosage supérieur sans que Le Cocontractant puisse réclamer un supplément.

3.5.1.2 – Composition nominale

Le Cocontractant communique pour acceptation par le Maître d'Ouvrage Délégué ou Maître d'Œuvre la formulation nominale du béton. Elle précise:

- la dénomination suivant la norme appliquée ;
- la nature, la qualité et l'origine des constituants du béton ;
- les conditions et limites d'emploi en fonction de la température;
- les caractéristiques du béton frais (consistance, air occlus, ...).

Les matériaux entrant dans la composition des bétons seront conformes aux prescriptions des normes et en particulier à celles de la série NF P 18 010 à NF P 18 880 et des DTU 13, 20, 21, 26, 52.



3.5.1.3 – Tableau des bétons

Les bétons utilisés pour la construction des ouvrages répondront aux spécifications suivantes :

CLASSE DE BETON	DOSAGE EN CIMENT	DESTINATION	RESISTANCE MINIMALE A 28 JOURS	RAPPORT E/C MAXIMAL
Béton courant [B.C.]	150 kg/m ³	Béton de propreté	15 Mpa	0.70
Béton de qualité 1 [BQ1]	250 kg/m ³	Béton de forme	18 Mpa *	0.60
Béton de qualité 2 [BQ2]	300 kg/m ³	Pour parties d'ouvrages non armés ou légèrement armés	20 Mpa *	0.55
			2.05 Mpa **	
Béton de qualité 3 [BQ3]	350 kg/m ³	Pour ouvrages ou parties d'ouvrages en béton armé	23 Mpa *	0.55
			2.32 Mpa **	

* Compression E/C= Eau/Ciment

** Traction mini

Les laboratoires qui effectuent les épreuves et essais dus par le Cocontractant au titre de son marché, aussi bien lors de l'étude préalable que pour le contrôle du béton lors de l'exécution des ouvrages, doivent être agréés par le Maître d'Œuvre et le Bureau de Contrôle.

En cas de remplacement de ciment (par exemple ciments de provenance étrangère), le Cocontractant soumettra à l'agrément de l'Architecte, du BET, et du Bureau de Contrôle Technique un tableau récapitulatif des différents bétons qu'il compte utiliser. Seront indiqués, les classes, les destinations et les résistances à 28 jours (compression, traction, cisaillement). La qualité et les caractéristiques requises devront être au moins équivalentes à celles définies et décrites dans le tableau ci-dessus.

Le rapport E/C (eau/ciment) indiqué dans le tableau est le maximum admissible pour la mise en œuvre du type de béton correspondant.

La dose de ciment indiquée dans le tableau ne peut être diminuée même si les résistances des essais dépassent les valeurs prescrites.

La consistance des bétons de qualité BQ2 et BQ3 sera mesurée au cône AGTM, les affaissements seront inférieurs à 5 cm. Le Cocontractant devra dans tous les cas, disposer du matériel nécessaire à assurer une vibration satisfaisante du béton.

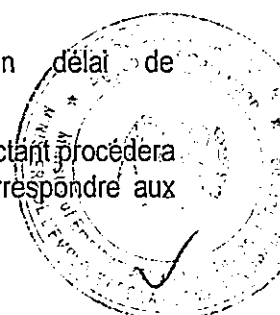
L'Etude de la composition des bétons incombe au Cocontractant.

Le Cocontractant devra présenter au Maître d'Œuvre ses propositions et soumettre à son agrément la composition granulométrique et les volumes d'eau à incorporer par le mètre cube et cela en temps utile pour respecter le délai d'exécution contractuel.

Le Cocontractant dispose d'un délai de 30 jours calendaires à compter de la notification du Marché pour présenter la composition des bétons.

L'Ingénieur formulera ses observations ou donnera son agrément dans un délai de 10 jours ouvrables à compter de la date de réception des propositions du Cocontractant.

Suite à l'approbation par le Maître d'Œuvre des compositions de bétons proposés, Le Cocontractant procédera à des essais de mélanges pour chaque qualité de béton indiquée. Les essais devront correspondre aux conditions de fabrication sur le chantier.



Le Cocontractant n'appliquera que les mélanges approuvés par le Maître d'Œuvre.

3.5.1.4 – Etude et contrôle des bétons

Le contrôle de béton se fera suivant les prestations du tableau ci-après:

Classe des bétons	Nombre d'éprouvettes à prélever	Compressions	Fréquences des essais Traction	Consistance béton frais
BQ2 (300 kg/m ³)	Par journée de bétonnage 6 cylindres et 6 prismes	3 essais à 7 jours	3 essais à 7 jours	1 par ½ journée de bétonnage
		3 essais à 28 jours	3 essais à 28 jours	
BQ3 (350 kg/m ³)	par journée de bétonnage 9 cylindres 9 prismes (À la demande de l'Ingénieur)	3 essais à 3 jours	3 essais à 3 jours	1 par ½ journée de bétonnage
		3 essais à 7 jours	3 essais à 7 jours	
		3 essais à 28 jours	3 essais à 28 jours	

Les ouvrages ou parties d'ouvrages, pour lesquels les essais ainsi effectués feraient apparaître des résistances inférieures à 15 % ou plus aux résistances exigées au paragraphe 4.5.1.3 ci-dessus seront refusés.

Fréquence des prélèvements:

Il sera prélevé le béton nécessaire pour confectionner six éprouvettes cylindriques pour chaque 20 m³ de béton d'un certain type.

Mais général un prélèvement tous les 50m³ de béton dans le cas de bétonnage en continu d'un ouvrage d'un volume de béton à couler supérieur à 50m³

Dans le cas des centrales à béton, la fréquence des essais ne sera pas inférieure pour chaque centrale à 1 essai tous les 15 jours, ou 1 essai tous les 100m³. Par ailleurs, les représentants du Maître d'Œuvre auront libre accès aux ateliers de préfabrication du Cocontractant.

Le Maître d'Œuvre pourra s'il le juge nécessaire demander des essais complémentaires (en particulier pour des faibles volumes de bétonnage).

Dans le cas de coulage en petites quantités (dû essentiellement au phasage), on complètera les essais généraux par des prélèvements complémentaires à raison de un par type ou partie d'ouvrage distinct tel que :

- dalle
- poteau ou mur
- poutre....

Les frais d'études et d'essais sont à la charge du Cocontractant.

Définition du béton contrôlé

Un béton contrôlé a une composition qui résulte d'une étude préalable et sa production est soumise à un contrôle. Cette étude et ce contrôle sont conformes aux prescriptions des articles ci-après.

Étude préalable

L'étude préalable doit être faite par l'entreprise aidée par un laboratoire si nécessaire et porte sur les deux points suivants

- examen des constituants du béton : analyse granulométrique
- recherche d'une composition optimale du béton.

Tous les matériaux pris en compte dans les études (granulats, eau, ciment, éventuellement adjuvant, ...) sont ceux qui doivent être utilisés sur le chantier.



On détermine les dosages en granulats, ciment, eau, éventuellement adjuvant, qui conduisent à un béton ayant:

- d'une part, les caractéristiques mécaniques demandées,
- d'autre part, une consistance convenant à une mise en œuvre correcte eu égard à l'ouvrage considéré et au matériel utilisé.

Les essais de résistance mécanique relatifs à cette étude préalable sont à la charge du Cocontractant. Ils sont conduits suivant les prescriptions réglementaires. Leur nombre est déterminé en fonction de la norme, (en principe six essais sur éprouvettes cylindriques pour 50 m³ de béton) selon la qualité du béton et sa régularité.

Contrôle du béton

Les prélèvements de contrôle sont effectués par le Cocontractant à la demande du Maître d'Œuvre.

Les essais sont réalisés par un laboratoire agréé. Un prélèvement est composé de trois éprouvettes.

Les opérations de contrôle relatives à:

- l'acceptation des matériaux ;
- la confection des bétons ;
- la réception des ouvrages,

sont celles définies au chapitre VIII du D.T.U. 20.

Les résultats de ces contrôles devront être transmis au Maître d'Œuvre et au Bureau de Contrôle Technique.

Contrôle des bétons durant la fabrication :

Dans les conditions de chantier et avec le matériel dont le Cocontractant prévoit l'utilisation pour chacun des ouvrages, le Maître d'Œuvre fera exécuter sur le chantier des bétons témoins destinés à apporter la preuve que les moyens de mise en œuvre prévus permettent d'obtenir des résultants conformes aux prévisions.

Avec ces bétons témoins, le Maître d'Œuvre fera confectionner en nombre suffisant des éprouvettes cylindriques en vue d'essais à sept (7) et vingt-huit (28) jours. Les éprouvettes seront conservées dans les conditions définies à la norme NFP 28 305 reproduite au fascicule 26 du Cahier des Prescriptions Générales. La fourniture des matériaux nécessaires et la réalisation des essais seront à la charge du Cocontractant.

L'agrément sera donné par le Maître d'Œuvre si la résistance nominale à vingt huit (28) jours, est au moins égale à la résistance correspondante exigée.

Toutefois, les travaux pourront démarrer après approbation du Maître d'Œuvre, si la résistance nominale à sept (7) jours est au moins égale au 8/10ème de la résistance exigée à 28 jours. Dans le cas contraire, il conviendra d'attendre les résultats à vingt-huit (28) jours. Si les essais à vingt-huit (28) jours ne donnent pas les résistances prescrites, le Cocontractant devra avoir apporté les améliorations indispensables.

Contrôle des bétons durant la mise en place :

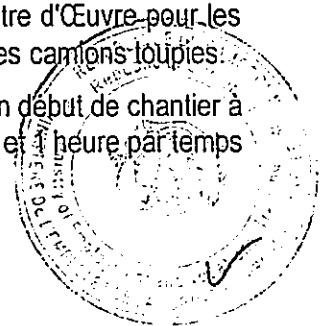
Ces contrôles porteront sur des échantillons frais prélevés sur l'ouvrage après mise en œuvre. Il sera prélevé le béton nécessaire pour confectionner six éprouvettes cylindriques pour chaque 20 m³ de béton d'un certain type. Ces éprouvettes seront testées à la compression et à la traction à 3,7 et 28 jours d'âge. La conservation des éprouvettes sera faite conformément à la norme NFP 18 305.

Les frais correspondants à la fourniture des matériaux seront à la charge du Cocontractant.

3.5.1.5 - Fabrication et transport du béton

Le béton peut être fabriqué dans une centrale extérieure, qui doit être agréée par le Maître d'Œuvre pour les classes de béton demandées. Le transport doit alors être obligatoirement effectué dans des camions loupes.

Après fabrication, la mise en œuvre du béton doit être faite dans un délai maximum fixé en début de chantier à titre indicatif, on pourra adopter un délai de 1 heure 30 par température inférieure à 25 °C, et 1 heure par temps plus chaud.



Il peut être également installé des centrales sur le chantier. Tout ajout d'eau postérieur à la fabrication est interdit.

3.5.1.6 - Mise en œuvre du béton

Il ne peut être procédé au bétonnage, avant que l'attestation établie par le Cocontractant, récapitulant les résultats des essais préalablement prescrits, et que les vérifications prévues au programme de bétonnage, n'aient été soumises au visa du responsable du chantier.

Les coffrages doivent être arrosés préalablement au bétonnage. Leur surface doit être humide mais non mouillée.

Le béton doit être mis en œuvre à la benne. Toutefois, certains ouvrages peuvent être coulés à la pompe, après accord du Maître d'Œuvre.

Les, coulage, serrage, reprise de bétonnage, sont effectués conformément au chapitre de l'article 3.6 du D.T.U. 23-1. Pour le coulage partiel d'un élément, se conformer à l'article 3.14 du D.T.U. 20.

Le béton doit être mis en œuvre par couche horizontale de faible épaisseur (20 à 30 cm au maximum). Afin d'éviter la ségrégation et afin d'entraîner un minimum d'air occlus au moment de la mise en place, le mélange doit être exposé à une chute libre aussi faible que possible. La hauteur de chute du mélange ne doit pas excéder 0,80 m. En plus, quand la hauteur de chute est importante, le mélange n'est jamais mis en place dans le coffrage sans être guidé par des dispositifs appropriés. Une hauteur de chute supérieure à 3 m est proscrite.

Le laps de temps entre le bétonnage de deux couches successives doit être au plus égal à 15 minutes.

Le béton est mis en œuvre par vibration. Les procédés utilisés doivent assurer le remplissage des coffrages, l'homogénéité et la compacité du béton "en place", ainsi que la qualité et la régularité d'aspect requises pour les parements. Le temps de vibration doit être limité pour éviter la ségrégation. La vibration par l'intermédiaire des armatures est interdite. Le temps de vibration doit être identique dans tous les points de la masse du béton à serrer.

Les paramètres de vibration (fréquence, amplitude) sont choisis de manière à ne pas provoquer de ségrégation.

Il est interdit d'utiliser les aiguilles vibrantes pour la mise en œuvre du béton dans son moule.

Les aiguilles doivent toujours être plongées verticalement dans la masse du béton.

Les points de plongée du vibreur doivent être suffisamment rapprochés pour que les zones d'action circulaires de la vibration efficace se recouvrent et qu'elles agissent sur la totalité du béton, tout en évitant que les aiguilles vibrantes soient rapprochées des parois du coffrage, appuyées sur ou contre les armatures, ou qu'elles soient maintenues trop longtemps au même endroit.

Dans le cas de plusieurs couches superposées, le vibreur est introduit à travers la nouvelle la couche déjà serrée, de manière à assurer une bonne liaison entre les diverses couches, la répartition de l'eau de ressuage dans la couche nouvellement coulée et l'homogénéité de teinte de l'ensemble.

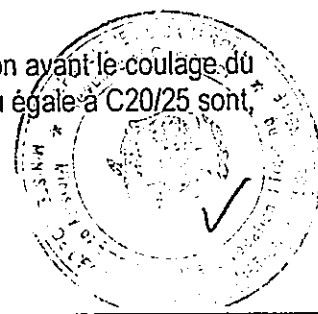
Le post-serrage, c'est-à-dire la vibration effectuée après le début de la prise du béton, peut être conseillé surtout si celui-ci subit un ressuage.

Le coulage de béton doit être organisée de façon à exclure toute reprise de bétonnage sur béton durci ou, du moins, à les réduire à un strict minimum.

Toutes les reprises de bétonnage sont indiquées par l'entrepreneur dans les plans d'exécution.

Le béton à la surface de reprise doit être compact dans sa masse. En outre, elle doit être rendue rugueuse, exempte de toute laitance, déchets de bois ou autres produits pouvant nuire au raccord compact et homogène du béton de reprise.

Les nids de gravier sont ragrés et la surface de reprise sera humidifiée jusqu'à saturation avant le coulage du béton frais. Les reprises de bétonnage exécutées dans un béton de qualité supérieure ou égale à C20/25 sont, en outre, recouvertes d'un produit d'accrochage approuvé.



Le béton frais doit être protégé contre la dessiccation, jusqu'à la prise complète. Il est arrosé sans risque d'érosion de la surface du béton.

Le béton durci, si le risque de dessiccation demeure, doit être arrosé pour conserver sa surface humide.

3.5.1.7 - Arrêt de bétonnage

D'une manière générale, les arrêts de bétonnage doivent être évités. L'emploi de barbotine de ciment sur les reprises de bétonnage est interdit.

Aucun arrêt de bétonnage n'est admis dans les cas suivants :

- dans la hauteur d'un poteau, entre deux planchers successifs,
- dans la hauteur des acrotères, garde-corps ou bandeaux
- dans la portée d'un ouvrage en porte à faux.

Dans les poutres, l'arrêt de bétonnage, éventuellement nécessaire, doit être généralement incliné à 30° et coffré comme indiqué ci-avant, le plan de reprise étant perpendiculaire aux bielles de béton comprimé. Tout ouvrage présentant un plan de reprise contraire à cette prescription sera refusé, démoli et reconstruit aux frais du Cocontractant sur l'ordre du Maître d'Œuvre.

3.5.1.8 - Autres recommandations sur la mise en œuvre

Les ouvrages devront comporter toutes les feuillures, rainures, gaines, réservations, etc..., nécessaires demandées par le Maître d'Œuvre ou les autres corps d'état.

3.5.1.9 - Bétonnage par temps chaud ou froid

Quand la température extérieure est supérieure à + 30°C ou inférieure à + 5°C, le béton frais ne peut être mis en œuvre sans prévoir des précautions appropriées.

La température du béton n'est en aucun cas supérieure à + 30°C ou inférieure à + 8°C.

3.5.1.10 - Protection et cure du béton

Le béton frais doit être protégé contre la dessiccation, les influences nuisibles telles que les refroidissements ou réchauffements trop brutaux, le délavage par l'eau et les attaques chimiques, jusqu'à l'obtention d'un durcissement suffisant. En particulier, une cure du béton doit être réalisée tout de suite après surfacage (pour les surfaces en béton non coffrées) ou tout de suite après décoffrage, pour permettre au béton de conserver l'eau nécessaire à l'hydratation du ciment.

La durée de la protection des bétons est fonction des conditions ambiantes et des conditions de durcissement du béton.

La protection des bétons est prolongée aussi longtemps que l'évaporation de l'eau du béton risque d'affecter la qualité requise pour celui-ci.

3.5.1.11 - Correction des surfaces et badigeonnage

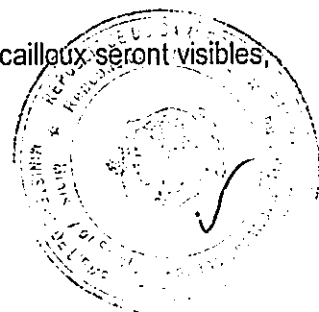
Le décoffrage ne sera admis que 48 heures après sa mise en œuvre pour les parois verticales et sept (7) jours pour les autres éléments, après s'être assuré de l'obtention de résistances suffisantes.

Toutes les reprises de bétonnage devront être effectuées dans les 24 heures après ce décoffrage.

Tous les parements seront conservés bruts de décoffrage. Les parements vus seront parfaitement réguliers et de teinte uniforme et aucun nu de caillou ne devra être apparent. Toute correction à apporter à la surface sera à la charge du Cocontractant.

Les parements non vus, des ouvrages terminés seront ragrés partout où des nids de cailloux seront visibles, puis seront badigeonnés de trois (3) couches d'un des produits suivants :

- goudron désacidifié ;
- bitume à chaud ;
- émulsion non acide de bitume de PH supérieur à six (6).



3.5.2 - Coffrage

3.5.2.1 - Mise en œuvre des coffrages

Les coffrages doivent présenter une rigidité suffisante pour résister, sans déformation sensible, aux charges et pressions auxquelles ils sont soumis, ainsi qu'aux chocs accidentels pendant l'exécution des travaux.

Ils doivent être suffisamment étanches, notamment aux arêtes, pour éviter toute perte de laitance.

L'étanchéité du coffrage doit être telle que ne puissent se produire que de rares suintements de laitance non susceptibles d'affecter les qualités mécaniques, ni éventuellement les qualités d'étanchéité ou d'aspect de la paroi.

Préalablement au bétonnage, les coffrages doivent être débarrassés de tous matériaux étrangers (papier, polystyrène expansé, bois fils d'attache, etc...)

L'emploi de coffrages métalliques ne sera admis que s'ils sont protégés du rayonnement solaire.

Lorsque le béton est demandé brut de décoffrage, toutes dispositions doivent être prises pour que les faces après décoffrage présentent une surface parfaitement finie et ne comportent aucune pièce de bois

Les faces de coffrages devant être en contact avec le béton seront enduites d'un produit de décoffrage, choisi de manière à ne causer aucun désordre lors de l'application des enduits, peintures, etc., sur ces parements.

Pour tous les parements béton destinés à recevoir un enduit ou un revêtement posé au mortier, il devra être veillé à ce que le parement soit suffisamment rugueux pour permettre une parfaite adhérence du mortier. En cas de non-observation de cette prescription, l'entrepreneur en supportera toutes les conséquences éventuelles.

3.5.2.2 - Coffrage des joints de dilatation

Le coffrage des joints de dilatation sera constitué par un matériau léger et ductile (laine minérale comprimée) à l'exclusion de polystyrène expansé. L'isorel mou sera proscrit.

Le calfeutrement des joints sera réalisé par :

- Soit un mastic élastomère d'une catégorie adaptée à la variation dimensionnelle du joint.
- Soit une garniture préfabriquée à base de caoutchouc spécial de chlorure de polyvinyle, de mélange de caoutchouc et résines sur accord du Maître d'œuvre

3.5.2.3 - Classification des coffrages ou parements

Coffrages et parements verticaux

a) Généralités ouvrages de référence

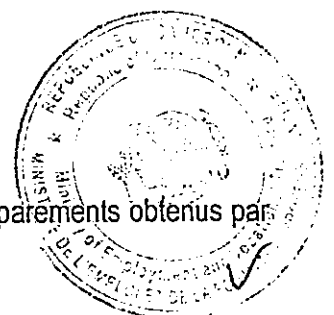
Voir norme NF P 01.101 et D.T.U. 23-1, notamment ses articles

- Art. 4.5 Coffrages et étalements.
- Art. 4.55 Produits de démoulage.
- Art. 3.4 Tolérances concernant niveau, implantation, épaisseur, verticalité, planéité des affleures, rectitude des arêtes.
- Art. 3.7 Décoffrage.
- Art. 3.8 Ragréages, finitions, trous des broches.

b) Parements coffrés

On les classe en trois familles

- les parements plans désignés par la lettre "P"
- les parements courbes désignés par la lettre "C"
- les parements spéciaux désignés par la lettre "S" (graviers lavés, cannelures, parements obtenus par incorporation de matrices contre les joues de coffrage, etc....).



Les parements doivent être exempts de tout produit nuisant à l'adhérence des enduits, des peintures, revêtements hydrofuges, etc., ou risquant de faire apparaître des traces.

Tous les ragréages, ponçages et enduits pelliculaires qui s'avèrent nécessaires pour obtenir un fini acceptable sont dus. Il en est de même pour le redressement des arêtes, notamment celles des poteaux, poutres, tableaux, voussures.

Le rebouchage des trous de banche sera effectué en creux, avec un béton de la même famille et résine de collage.

c) Types des parements coffrés plans

Type P1 : Ordinaire

Peut convenir quand le parement est caché ou lorsque la paroi est destinée à recevoir un enduit de parement traditionnel épais.

- Planéité d'ensemble rapportée à la règle de 2m : 15mm
- Planéité locale rapportée à une règle de 20cm : 6mm

Caractéristique de l'épiderme tolérances d'aspect:

- Uniforme et homogène. Nids de cailloux ou zones sableuses ragréées.
- Balèvres affleurées par meulage.
- Surface individuelle des bulles inférieure à 3cm², profondeur inf. à 5mm. Etendue maximale des nuages de bulles 25%.
- Arêtes et cueillies rectifiées et dressées.

Type P2 : Courant

Il correspond, par exemple à des ouvrages susceptibles de recevoir des finitions classiques de papiers peints ou peintures moyennant un rebouchage préalable et l'application d'un enduit garnissant.

- Planéité d'ensemble rapportée à la règle de 2m : 5mm
- Planéité locale rapportée à une règle de 20cm : 2mm
- Caractéristique de l'épiderme tolérances d'aspect: idem P1

Type P3 : Soigné

Il convient aux mêmes usages que le parement courant, mais sa meilleure finition permet de limiter les travaux ultérieurs de revêtement éventuel et n'exige qu'une moindre préparation. Il convient seul aux ouvrages destinés à être exposés extérieurement, et destinés à rester apparent.

- Planéité d'ensemble rapportée à la règle de 2m : 5mm
- Planéité locale rapportée à une règle de 20cm : 2mm
- Caractéristique de l'épiderme tolérances d'aspect: idem P1

Mais avec l'étendue des nuages de bulles ramené à 10 % et enduit garnissant à prévoir par le peintre (0,6 Kg/m² environ).

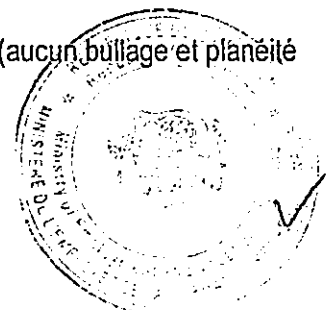
Le parement P3 est exigé pour tous les bétons du chantier qui sont vus et qui resteront bruts ou à peindre. En cas de non respect quant au résultat sur la qualité les ouvrages litigieux seront démolis et refaits au frais de l'Entreprise. En particulier la façade principale.

Type P4 : super soigné :

Le béton doit être plus que parfait donnant un aspect lissé irréprochable, sans défaut (aucun bullage et planéité parfaite.

Le parement P4 sera exigé pour des ouvrages décoratifs particuliers.

Remarques générales :



Les parements des bétons doivent être conformes aux prescriptions des DTU spécifiques aux revêtements qui viennent les recouvrir entre autres:

- pour cuvelage (DTU 14.1)
- pour revêtement d'étanchéité (DTU 20.12)
- pour enduits ciment (DTU 26.1 et 26.2)
- pour enduits plâtre (DTU 25.1)

Parements supérieurs des dalles

Les recommandations suivantes s'appliquent à tous les éléments de "dalle" devenant définitifs.

Repère lettre D.

a) Ouvrages de référence

- D.T.U.52-1: Revêtements de sols scellés.
- Opuscule Fédération Nationale du Bâtiment : Règles professionnelles de préparation des supports courants en béton en vue de la pose des revêtements de sols minces, de janvier 1976.
- Recommandations professionnelles provisoires "Travaux de dallage", annales de l'I.T.B.T.P., janvier 1980.

b) Classement

On les classe en 4 types d'état de surface D1, D2, D3, D4, dont les caractéristiques sont définies ci-après

- Type D1 : Surface brute
- Type D2 : Surface courante régulière
- Type D3 : Surface soignée
- Type D4 : Surface très soignée

c) Tolérance sur l'état de surface

Elles sont définies par les critères ci-après:

Horizontalité : L'instrument de mesure est une règle de 2,00 m de longueur, équipée d'un niveau à bulle d'air. Une extrémité de la règle est tenue en contact avec un point du plancher la règle étant horizontale, on mesure la dénivellation du plancher à l'autre extrémité de la règle (valeur H1). On mesure de la même façon la dénivellation cumulée à l'intérieur d'une pièce (valeur H2).

Planéité : On distingue trois types de mesures complémentaires les unes aux autres et caractérisant chacune la planéité à une échelle différente

- on mesure la flèche de la dalle sous une règle de 2,00 m de longueur (valeur P1).
- même opération que ci-dessus avec une règle de 0,20 m de longueur (valeur P2)
- on mesure la hauteur des saillies locales des grains et des conglomérats de grains (valeur P3)

Les valeurs H1, H2, P1, P2, P3 sont portées dans chaque type de parement dalle D1, D2, D3, D4.

Tolérances dimensionnelles en nivellement (toutes tolérances confondues). La tolérance est de plus ou moins 5 mm/m.

d) Définition et caractéristiques des états de surface par type.

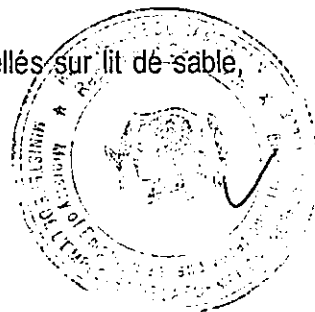
Les caractéristiques pour chaque type sont :

Type D1 : Surface brute

Destiné à recevoir un revêtement épais tel que chapes, dallages, carrelages épais scellés sur lit de sable, nécessitant une réserve d'épaisseur de l'ordre de 5 cm et plus.

Aucune exigence particulière n'est requise pour l'état de surface.

Horizontalité valeur H1= 10 mm - valeur H2= 15 mm



Planéité valeur P1= 10 mm - valeur P2= 3 mm - valeur P3= 2 mm

Type D2 : Surface courante régulière

Cette surface courante régulière obtenue par un surfaçage à la règle ou à l'hélicoptère.

Destiné à recevoir les types de revêtements tels que : carrelages scellés directement sur dalle et nécessitant une réserve d'épaisseur.

Horizontalité valeur H1= 6 mm - valeur H2= 9 mm

Planéité valeur P1= 10 mm - valeur P2= 3 mm - valeur P3= 2 mm

Type D.3 : Surface soignée

Idem parement D2, mais destiné à recevoir, en collage direct, des revêtements de sols minces déformables sous réserve d'un lissage (à la charge de l'applicateur) avec un produit agréé en consommation limitée à 2,5 kg/m² maximum ; au-dessus de cette valeur, un ponçage sera exigé.

Horizontalité valeur H1= 5 mm - valeur H2= 7,5 mm

Planéité valeur P1= 7 mm - valeur P2= 2 mm - valeur P3= 1 mm

Type D4 : Surface très soignée

Réalisée par ponçage si nécessaire

Destiné à recevoir une peinture de sol, un revêtement résine.

Horizontalité valeur H1= 4 mm - valeur H2= 6 mm

Planéité valeur P1= 7 mm - valeur P2= 2 mm - valeur P3= 0,5 mm

3.5.2.4 - Décoffrage

Le décoffrage doit être entrepris lorsque le béton a acquis un durcissement suffisant pour pouvoir supporter les contraintes auxquelles il sera soumis immédiatement après, sans déformation excessive et dans des conditions de sécurité suffisantes.

A titre indicatif et sauf justification des dispositions autres, le décoffrage ne pourra avoir lieu avant:

- Deux (2) jours pour les poteaux, les joues de poutres et les parois verticales ;
- Quinze (15) jours pour les hourdis de portée courante ;
- Vingt huit (28) jours pour les hourdis, planchers, et les poutres de grande portée s'ils sont appelés à recevoir leurs charges de service dès le décoffrage.

Les ragréages ou rebouchages ne doivent être effectués qu'après l'avis du Maître d'Œuvre. Ils sont effectués soit avec du béton à fine granulométrie, soit avec du mortier de ciment.

Il est rappelé que les parements béton doivent être soignés, le ragréage est interdit pour tous parements en béton vus.

Tout ragréage ou rebouchage qui serait fait sans l'accord du Maître d'Œuvre entraînerait la démolition et la reconstruction de l'ouvrage aux frais de l'entreprise.

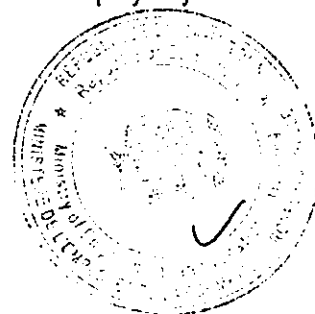
Les arêtes des ouvrages bétonnés doivent être, après décoffrage, protégées contre les chocs pendant toute la durée du chantier.

Les surfaces de béton destinées à rester apparentes doivent être protégées par une feuille de polyéthylène contre les projections de mortier, de peinture, etc.

3.5.3 - Armatures

3.5.3.1 - Recommandations générales

Voir normes NFA 35.015 et 36.016 - DTU 20, 20.121, 20.12, 23.1 à 23.6



Les conditions d'emploi des armatures satisferont aux recommandations incluses dans leur fiche d'identification instaurée par le titre 1er du fascicule 4 du CCTG.

En l'absence d'acier soudable, toute fixation par joint de soudure sur chantier est interdite.

Les armatures seront approvisionnées en longueur telle qu'aucune armature transversale de l'ouvrage ne nécessite de recouvrement, pour autant qu'elles correspondent à des largeurs commerciales usuelles.

Les recouvrements des armatures longitudinales devront être espacés de douze mètres au moins. Jamais plus du tiers des barres ne devra être arrêté dans la même section, sauf exception admise par le Maître d'Ouvrage.

Toutes les armatures sont disposées suivant les indications des plans d'armatures et d'après la norme.

3.5.3.2 - Etat de propreté des armatures

A tous les stades d'exécution, l'entrepreneur veille à la propreté des armatures. Les armatures, au moment de leur mise en œuvre et du bétonnage doivent être exemptes de trace de rouille non adhérente, de peinture, de graisse ou de boue.

3.5.3.3 - Façonnage des armatures

Les armatures doivent être dimensionnées (diamètre et longueur) et façonnées conformément aux dessins.

Le façonnage des armatures dans les coffrages est interdit. Le préchauffage des armatures destiné à faciliter leur façonnage est interdit.

Si la température des aciers est comprise entre +5°C et -5°C, des précautions particulières sont prises et soumises à l'approbation préalable du Maître d'Œuvre ou du Maître d'Ouvrage.

Si la température des aciers descend en-dessous de -5°C, le façonnage des aciers est, en général, interdit.

Le pliage et le dépliage des armatures à haute adhérence sont, en général, interdits. Les armatures en attente doivent être positionnées avec soin et conservées rectilignes avec les longueurs nécessaires pour assurer le recouvrement avec les armatures posées ultérieurement. Dans le cas où les armatures en attente nécessiteraient un pliage, la nuance de l'acier utilisée est obligatoirement celle de l'acier Fe E 24. Les armatures qui présenteraient une forme en baïonnette entraîneraient le refus de l'ouvrage qui les comporterait, donc sa démolition sur ordre du Maître d'Œuvre.

Le cintrage doit se faire mécaniquement à froid à l'aide de matrices de façon à obtenir les rayons de courbure prévus sur les dessins ou, à défaut, notifiés par les conditions d'emploi qui concernent chacune des catégories d'acier.

3.5.3.4 - Soudure

Les recouvrements, liaisons et assemblages par soudure sont admis pour les aciers dont la soudabilité est garantie par leur fiche d'identification, en conformité avec la norme A 35.018 et interdits dans les autres cas.

3.5.3.5 - Enrobage

L'enrobage mesuré entre le parement du coffrage et la génératrice extérieure de toute armature est au moins égal pour ouvrages courants:

- à 3 cm pour les parements exposés aux intempéries, aux condensations ou au contact d'un liquide.
- à 1 cm pour les parois situées dans des locaux couverts et clos et non exposés aux condensations.

Pour les murs de soutènements de grande hauteur

- à 5 cm pour la face contre terre
- à 3 cm pour le parement libre à l'air

Nota: pour la tenue au feu l'enrobage minimum du DTU est à respecter.

L'enrobage des armatures est obtenu par des dispositifs efficaces de calage en béton ou en plastique. En tout état de cause l'enrobage minimum devra prendre en compte les dispositions pour la tenue au feu des éléments



de béton armé concernés. Pour les parois exposées aux intempéries les plans de coffrage et/ou ferrailage devront comporter explicitement l'indication et la nature et de la densité des cales.

Tolérances: le positionnement doit toujours respecter les enrobages minimaux, l'écart de position ne devra pas excéder

- pour les dalles en aciers bas et aciers haut : 1 cm
- pour les aciers verticaux poteaux ou murs : 1,5 cm
- pour les aciers des poutres : 1,5 cm
- pour l'écartement des aciers transversaux (cadres) : 2 cm (l'écartement moyen défini par le nombre de cadre sera respecté).

Toute partie bétonnée laissant apparaître les armatures sera soit démolie, soit repiquée et reconstituée avec du béton sur ordre du Maître d'Œuvre.

Ces valeurs d'enrobage peuvent être aggravées pour tenir compte des distances minimum aux parements pour ancrage des barres, pour la tenue au feu de la structure ou pour toute autre cause qui exigerait des valeurs supérieures à celles indiquées ci-dessus.

On prendra soin aux tolérances sur les positions des armatures suivant normes et DTU.

3.5.3.6 - Calage

Les cales sont disposées en nombre suffisant, au minimum 6 pièces par m² de surface de coffrage. Les cales en béton ou en mortier doivent présenter des propriétés analogues à celles du béton utilisé.

L'emplacement, la forme et les dimensions des écarteurs et des trous en résultant sont définis et marqués par l'entrepreneur dans les plans d'exécution.

L'écart des armatures disposées en plusieurs lits est assuré par des fers appropriés de sorte que la distance entre deux couches d'armatures soit au moins égale au diamètre des barres sans pour autant être inférieure à 2 cm.

Les armatures supérieures sont maintenues par des supports en acier (chaises ou cavaliers) d'un diamètre et d'un espacement approprié.

Le soulèvement des armatures destiné à assurer l'enrobage lors du bétonnage est strictement interdit.

Les trous restants après décoffrage sont obturés au moyen de mortier de même teinte et de même aspect que le parement en béton.

3.5.3.7 - Arrimage

Lorsque l'entrepreneur assemble les armatures en dehors du coffrage, il constitue des carcasses suffisamment rigides.

Les armatures sont assemblées à tous les points de croisement par des ligatures. Les ligatures sont constituées en fil d'acier doux recuit.

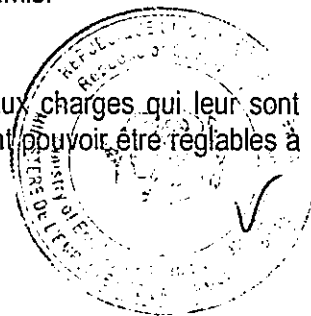
La continuité mécanique des armatures (jonctions) doit être garantie. La disposition des jonctions est faite de telle façon qu'il n'y ait pas présence de plus d'une jonction dans le même sens au même endroit.

3.5.3.8 - Contrôle des armatures avant le bétonnage

L'entrepreneur demande la réception des armatures auprès du Maître d'Œuvre ou Maître d'Ouvrage au moins 24 heures avant le bétonnage. A défaut de cette réception, aucun bétonnage n'est admis.

3.5.4 - Echafaudage et étais

Les échafaudages et étais doivent être calculés pour résister sans déformation aux charges qui leur sont transmises par les coffrages et leur contenant, ainsi qu'aux effets du vent. Ils doivent pouvoir être réglables à tout moment pour conserver aux coffrages supportés leur altitude et leur rectitude.



Ils doivent être disposés de telle sorte qu'ils ne donnent sur les surfaces d'appui que des efforts compatibles avec leur résistance et qu'ils ne provoquent aucun tassement du sol ou déformation du plancher, qui entraîneraient, par voie de conséquence, la déformation des coffrages. Les ouvrages recevant des charges d'étaisage seront calculés et dimensionnés en conséquence (résistance et déformations).

Le système de réglage doit permettre la dépose des étais sans provoquer d'efforts sur les ouvrages réalisés ou existants.

3.5.5 - Tolérances dimensionnelles et déformations

3.5.5.1 - Généralités

Les tolérances dimensionnelles indiquées ci-après sont celles admises au moment des mesures de contrôles opérées entre corps d'état différents et des mises en service. En conséquence, toutes les imprécisions d'implantation de déformation de coffrages, les variations de dimensions résultant de la température et du retrait considérés comme jeu de comportement sont cumulables. Ces valeurs cumulées doivent entrer nécessairement dans les limites définies ci-après.

Aucun ouvrage ne devra dépasser l'emprise de l'opération.

3.5.5.2 - Tolérance d'implantation du tramage

Les trames principales de référence et le niveau de référence sont matérialisés par des bornes, qui doivent être protégées pour demeurer en parfait état pendant toute la durée du chantier.

A chaque étage, l'Entrepreneur doit réimplanter le tramage de l'ouvrage et les cotes de niveau. Les tolérances de positionnement de ces éléments sont les suivantes :

a) Niveaux

Distance verticale entre deux repères quelconques de niveau la plus grande des deux valeurs

- -0,5 cm ;
- -0,05% de la distance verticale entre ces deux points.

b) Tramage de plan

Distance entre deux points d'intersection du maillage de la trame la plus grande des deux valeurs:

- -0,5 cm ;
- -0,05% de la distance verticale entre ces deux points.

c) Verticalité

Ecart de verticalité entre deux points quelconques correspondants du maillage de la trame situés à des niveaux différents : la plus grande des deux valeurs :

- -0,5 cm ;
- -0,05 % de la distance verticale entre ces deux points.

3.5.5.3 - Tolérance sur les éléments de structure

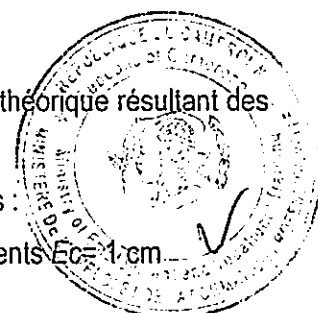
Les éléments de structure ou incorporés à la structure (poteaux, voiles, poutres, trémies, baies, etc.) sont positionnés par rapport aux éléments réels de tramage définis au paragraphe précédent, suivants les cotes indiquées sur les plans.

Les tolérances:

- sur l'implantation réelle d'un élément par rapport aux trames ;
- sur la distance entre deux points quelconques de l'ouvrage construit et la cote théorique résultant des plans.

Sont les suivantes, E_c désigne l'écart maximum en cm par rapport aux cotes théoriques :

- Pour une cote mesurée inférieure à 2,5 m - Fondations $E_c=1$ cm - Autres éléments $E_c=1$ cm



- Pour une cote mesurée comprise entre 2,5 m et 5 m - Fondations $E_c=1,5$ cm - Autres éléments $E_c=1,5$ cm
- Pour une cote mesurée comprise entre 5 m et 10 m - Fondations $E_c=2$ cm - Autres éléments $E_c=1,5$ cm
- Pour une cote mesurée comprise entre 10 m et 30 m - Fondations $E_c=3$ cm - Autres éléments $E_c=2$ cm

Au cas où l'utilisation des deux critères précédents conduirait à deux valeurs différentes, c'est la plus petite des deux valeurs qui s'imposerait.

Les chiffres indiqués ci-dessus concernent par exemple:

- le positionnement en plan de tout point par rapport au tramage le plus proche.
- la verticalité.
- la section des poteaux et des poutres.
- la distance entre éléments.
- les épaisseurs des éléments.
- le niveau d'un plancher par rapport à des niveaux de référence
- la dimension et l'implantation de baies ou trémies.

L'entrepreneur doit informer le Maître d'Œuvre lorsque les tolérances ci-avant sont dépassées.

3.5.5.4 - Déformations

a) Calcul des déformations

Les déformations sont calculées selon les méthodes données à l'article B 6.5.3 du BAEL ou dans les chapitres particuliers du Cahier des Prescriptions Techniques (C.P.T. Planchers).

b) Déformations admissibles, flèches

b1) - Planchers courants:

Ce sont ceux qui supportent des cloisons maçonnées ou des revêtements de sol fragiles, pour lesquels on évalue un fléchissement (appelé flèche active) qui, après mise en œuvre des cloisons ou des revêtements de sol, doit rester inférieur aux valeurs ci dessous fonction de la portée.

- Pour les éléments supports reposant sur deux appuis:
 - 1/500 jusqu'à 5,00 m
 - 0,5cm + 1/1000 au-delà de 5,00 m
- Pour les éléments supports en console:
 - 1/250

b2) - Autres planchers:

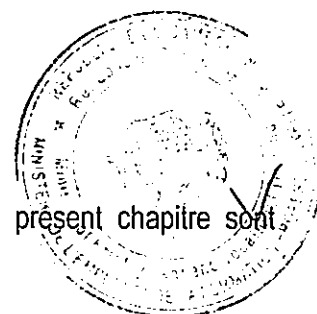
Ce sont ceux qui ne supportent ni cloisons maçonnées, ni revêtement de sol fragile pour lesquels on évalue un fléchissement (appelé flèche active), qui à partir de leur mise en service, doit rester inférieur à:

- Pour les éléments supports reposant sur deux appuis:
 - 1/350 jusqu'à 3,50 m
 - 0,5cm + 1/700 au-delà de 3,50 m
- Pour les éléments supports en console:
 - 1/250.

CHAPITRE IV – MAÇONNERIE

4.1 - ÉTENDUE DES TRAVAUX

Les travaux à réaliser par le Cocontractant dans le cadre de son marché et du présent chapitre sont essentiellement les suivants:



- La réalisation des ouvrages en béton et en béton armé ;
- La réalisation des enduits .

4.2 - DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

Les ouvrages du présent chapitre devront répondre aux conditions et prescriptions des textes législatifs, réglementaires, techniques et technologiques en vigueur en République du Cameroun, ainsi qu'à ceux publiés ailleurs et rendus applicables au Cameroun dont notamment les suivants:

Normes et DTU

- DTU 20.1 : Parois et murs en maçonnerie de petits éléments :NF P 10-202-1, XP 10-202-1/A1, P 10-202-2, XP 10-102-2/A1, P 10-203, XP 10-102-3/A1;
- DTU 20.12 : Conception du Gros Œuvre en maçonnerie des toitures destinées à recevoir un revêtement d'étanchéité : NF P 10-203-1 et 2;
- DTU 26.1 : Enduits aux mortiers de ciments, de chaux, et de mélange plâtre et chaux : NF P 15-201-1 et 2;
- DTU 26.2 : Chapes et dalles à base de liants hydrauliques : NF P 14-201-1 et 2;
- DTU 21 : Exécution des travaux en béton : NF P 18-201;
- DTU 21.4 : L'utilisation du chlorure de calcium et des adjuvants contenant des chlorures dans la confection des coulis, mortiers et béton;

4.3 - PRESCRIPTIONS RELATIVES AU MATERIAUX

Les prescriptions relatives aux matériaux pour la mise en œuvre des bétons restent applicables à ceux utilisés dans l'exécution des travaux de maçonnerie.

Blocs creux en aggloméré

Les parpaings d'aggloméré utilisés pour la confection de cloison de type lourd ou murs porteurs seront soit des blocs agglomérés béton/sable creux soit des blocs pleins selon destination et indication de travaux à faire.

Ils devront correspondre aux recommandations professionnelles, ainsi qu'aux différents DTU énumérés dans le chapitre des réglementations.

Ils respecteront les normes :

- P14.301 (blocs creux ou pleins de granulats lourds)
- P14.101 - P14.402 (Blocs en béton pour murs et cloisons)
- P14.201 recommandations concernant l'emploi des blocs pleins ou creux de granulats lourds pour murs et cloisons.

Les blocs à utiliser sur chantier auront obligatoirement, sauf mention contraire seront de la classe de résistance minimale :

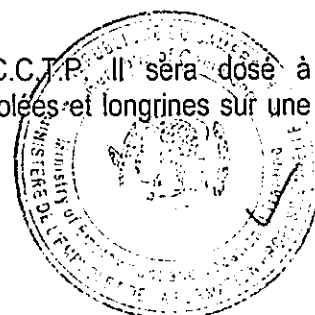
- B30 en ce qui concerne les parpaings et les claustras ;
- P40 en ce qui concerne les hourdis.

4.4 - PRESCRIPTIONS D'EXECUTION

4.4.1 – Béton et béton armé

4.4.1.1 - Béton de propreté

Il s'agit de la classe de béton courant (B.C.) définie dans le présent C.C.T.P. Il sera dosé à 150 kg/m³ de CPJ 35 ou de classe équivalente et mis en place sous semelles isolées et longrines sur une épaisseur de 05 cm.



Il est prévu sous le premier lit de maçonnerie, pour la coupure de capillarité, une arase étanche constituée par une chape de ciment dosé à 400 kg/m³, de 4 cm avec incorporation d'hydrofuge. Elle peut être remplacée par le relevé du polyane support de dallage en partie supérieure de la longrine périphérique

4.4.1.2 - Béton armé pour poteaux, poutres, linteaux chaînage et pièces d'appui

Il s'agit de la classe de béton (BQ3) définie dans le présent C.C.T.P. Il sera dosé à 350 kg/m³ de CPJ 35 ou de classe équivalente. Il sera mis en œuvre pour les semelles, longrines, amorces de poteaux, poteaux, linteaux, chaînages et pièces d'appui.

Les fondations dans leur ensemble seront réalisées par semelles isolées et longrines assises aux profondeurs définies par le rapport d'étude de sol. Leur largeur sera adaptée à la portance définie du sol sur la base de la pré-étude B.A. avec le présent C.C.T.P. Elles seront réalisées pour la transmission des efforts verticaux sur le terrain naturel.

Il sera prévu en fondation la mise en place de toutes réservations en fourreaux ; en traversée de fondations pour passage de canalisations diverses prévues par les autres corps d'état.

Les bétons et les bétons armés seront réalisés conformément aux règles BAEL 91 modifié 99 et recueils techniques. Leur mise en œuvre et les résistances minimales admissibles sont contenues dans le présent C.C.T.P.

Tous les bétons devront être soigneusement vibrés, en évitant toute ségrégation.

Les coffrages seront de type ordinaire pour toutes les parties enterrées et de type lisse pour toutes les parties restant apparentes en brut de décoffrage.

4.4.1.3 - Béton armé pour dalles pleines et volées d'escalier

Il s'agit de la classe de béton (BQ3) définie dans le présent C.C.T.P. Il sera dosé à 350 kg/m³ de CPJ 35 ou de classe équivalente. Il sera mis en œuvre pour les dalles pleines et les volées d'escalier.

4.4.1.4 - Béton armé pour dallage et rampes d'accès.

Il s'agit de la classe de béton (BQ2) définie dans le présent C.C.T.P. Il sera dosé à 300 kg/m³ de CPJ 35 ou de classe équivalente. Il sera mis en œuvre pour les dallages sur le remblai compacté sur fondations et pour l'aménagement des rampes au rez-de-chaussée de chaque immeuble afin d'en faciliter l'accès aux personnes handicapées..

Les travaux comprennent:

- La mise en œuvre du béton armé d'épaisseur 12 cm dosé à 300 kg /m³;
- La mise en place d'une barrière en polyane ;
- L'armature en treillis soudés 3/3 - 100/100 ou quadrillage HA6 de maille de 25 cm ;
- Les joints.

4.4.1.5 - Chape formes et recharge

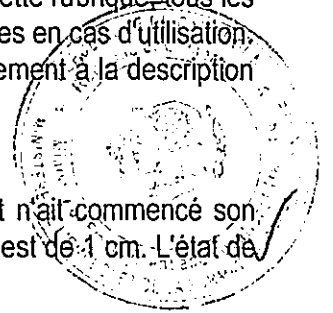
Une chape en ciment d'épaisseur de 2,5 cm, rapportée sur plancher sera mise en œuvre avec un mortier de classe M500 défini dans le présent C.C.T.P. dosé à 500 kg/m³.

On considère dans cette rubrique les chapes incorporées, les chapes rapportées, les formes de pente, les chapes, les remplissages en béton léger.

Suivant l'utilisation et la destination certaines chapes pourront rester à l'état brut. Dans cette rubrique, tous les types de chape sont passés en revue, les recommandations à observer peuvent être utiles en cas d'utilisation. Pour celles à faire dans le cadre du présent projet, le Cocontractant se reportera directement à la description des ouvrages.

Chapes incorporées

Elles sont constituées de mortier M400, mis en œuvre avant que le béton du support n'ait commencé son durcissement, et taloché soit manuellement, soit mécaniquement. L'épaisseur minimale est de 1 cm. L'état de



surface doit être fin et régulier. La tolérance de planéité est de 5 mm sous la règle de 2 mètres. Les façons de pente et raccordements aux siphons de sol font partie de la présente prestation.

Nota : ne pas confondre ce type de chape avec celle des planchers à voûtes ou des planchers alvéolaires. Dans ce cas elles font partie intégrante des structures plancher et sont constituées et réalisées en béton armé.

Chapes rapportées

Chape rapportée en mortier M400 sur éléments en béton. Parement lissé pour recevoir un revêtement de sol mince ou une peinture.

Chapes étanches

Le support devra être conforme au DTU 14.1 en particulier les armatures de peau devront respecter le pourcentage imposé par les règlements. Les supports seront lavés, sablés, et les joints de construction seront repiqués.

Elles sont réalisées par enduit de mortier hydrofugé et comprennent les façons de gorge à la jonction fond/parois. Elles se relèvent sur les parois verticales avec renforcement du chanfrein à la jonction.

Les sables utilisés seront de préférence de granulométrie continue 0/5 mm.

Les ciments utilisés doivent être compatibles avec les produits d'incorporation.

Les produits adjuvants hydrofuges des mortiers type Sikalite ou Sika1 ou similaires seront mis en œuvre conformément aux recommandations du fabricant.

Forme de pente

Le support sera conforme au DTU, les recharges avec pente seront en béton. Les formes de pente dont il est question ici sont des éléments rapportés à ne pas confondre avec une dalle en pente. L'épaisseur minimale est de 4 cm au point bas. L'état de surface doit être fin et régulier. La tolérance de planéité est de 5 mm sous la règle de 2 mètres. Elles prennent en compte toutes les sujétions de rigole et de caniveau pour cheminement de fluide vers les points bas.

Elles pourront recevoir une armature de peau (TS à maille serrée) pour les cas où l'on peut craindre une fissuration par effet thermique ou par retrait. En général les formes de pente ne sont pas armées.

Pour les épaisseurs faibles (épaisseurs inférieures de 2 à 4 cm) on pourra utiliser un mortier aux résines.

4.4.2 – Mortiers

Selon leur destination, les mortiers auront les compositions ci-après :

M400

C'est un mortier à 400 kg de ciment par mètre cube de sable. Il sera employé à la réalisation des enduits en parements apparents des ouvrages (dallettes de couverture des regards, ouvrages en superstructure).

M500

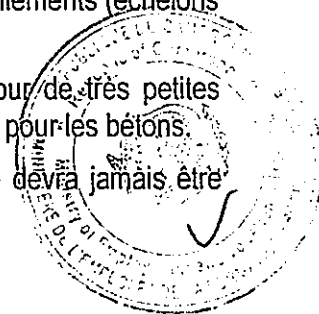
Mortier à 500 kg de ciment par mètre cube de sable additionné de produit hydrofuge de type Sika N-1 ou similaire suivant dosage prescrit par le fabricant et soumis à l'agrément du Maître d'Œuvre. Ce mortier sera utilisé pour les enduits intérieurs étanches des ouvrages.

M600

Mortier dosé à 600 kg de ciment par mètre cube de sable. Il sera employé pour tous les scellements (échelons de descente profilés métalliques, etc.).

Les mortiers seront fabriqués mécaniquement ou, exceptionnellement, manuellement pour de très petites quantités. Les appareils de fabrication devront assurer les mêmes garanties de dosage que pour les bétons.

Tout mortier qui aurait commencé à faire prise ou qui serait desséché sera rejeté et ne devra jamais être mélangé avec du mortier frais.



Remarque: l'attention est attirée sur le fait qu'un surdosage tant du liant hydraulique que des adjuvants peuvent entraîner des désordres par fissuration de retrait.

4.4.3 – Élévations

4.4.3.1 – Elévations en maçonnerie

Les agglos creux de 10x20x40, de 15x20x40, de 20x20x40 et le claustras mis en œuvre pour les élévations de maçonnerie auront au moins 21 jours ; ils seront mouillés avant emploi pour éviter une déshydratation du mortier. La pose se fera par hourdage au mortier ciment.

Les élévations en fondation seront exécutées en maçonneries en parpaings pleins de ciment de 20x20x40.

Le mode d'exécution de ces travaux devra permettre d'assurer la propre stabilité des cloisons et parois concernées.

Le Cocontractant devra prévoir l'incorporation des linteaux, des chaînages verticaux et horizontaux dans les maçonneries considérés. Si les dispositions utiles n'ont pu être ménagées à la construction des maçonneries principales, celles-ci seront refouillées ou piquées pour obtenir le résultat désiré.

Pour toutes les maçonneries qui recevront soit un enduit, soit un habillage, les joints verticaux et horizontaux seront affleurant.

Les élévations en maçonnerie devront obéir aux caractéristiques suivantes :

- Épaisseur des joints (2 cm) ;
- Mortier de liaison dosé à 350 kg/m³ ;
- Harpage avec poteaux d'ossature.

Une attention particulière sera portée sur la verticalité et la planéité des ouvrages.

Suivant plans d'architecture les maçonneries en parpaings de ciment hourdés seront de 20, 15 ou 10 cm d'épaisseur.

Le Cocontractant devra prévoir tous les ouvrages nécessaires à la stabilité de la construction des ouvrages.

Les chaînages horizontaux et verticaux, linteaux pour portes et fenêtres, poteaux et poutres, engravures pour mise en œuvre éventuelle de l'étanchéité sur les terrasses, seront mis en œuvre dans des coffrages ordinaires ou soignés selon leur destination.

Il sera prévu toutes armatures, réservations de feuillures, passages de fourreaux, réservations pour canalisations, etc.

Calfeutrements

Après pose des bâtis et huisseries, un calfeutrement au mortier bâtard sera exécuté dans tous les ouvrages de maçonnerie ou ouvrages Béton armé.

Les calfeutrements seront parfaitement affleurant pour rester apparents.

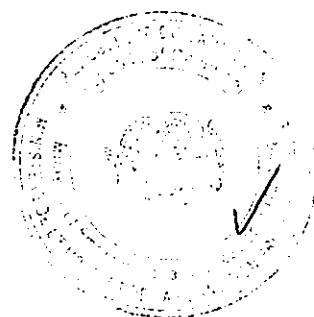
4.4.3.2 – Elévations en béton armé

Elles seront réalisées en béton armé selon prescriptions réglementaires et conformément à la pré- étude B.A. fournie.

Les parements seront réalisés à l'aide de coffrage de type «soigné» (cf. art 5.21 du D.T.U. 21).

Pour mémoire : rappel des caractéristiques de l'épiderme et des tolérances d'aspect :

- Uniforme et homogène ;
- Nids de cailloux ou de zones sableuses ragréées ;
- Balèvres affleurées par meulage ;
- Surface individuelle des bulles 'à 3cm² ;
- profondeur à 5 mm ;



- Etendues maximales des nuages de bulles =10% ;
- Arêtes et cueillies rectifiées et dressées.

4.4.5 – Planchers

Les planchers seront ceux à hourdis creux (16 + 4) formés de poutrelles réalisées en béton y compris toutes sujétions notamment :

- Fourniture et pose des hourdis, coffrage et ferrailage des nervures ;
- Ferrailage et bétonnage de la dalle de compression (acier TS 3/3 – 100/100 ou équivalent en quadrillage H A6).

4.4.6 – Canalisations et fourreaux divers

La fourniture, le réglage et la mise en place de toutes les canalisations enterrées sont à prendre en compte, de même que les canalisations d'alimentation d'eau potable et les fourreaux pour passage des câbles électriques.

4.4.7 – Enduits

4.4.7.1 – Enduits verticaux intérieurs et extérieurs sur murs

Les enduits verticaux intérieurs et extérieurs seront exécutés sur les murs, toutes fournitures et sujétions comprises, au mortier de ciment.

Pour un enduit fini d'épaisseur 2,5 cm à 3 passes, on prévoira :

- a) un gobetage dosé de 500 à 600 Kg/m³ ;
- b) une sous-couche intermédiaire formant corps de l'enduit dosée à 400 Kg/m³ et dressée à la règle ;
- c) une couche de finition dosée de 300 à 400 Kg/m³ talochée fin (pour recevoir une peinture ou un badigeon).

Tous les enduits seront dressés à la règle avant lissage de finition afin d'être plans.

Sauf précision particulière, l'enduit doit présenter un aspect de surface régulier (absence de trace de taloche ou truelle).

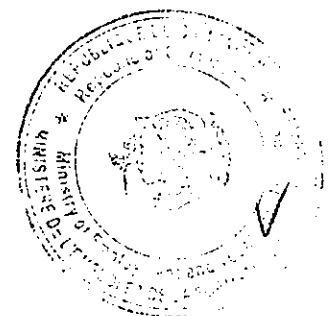
Les arêtes et cueillis seront parfaitement rectilignes.

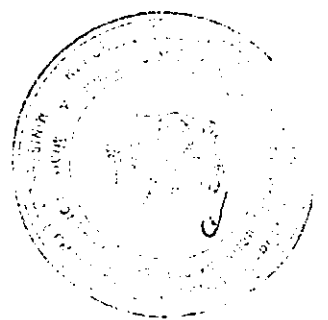
4.4.7.2 – Enduits horizontaux en sous face plancher

Les enduits horizontaux seront exécutés en sous face plancher, toutes fournitures et sujétions comprises, au mortier de ciment de classe M500 défini dans le présent C.C.T.P., d'épaisseur 2 cm, planéité et dressement des arêtes suivant les règles de l'art.

4.4.7.3 – Enduits horizontaux en surface plancher

Chapes épaisseurs 2,5 cm dosage 450 Kg de ciment par m³ mis en place. En principe, il n'est pas prévu de chape incorporée, celles-ci seront rapportées. Cependant, si l'Entreprise, compte tenu de ses habitudes et de la qualification de son personnel pense assurer une meilleure prestation avec des chapes incorporées, elle le spécifiera dans son offre pour ce poste





CHAPITRE VI – MENUISERIE BOIS – MENUISERIE METALLIQUE - VITRERIE

7.1 - GENERALITES

7.1.1 -Étendue des travaux

Les travaux à réaliser par le Cocontractant dans le cadre de son marché et du présent chapitre sont essentiellement les suivants:

- Fourniture et Pose des portes pleines en bois ;
- Fourniture et Pose des portes en bois vitrées ;
- Fourniture et Pose des portes isoplanes ;
- Fourniture et Pose des cadres de fenêtres en bois ;
- Fourniture et pose de portes coupe-feu ;
- Fourniture et pose de façades de gaines palières ;
- Fourniture et pose des châssis NACO ;
- Fourniture et pose de lames NACO ;
- Fourniture et pose de grilles de protection aux fenêtres des appartements des rez-de-chaussée
- Pose de garde corps / mains courantes

7.1.2 - Documents de références

Les ouvrages du présent chapitre devront répondre aux conditions et prescriptions des textes législatifs, réglementaires, techniques et technologiques en vigueur en République du Cameroun, ainsi qu'à ceux publiés ailleurs et rendus applicables au Cameroun dont notamment les suivants:

7.1.2.1 - Normes et DTU

- DTU 36.1: travaux de menuiserie bois ;
- Arrêté 69.596 de juin et annexes ;
- Cahier des charges : D.T.U. n° 37.1 et 36.1/37.1 ;
- DTU 39.1 Vitrerie ;
- DTU n° 32.1 cahier des charges applicables aux travaux de construction métalliques publié par le CSTB, livraison 68, cahier 575 de juin 1964 ;
- DTU n° 37.1 cahier des charges et cahier des clauses spéciales applicables aux menuiseries métalliques de mai 1973.

7.1.3 - Echantillons et plans d'exécution

Echantillons

Des échantillons de tous les ouvrages de menuiserie bois prévus au présent chapitre seront soumis à l'agrément du Maître d'Œuvre avant commencement de leur fabrication en série.

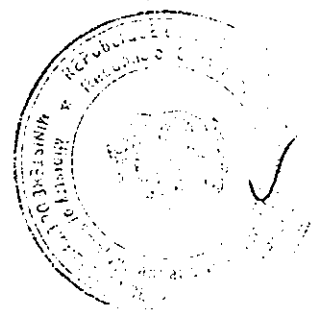
Le Cocontractant remettra également au Maître d'Œuvre la spécification détaillée et complète de tous les articles de la quincaillerie proposée, en indiquant la provenance et joignant un échantillon et sa fiche technique.

Ils seront entreposés dans la salle d'échantillons jusqu'à la réception.

Dessins d'exécution

Le Cocontractant devra établir tous les dessins d'exécution à grande échelle, ainsi que les coupes et détails, grandeur naturelle, et les soumettre en temps utile au Maître d'Œuvre et au Bureau de Contrôle pour examen et corrections éventuelles en vue de leur approbation.

7.2 - MENUISERIE BOIS



7.2.1 -Prescriptions relatives aux matériaux

7.2.1.1 - Caractéristiques des matériaux

a- Qualité du bois mis en œuvre

Suivant les définitions de la norme française B. 53.001, ne seront admis pour les menuiseries à vernir que les bois obtenus avec les pièces de premier choix, qualité ébénisterie, tels que KOTIBE, SIPO, IROKO.

Tous les bois utilisés seront de première qualité, sains, parfaitement secs, le degré d'humidité conforme aux exigences du climat local, sans nœuds vicieux, ne présentant aucune altération importante, telles qu'éraflures, gélivures, fissures internes ou roulures etc.... et garantis contre toutes les maladies éventuelles.

Les bois ne pourront également présenter de traces d'insectes, les fentes n'intéresseront que la surface des pièces et seront peu nombreuses.

Ces bois, à l'exception des bois tendres dont l'usage est expressément spécifié au descriptif, seront choisis en fonction de leur stabilité dimensionnelle, de leurs qualités mécaniques, des possibilités d'approvisionnement.

Le Cocontractant sera responsable des maladies pouvant survenir à ses ouvrages après leur mise en œuvre (moisissures, champignons etc...).

Il sera également responsable de toutes les torsions, fentes, éclatements, etc... dus à l'emploi de bois imparfaitement secs.

L'attention du Cocontractant est attirée sur la nécessité d'unité d'aspect de certains éléments composites en bois apparents tels que les portes en massif.

Le Cocontractant devra s'attacher à l'harmonisation des différents bois employés. Il prendra toutes dispositions pour que les placages sur portes et panneaux soient de même origine, même si les fabricants des matériaux finis sont différents. Les panneaux seront choisis et harmonisés pour teinte, la peinture ou le vernissage.

Le Maître d'Œuvre se réserve la possibilité de choisir les bois au débit avec le Cocontractant.

7.2.1.2 - Qualité de la fabrication

Les menuiseries seront d'un aspect esthétique. Leurs profils et sections seront étudiés en conséquence et comporteront tous renforts métalliques nécessaires à leur bonne tenue.

La finition sera parfaite, les parements bruts bien affleurés ceux corroyés parfaitement dressés de manière qu'il ne reste ni trace de sciage, ni flache, les rives bien droites et sans épaufrures, l'ensemble soigneusement poncé.

Toutes les moulures seront assemblées d'onglets, sans contre profilage.

7.2.1.3 - Quincaillerie et vitrerie

Des modèles seront soumis à l'approbation du Maître d'Œuvre pour toutes les pièces de quincaillerie. Compte tenu du degré d'humidité élevé ambiante, toutes les pièces de quincaillerie seront protégées efficacement contre la corrosion même les parties cachées, soit par dépôt anodique à chaud 40 microns, soit par passivation.

Les vis, fouillots, carrés et tous éléments susceptibles de subir une usure par frottement seront en métal inoxydable, ainsi que tous les ressorts.

En outre, toute la quincaillerie sera imprimée, soit en usine, soit à son arrivée sur le chantier et il en sera de même pour toutes les entailles réservées pour la fixation de cette quincaillerie.

Quelles qu'elles soient, les fournitures de quincaillerie devront correspondre au minimum aux qualités donnant lieu aux poinçons SNFQ et NF SNFQ.

Toute la quincaillerie sera de première qualité.

7.2.1.4 - Portes isoplanes



Elles seront conformes aux normes NFB 23.301 à 304 portants le label de qualité CTB avec âme obligatoirement en bois, renfort pour serrure renfort symétrique pour changement de main éventuel et fourrures spéciales pour verrous, arrêts, etc....

Les portes définies, soit coupe-feu, soit pare-flammes, devront être d'un type agréé par le CSTB dans la catégorie définie.

7.2.1.5 - Placards

Les placards encastrés dans la maçonnerie comportent une façade composée d'un cadre en bois dur tels que l'IROKO sur lequel sont fixés des battants en contreplaqué à peindre, et des aménagements intérieurs d'étagères et de penderies. Les divisions intérieures sont en contreplaqué de 18 mm traité et alésés de bois dur.

7.2.1.6 - Huisseries ou bâtis

Toutes les huisseries seront en bois assemblés à tenon et mortaise, en bois dur pour être peint ou vernis, avec ou sans imposte selon cas.

Les huisseries comporteront tous les tampons caoutchouc amortisseurs limitant le bruit à la fermeture.

7.2.2 - Prescriptions d'exécution

7.2.2.1 - Echantillons de menuiserie

Avant toute exécution en atelier, et en tout état de cause dans un délai de trois mois, qui suivra l'ordre de service général des travaux, un châssis complet des menuiseries devra être présenté et demeurer sur le chantier pour obtenir l'accord de l'Architecte et du Bureau de Contrôle. Le Cocontractant devra également fournir les plans de détail de tous les ouvrages à poser à l'Architecte.

7.2.2.2 - Traitement des bois

Prévention

Tous les bois définis au présent CCTP seront traités à la charge du Cocontractant, par trempage dans un produit insecticide fongicide et en particulier par un produit contre les termites. Ces produits doivent présenter une efficacité rémanente de longue durée sur tous les agents destructeurs du bois. Ce produit devra être au préalable agréé par le Maître d'Œuvre.

Protection

Avant leur sortie d'atelier les bois doivent être protégés contre les reprises d'humidité.

Les menuiseries fabriquées seront efficacement protégées au cours de leur ajustement et durant les travaux. Les éraflures, éclats ou autres défauts qui apparaîtraient au cours des travaux seront réparés aux frais du Cocontractant.

Les ouvrages en bois à peindre recevront une couche d'impression protectrice au fur et à mesure de leur fabrication.

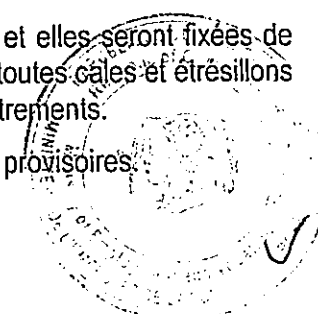
7.2.2.3 - Mise en œuvre des menuiseries

a- Menuiserie bois

Le Cocontractant devra la fourniture et la pose de toutes les pattes à scellement et accessoires nécessaires à la fixation de ses ouvrages, sans qu'il soit besoin de le rappeler dans les détails.

Les menuiseries seront posées avec la plus grande exactitude et d'aplomb parfait, et elles seront fixées de manière à ne pouvoir se déplacer pendant l'exécution des scellements. Il sera placé toutes cales et étrépillons provisoires pour empêcher la déformation des éléments, du fait des enduits ou calfeutrements.

Les arêtes des menuiseries risquant d'être dégradées seront protégées par fourrures provisoires.



Tolérances de pose et de réglage

Verticalité et horizontalité des dormants

- Verticalité : 2 mm par mètre
- Horizontalité : 2 mm par mètre

Tolérances sur la mise en place :

Menuiseries posées sur le gros œuvre, avant application des enduits

- ± 1 cm dans le sens horizontal
- ± 1 cm dans le sens vertical

Planitude des ouvrants :

Définie à l'article 4.62 du D.T.U. N° 36.1

Jeux

Avant l'exécution des peintures, le jeu nécessaire sera donné à toutes les portes pour éviter les raccords de peinture éventuels qui seraient dans ce cas aux frais du Cocontractant.

Révision

En fin de chantier, le Cocontractant devra la révision complète de ses ouvrages.

Le remplacement de toutes les parties qui auraient été abîmées ou auraient travaillé en cours de travaux et le graissage de toutes les parties mobiles.

7.2.2.4 - Clefs

Trois clés seront fournies avec chaque serrure. Le Cocontractant fera son affaire de la remise des clés sous porte-clés au Maître d'Œuvre, le jour de la réception des travaux. Elles seront livrées des tableaux bois transportables :

- Un premier tableau réunissant les clés de chaque appartement et placé à l'intérieur de celui-ci ;
- Un second tableau réunissant les clés de chacune es portes palières.

Les trousseaux seront étiquetés, chaque clé comportant la désignation de la porte à laquelle elle correspond.

La perte de toute clé au jour de la réception des travaux entraînera obligatoirement le remplacement de la serrure.

7.3 - MENUISERIE METALLIQUE

7.3.1 - Prescriptions relatives aux matériaux

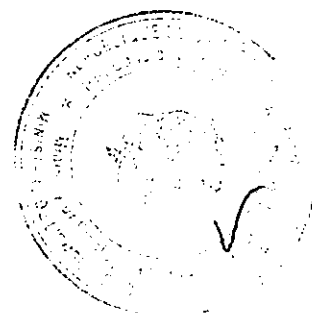
7.3.1.1 - Aciers

Les aciers employés seront de la catégorie « laminés marchands » tôle et tous profils de serrurerie ou tube acier carré. Rectangulaire ou rond soudé mince, série S.N pour travaux de serrurerie.

Les produits laminés utilisés devront être conformes aux spécifications normes françaises homologuées (classe A métallurgie).

7.3.1.2 - Protection des menuiseries

Tous les ouvrages en acier seront livrés avec protection :



- soit par application après dégraissage et décalaminage d'une couche primaire à forte teneur en zinc ;
- soit par galvanisation à chaud 48 microns.

Ce traitement sera effectué après soudure.

Pour les éléments vissés, ceux-ci seront montés et ajustés à blanc, démontés, traités et revissés avec des vis boulons ou écrous.

Avant la peinture, il sera procédé à une réception de tous les ouvrages. Ceux dont la protection aura été endommagée, même partiellement, seront déposés et renvoyés au traitement.

7.3.1.3 - Protections particulières pour la quincaillerie

L'attention du Cocontractant est attirée sur la fourniture de la quincaillerie : serrures, paumelles, béquilles, pattes à scellement etc... qui devra être de première qualité, résistante et parfaitement posée.

Compte tenu du degré élevé d'humidité ambiante, toutes les pièces de quincaillerie seront protégées efficacement contre la corrosion, même les parties cachées, soit par dépôt anodique à chaud de 40 microns soit par passivation.

Les modèles seront soumis à l'approbation du Maître d'Œuvre pour toutes les pièces de quincaillerie. Quelles qu'elles soient, elles devront être admises au poinçon SNFQ ou NF, SNFQ.

Les serrures et becs de cane encastrés devront être au minimum à cloison de 14 mm d'épaisseur, fouillot laiton, têtère acier.

Les serrures et becs de cane en applique ne seront pas acceptés.

7.3.2. - Prescriptions d'exécution

7.3.2.1 - Prescriptions de mise en œuvre

Les profilés seront parfaitement dressés et dégauchis, les tôles planées.

Les soudures par quelque moyen qu'elles soient exécutées, seront parfaitement ragrées et meulées, même sur place.

Les fixations par vis s'effectueront pour des éléments ayant au minimum 2 mm pour la pièce à visser et 4 mm pour la pièce taraudée.

Les percements seront fraisés. L'emploi de vis auto-forante est interdit. En tout état de cause le Cocontractant devra soumettre au Maître d'Œuvre, avant tout commencement d'exécution, des dessins à grande échelle de tous les ouvrages assemblés.

Les ouvrages de serrurerie seront fixés dans la maçonnerie par pattes à scellement métalliques ou par scellement fendu des montants et traverses ou par autres procédés ayant reçu l'approbation du Maître d'Œuvre.

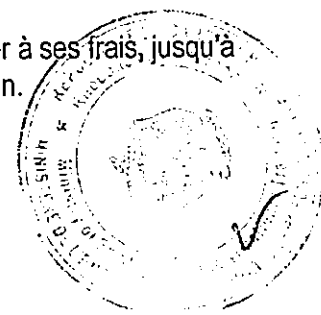
La force des profils sera calculée suivant la dimension de l'ouvrage et son poids pour éviter tout gauchissement, flambage, torsion etc... Les tôleries seront d'une épaisseur suffisante pour éviter toutes les déformations lors de leur mise en œuvre.

Les vis de fixation seront de première qualité à très grand serrage et inoxydable chaque fois que les sujétions de montage l'imposeront.

7.3.2.2 - Entretien des ouvrages

Après réception et pendant la durée de garantie, le Cocontractant assurera l'entretien de ses ouvrages et devra, chaque fois qu'il y a sera requis, assurer les réglages et révision qui seraient nécessaires.

Si durant cette période, des défauts apparaissent, le Cocontractant devra y remédier à ses frais, jusqu'à ce que ces ouvrages aient été reconnus par l'architecte comme donnant entière satisfaction.



CHAPITRE VIII – REVETEMENTS DURS

8.1 - GENERALITES

8.1.1 - Étendue des travaux

Les travaux à réaliser par l'entreprise dans le cadre de son marché et des prestations du présent chapitre sont essentiellement les suivants :

- La pose des carreaux grès cérame de 5x5 au sol des salles d'eau et toilettes ; la pose des plinthes y correspondant ;
- La pose des carreaux de faïence 15x15 sur les murs des salles d'eau au droit des colonnes de douche, et sur les paillasse de cuisines avec un relevé de 45 cm;
- La réalisation des chapes bouchardées.
- La pose des carreaux grès cérame de 60x60 au sol des salles et bureaux; la pose des plinthes y correspondant ;

8.1.2 - Documents de références

Les ouvrages du présent chapitre devront répondre aux conditions et prescriptions des textes législatifs, réglementaires, techniques et technologiques en vigueur en république du Cameroun, ainsi qu'à ceux publiés ailleurs et rendus applicable au Cameroun dont notamment les suivants:

- DTU 52.1 : Revêtements de sols scellés
- DTU 55 : Revêtements muraux scellés destinés aux locaux d'habitation, bureaux et établissements d'enseignement
- DTU 53.1 : Revêtements de sol textiles.
- DTU 53.2 : Revêtements de sol plastiques collés.

Grandes surfaces : annexe 1 du DTU 52.1.

Dans le cas de revêtements scellés étanches : DTU 20.12 et 43.1 et Annexe 2 du DTU 52.1.

Cahier du CSTB.

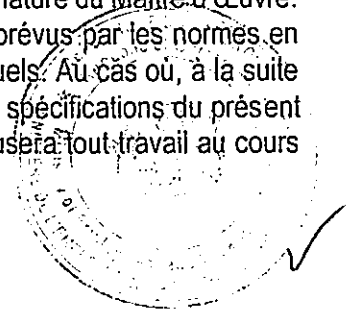
- 1835 : CPT d'exécution des enduits de lissage des sols intérieurs;
- 1836 : Directives pour le classement P des produits de lissage de sols;
- 2183 : Notice sur le classement UPEC et classement UPEC;
- 2193 : CPT de mise en œuvre des revêtements de sol textiles en dalles plombantes amovibles utilisées dans le bâtiment;
- 07-58 : Cahier des charges de préparation des ouvrages en vue de la pose des revêtements de sols minces.

8.2 - PRESCRIPTIONS RELATIVES AU MATERIAUX

8.2.1 - Généralités

Le Cocontractant sera tenu de fournir, à la demande du Maître d'Œuvre, un échantillon de chacun des articles prévus, tant appareillages que matériaux et prototypes.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée par Le Cocontractant sinon à ses risques et périls tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été matérialisée par la signature du Maître d'Œuvre. Ces échantillons seront appelés à subir des contrôles et essais conformes à ceux prévus par les normes en vigueur, aux règles de la profession ou à ceux prévus dans les documents contractuels. Au cas où, à la suite de ces essais, il serait constaté que les échantillons déposés ne répondent pas aux spécifications du présent document, le Maître d'Œuvre interdira l'emploi sur le chantier de ce matériau et refusera tout travail au cours



duquel il aura été employé. La fourniture d'un autre produit en remplacement de celui initialement prévu sera exigée et il sera procédé sur ce dernier, dans les mêmes conditions, aux mêmes essais que sur le précédent échantillon.

Le Cocontractant ne pourra prétendre à aucun délai supplémentaire ou indemnité à la suite du refus temporaire ou définitif d'un lot d'un type de matériel ou fourniture.

La fourniture de tous ces échantillons est à la charge du Cocontractant.

8.2.2 - Grès cérame

Les carreaux et accessoires de grès cérame devront provenir d'usines notoirement connues, correspondant au minimum aux fabrications CERABATI. Leurs dimensions et tolérances de fabrication seront celles définies par les normes NFP 61.311 à 61.314 ou le DTU n° 52.1 pour les éléments minces, étant entendu que la qualité de fabrication « bon choix » correspond au deuxième classement.

Les caractéristiques des carreaux de grès cérame fin vitrifié devront être garanties par le PV d'essais justifiant leurs qualités physiques.

8.2.3 - Faïence

Elles seront d'origine identique à celles des éléments de grès cérame CERABATI de caractéristiques définies par le DTU N° 55 et les normes 61.331 à 61.334

8.2.4 - Mortiers et coulis

Sauf spécifications contraires ci-après ou dans les prescriptions des fabricants, les mortiers et coulis employés seront les suivants :

Mortiers de pose des carrelages scellés : conformes à l'article 4.5 du DTU 52.1.

Coulis et mortiers pour joints :

- conformes à l'article 4.6 du DTU 52.1
- en ciment blanc
- en mortier ou produit spécial pour joints.

8.2.5 - Enduits de lissage

Les enduits de lissage seront exclusivement des produits livrés prêts à l'emploi, ceux préparés sur le chantier ne seront pas admis.

Tous les enduits de lissage devront faire l'objet d'un avis technique assorti d'un classement P au moins égal à celui du local à revêtir.

8.2.6 - Colles et mortiers-colles

Les colles et mortiers-colles seront obligatoirement, pour chaque type de revêtement, celui ou l'un de ceux préconisés par le fournisseur du revêtement considéré.

8.2.7 - Adhésifs

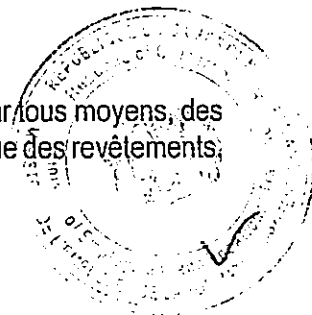
Les adhésifs seront obligatoirement, pour chaque type de revêtement de sol, celui ou l'un de ceux préconisés par le fournisseur du revêtement de sol considéré.

8.3 - PRESCRIPTIONS D'EXECUTION

8.3.1 - Règles de mise en œuvre

8.3.1.1 - Travaux préparatoires

Avant tout commencement de travaux, le présent lot aura à effectuer un nettoyage parfait par tous moyens, des supports, pour obtenir des surfaces débarrassées de tout ce qui pourrait nuire à la bonne tenue des revêtements.



Le présent lot aura toujours à exécuter avant toute pose de revêtement, une préparation du support par un enduit de lissage dit ragréage.

Le choix du type de produit à employer pour cet enduit de lissage sera du ressort de Le Cocontractant. Ce choix sera fonction de la nature et de l'état du support, de la nature du revêtement de sol prévu, des éventuelles conditions particulières du chantier et du classement UPEC du local considéré.

8.3.1.2 - Prescriptions générales

Lors de la pose des revêtements, la disposition et les alignements seront déterminés de manière à permettre une exécution avec un minimum de coupes de carreaux ; les coupes inévitables devront toujours être exécutées sous les plinthes ou en rive des locaux.

Toutes les entailles et découpes au droit des tuyauteries, robinets ou autres, devront être très soigneusement ajustées ; tout carreau comportant une découpe mal ajustée, ou fendue ou détériorée lors du découpage, sera immédiatement à remplacer.

Au droit des seuils et autres emplacements où le sol carrelage sera contigu à un autre type de sol, Le Cocontractant de carrelage aura à fournir et à poser un arrêt métallique constitué par un fer cornière de 30 x 30 mm.

A tous les angles saillants, et sur toutes les rives libres des revêtements verticaux, il sera fait emploi de carreaux spéciaux à bord arrondi ou à rive émaillée.

Même observation en ce qui concerne les angles saillants des plinthes.

Au droit des appareils sanitaires, le revêtement vertical en carrelage devra réaliser l'étanchéité absolue entre l'appareil sanitaire et la paroi, et à cet effet, le joint entre la gorge de l'appareil et le 1er rang de carrelage devra être un joint souple en produit pâteux genre Thiokol ou équivalent, la façon de ce joint étant à la charge du présent lot, y compris la fourniture du produit.

Dans le cas où il serait prévu un calepinage par le maître d'œuvre, la pose devra respecter ce calepinage.

8.3.1.3 - Joints de fractionnement

Le Cocontractant devra prévoir et réaliser tous les joints de fractionnement nécessaires, conformément aux prescriptions de l'article 4.73 du DTU 52.1. Sauf spécifications contraires au descriptif ci-après, ces joints devront être garnis avec un matériau pâteux en produit synthétique.

Ce produit devra justifier d'un Avis Technique le certifiant apte à cet usage.

8.3.1.4 - Règles de pose des revêtements scellés

Revêtement de sols :

Mode d'exécution et de pose :

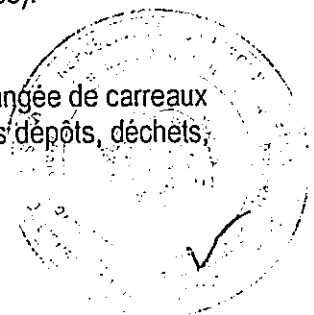
Tous les revêtements grès cérame seront exécutés sur les dalles livrées brutes. Les carreaux seront posés sur mortier de pose d'épaisseur suffisante, avec coulis entre les joints. Les joints seront coulés avant que le mortier de pose n'ait terminé sa prise afin d'assurer l'adhérence nécessaire. Le niveau fini des carrelages correspondra à celui des chapes.

Les joints de Gros œuvre seront respectés et traités dans la forme, dans le mortier de pose et dans le carrelage.

Le nettoyage devra avoir lieu sitôt après le raffermisssement des coulis de joints (début de prise).

Joints périphériques :

Pour les surfaces de revêtement supérieures à 12 m², un vide sera relevé entre la dernière rangée de carreaux et le bord inférieur de la plinthe. Le vide de ces joints périphériques sera débarrassé de tous dépôts, déchets, mortiers, puis rempli d'un matériau compressible, non pulvérulent.



Joint en carreaux. Les carreaux seront posés à joints réduits de 1 mm de large avec coulis de remplissage en ciment pur, couleur à définir par le Maître d'œuvre.

Cornières d'arrêt :

Fourniture et pose d'une cornière 40x40mm en acier à la jonction de deux revêtements de nature différente (carrelage/chape) et en nez de marche.

Tolérances de pose :

- planéité : 3 mm maximum sous règle de 2 m longueur promenée en tous sens
- niveau : aucun point de carrelage ne doit se trouver à plus ou moins 2 mm de la cote 0.00 rapportée au trait de niveau.

Revêtement de murs :

Les carreaux de faïence proposés seront de choix commercial. L'émail sera régulier de ton uniforme sans gerçures ou craquelures.

Ils seront posés à la colle ou au mortier de ciment, joints réduits, bord vif émaillé. Les joints seront garnis avant que le mortier de scellement n'ait terminé sa prise afin d'assurer l'adhérence nécessaire.

En cours de pose du revêtement, le carreleur devra l'exécution de toutes les découpes nécessaires dans le revêtement faïence pour le passage des canalisations et tuyauteries diverses ainsi que pour l'encastrement de tous boîtiers électriques (prises, interrupteurs) ou de distribution de fluides divers.

Le nettoyage devra être effectué dès le début de prise des joints.

8.3.1.5 - Largeur des joints

La pose des carrelages se fera soit à joints larges, soit à joints serrés, selon le type de carrelage et au choix du Maître d'Œuvre.

Pour les joints dits larges, la pose se fera à la grille ou avec emploi de cales.

Le terme "joints dits larges" s'entend jusqu'à 10 mm de largeur.

8.3.1.6 - Règles de pose des revêtements collés

Les revêtements de sols seront collés en plein sur le support, à simple ou à double encollage selon le type de revêtement de sol mis en œuvre. La quantité d'adhésif employée sera telle qu'elle assure une adhérence parfaite du revêtement, sans toutefois que par suite de surabondance d'adhésif, celui-ci ne reflue par les joints.

En tout état de cause, la mise en œuvre du revêtement de sol devra être réalisée conformément aux prescriptions de mise en œuvre de l'agrément CSTB ou à défaut suivant celles du fabricant.

Les couvre-joints au droit des jonctions de sols de natures différentes seront très soigneusement coupés de longueur et ajustés dans la feuillure de l' huisserie ou du bâti. Ils seront obligatoirement disposés exactement dans l'axe de l'épaisseur de la porte.

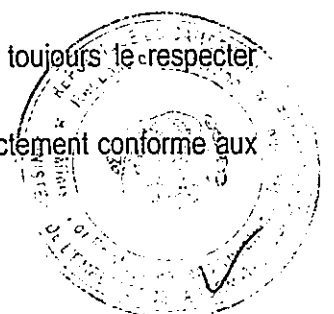
Ceux en métal seront fixés par vis à tête fraisée, ces vis disposées dans l'axe du couvre-joint à espacement régulier. Les têtes de vis seront toujours en métal de même aspect et traitement que le couvre-joint.

Les tracés et les alignements seront déterminés de manière à permettre une exécution avec un minimum de coupes de dalles. Les coupes inévitables devront toujours se faire en rives de revêtements.

Les alignements devront toujours être symétriques par rapport à l'axe du local.

Dans le cas où il serait prévu un calepinage par le Maître d'Œuvre, la pose devra toujours le respecter scrupuleusement.

Pour les revêtements à joints soudés, ces soudures seront réalisées d'une manière strictement conforme aux prescriptions du fabricant.



8.3.1.7 - Niveaux des sols finis

Les différents revêtements de sols (carrelages, sols minces, etc.) devront toujours être au même niveau au droit des jonctions, et présenter un affleurement parfait.

Toutes dispositions utiles devront être prises à ce sujet, en accord avec les entrepreneurs des autres corps d'état.

8.3.1.8 - Raccord

Dans le cadre de l'exécution de son marché, Le Cocontractant aura implicitement à sa charge l'exécution de tous les raccords de carrelages au droit des scellements, passages de tuyaux ou autres, afférents aux travaux des autres corps d'état.

8.3.2 - Joints de dilatation

Dans le cas où des revêtements seraient à poser au droit des joints de dilatation, le présent lot devra les respecter lors de l'exécution des revêtements.

Pour l'exécution de ces joints, Le Cocontractant soumettra au Maître d'Œuvre avant le début des travaux, les dispositions qu'il compte prendre pour cette exécution.

Quelle que soit la solution adoptée, les joints devront être étanches aux eaux de lavage.

8.3.3 - Nettoyage et protection des revêtements

Immédiatement après pose, les revêtements de sols seront soigneusement nettoyés à l'aide de produits adéquats par le présent lot, et ce dernier devra en assurer la protection jusqu'à la réception.

Dans certains cas, en fonction des conditions particulières du chantier et de la nature du revêtement de sol, le présent lot pourra se trouver amené à assurer une protection absolument efficace par tout moyen de son choix.

CHAPITRE IX – ELECTRICITE (COURANTS FORTS – COURANTS FAIBLES)

9.1 - GENERALITES

9.1.1 – Etendue des travaux

Les travaux à réaliser au titre du présent chapitre ont pour objet la fourniture et la mise en œuvre complète des équipements nécessaires aux installations électriques.

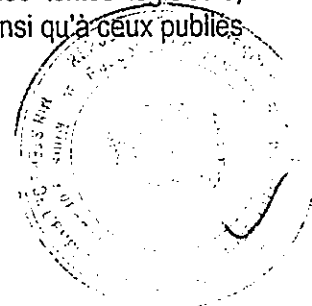
Les travaux à exécuter au titre du présent chapitre comprendront:

- la réalisation de la colonne montante ;
- liaison compteur disjoncteur fourni par l'AES SONEL
- la fourniture et la pose d'un tableau de protection sur lequel seront groupés :
 - Un coffret de distribution pour les circuits lumière et prise de courant ;
 - La distribution aux différents points lumineux et prises de courant ;
- La fourniture et la pose des interrupteurs, prises de courant, boutons poussoirs et luminaires ;
- Le réseau de mise à la terre ;
- Les mises à la terre et liaisons équipotentielle des masses métalliques en salle d'eau.

9.1.2 – Documents de référence

Les ouvrages du présent chapitre devront répondre aux conditions et prescriptions des textes législatifs, réglementaires, techniques et technologiques en vigueur en République du Cameroun, ainsi qu'à ceux publiés ailleurs et rendus applicables au Cameroun dont notamment les suivants:

9.1.2.1 -Normes et DTU



Installations électriques

L'installation électrique sera conforme aux normes et règlements en vigueur. Les travaux devront être exécutés selon les normes en vigueur, et en particulier :

- La norme NF - C11-201 : Réseaux de distribution publique d'énergie électrique ;
- La norme NF - C14-100 : Installation de branchement à basse tension ;
- La norme NF - C15-100 : Installation électriques à basse tension;
- La norme NF - C15-103-107 : Installation électrique à basse tension, guide pratique.
- Le DTU n°70.1: Installation électrique des bâtiments à usage d'habitation.
- La norme NF - C17-100 : Protection contre la foudre.

Les dispositions ci-après ne sauraient se substituer aux prescriptions officielles et la priorité sera toujours donnée aux règlements que le Cocontractant s'engage à observer même s'ils correspondent pour lui à une solution plus onéreuse que ce qu'il avait prévu en soumissionnant.

Les prescriptions imposées par la Société distributrice d'énergie électrique seront toujours prises en considération s'il y a contradiction avec les prescriptions ci-dessus ou les prescriptions du présent CCTP.

Le Cocontractant ne pourra jamais arguer de son ignorance des exigences du concessionnaire de distribution pour se dérober à ses obligations de constructeur ou pour demander un quelconque supplément de prix.

9.1.3 - Base de calcul

Le présent article définit les bases et les méthodes de calcul à employer, pour déterminer les éléments des installations électriques. L'entrepreneur est tenu d'effectuer les calculs nécessaires à la réalisation du projet compte tenu des prescriptions ci-dessous qui prévaudront sur les schémas ou plans du présent Dossier d'Appel d'Offres en cas de non concordance.

9.1.3.1 -Définition des puissances d'installations

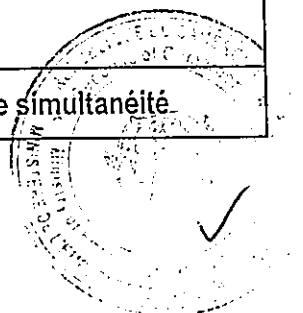
Afin de déterminer les caractéristiques des alimentations nécessaires et de procéder au dimensionnement de la colonne montante d'électricité, la puissance de l'installation en énergie permanent, devra être estimée à partir des puissances nominales des appareils, et en leur appliquant les facteurs d'utilisation et de simultanéité suivante :

a) Facteur d'utilisation

Facteur d'utilisation Ku Norme NF C15-100 : § 311-2-4		
	Type d'utilisation	Facteur d'utilisation maxi
	Industrielle (récepteur à moteur)	0,75
	Eclairage, chauffage	1

b) Facteur de simultanéité

Facteur de simultanéité Ks Tableau Général, tableau secondaire		
(distribution industrielle BT : norme NF C 63-410) si les conditions de charge sont inconnues :		
	Nombre de circuits	Facteur de simultanéité



	2 et 3	0,9
	4 et 5	0,8
	6 à 9	0,7
	10 et plus	0,6

Facteur de simultanéité Coffrets divisionnaires, terminaux (norme NFC 15-100 § 311-3)	
Type d'utilisation	Facteur de simultanéité
Eclairage, chauffage électrique, conditionnement d'air de pièce, chauffe-eau	1
Prises de courant (N = nb de prises de courant alimentées par le même circuit)	0,9 0,1 + ----- N
Appareils de cuisson	0,7

c) Nombre de circuits terminaux

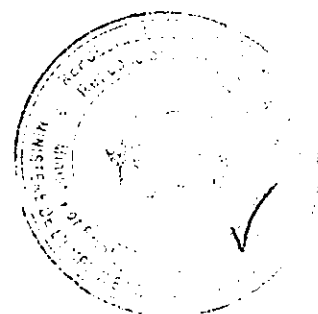
Le nombre et la puissance des circuits terminaux seront déterminés par l'une des méthodes ci-après :

1. Le nombre d'appareils fixes ou des socles de prises de courant alimentés par chaque circuit sera limité de façon que la puissance calculée ne soit pas supérieure à celle correspondante au courant admissible dans les conducteurs du circuit en tenant compte de l'utilisation prévue des locaux desservis. Il ne sera pas nécessaire de limiter le nombre de points desservis par un circuit terminal lorsque des facteurs de simultanéité pourront être appliqués compte tenu de la surface desservie.
2. Lorsque aucun facteur de simultanéité ne pourra pas être estimé, chaque utilisation fixe devra être évaluée à sa puissance nominale, et chaque socle de prise de courant devra être considéré comme une utilisation fixe correspondant au courant nominal de la prise courant. La somme des puissances alimentées à un circuit terminal ne devra pas être supérieure à celle correspondant au courant admissible dans les conducteurs de ce circuit.
3. Des circuits spéciaux sont prévus pour l'alimentation des appareils de forte puissance, ces circuits étant déterminés en fonction de la fonction de la puissance des appareils d'utilisation.

9.1.3.2 - Niveau d'éclairage

Ces niveaux sont calculés à partir de la formule :

$$F = \frac{E * S * D}{U * R}$$



Où

F = est le flux en lumens

D = est le facteur compensateur de dépréciation = 1,75

E = l'éclairement moyen à maintenir en lux

S = la surface du local à éclairer en m²

U = L'utiliance

R = rendement de luminaire (normalisé)

Hauteur du plan = 0,90 m

Eclairement des locaux :

- bureaux et pièces principales 425 lux
- circulations et dégagements 100 lux
- locaux techniques 200 lux

9.1.4 - Dossier d'exécution

PLANS

Sur les plans d'exécution de l'entreprise, composé à partir des plans d'architectes, seront portés avec le maximum de précision, le passage des canalisations, l'emplacement des tableaux, des points lumineux, interrupteurs et prise de courant. L'entreprise établira, les plans guides de Génie civil sur lesquels seront reportés d'une façon précise l'aménagement du local technique, les gaines, les réservations à prévoir, les positionnements des fourreaux et toute disposition se porteront à la coordination dimensionnelle des ouvrages.

Ces plans seront soumis, immédiatement à tout commencement d'exécution du BET et du bureau de contrôle.

SCHEMAS

Sur les schémas d'installation, seront précisés:

- La nature, les calibres, le réglage et le nombre de déclencheurs des appareils de protection ;
- Le nombre, la longueur, et la section des conducteurs ;
- La puissance ou intensité prévue pour chaque circuit terminal ;
- La puissance de court-circuit à chaque niveau de la distribution ;
- La pouvoir de coupure des appareils.

9.2 – PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX MATERIAUX

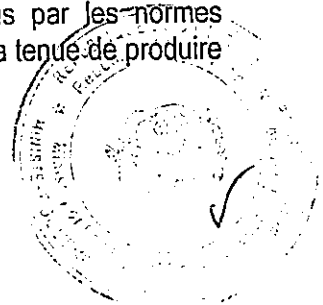
9.2.1 - Origine et qualité des appareils

D'une manière générale, et sans que cela soit nécessairement rappelé dans les documents descriptifs, toutes les fournitures, matériaux, appareillages, etc... devront être conformes aux normes homologuées au moment de l'exécution des travaux, du point de vue fabrication, caractéristiques, montage, mise en œuvre et emploi.

Le matériel ou l'appareillage, chaque fois qu'il entre dans la catégorie de celui-ci, est estampillé suivant le label "NF USE", et devra porter cette marque.

En l'absence de normes, toutes les fournitures, matériels et appareillages, etc... devront être de première qualité et de fabrication suivie et courante.

De toute manière, l'entrepreneur est tenu de fournir toutes les justifications de provenance, et de fournir tous les échantillons qui lui seraient demandés en vue d'essais, conformément à ceux prévus par les normes correspondantes en vigueur et aux règles de la profession. Dans cet esprit, l'entreprise sera tenue de produire à l'appui de sa soumission, un état des fournitures, matériels et appareillage mis en place.



Il est précisé que les caractéristiques techniques des appareils et matériels indiqués ne sauraient en aucun cas engager la responsabilité du Maître de l'Ouvrage et du Maître d'Œuvre.

Il appartient à l'entrepreneur qui demeure seul responsable des travaux, de vérifier et contrôler l'origine des matériels et appareillages, selon des caractéristiques et principes de fonctionnement de chaque organe intéressé.

9.2.2 - Conducteurs

La section des conducteurs actifs sera déterminée en fonction des intensités admissibles :

- de chutes de tension ;
- de leur protection amont.

Notamment, il y aura lieu de tenir compte des tableaux 52C à 52 H pour les intensités admissibles compatibles avec l'échauffement et des tableaux 53A et 53B de la norme NFC 15.100.

Nature

Les conducteurs actifs et de protection (terre) seront en cuivre et isolés, série U 500 V.

Section

- 1,5 mm² pour les circuits des foyers lumineux fixes
- 2,5 mm² pour les circuits des socles de prises de courant confort
- 4 mm² pour le circuit chauffe-eau et climatiser.
- 6 mm² pour le circuit appareil de cuisson

Couleurs

- Phase : toutes couleurs sauf bleu-gris, bleu-clair, vert, jaune, bicolore vert-jaune
- Neutre : bleu-clair
- Protection : bicolore vert-jaune.

Canalisations

Nature des conduits

Les conduits utilisés seront les suivants :

- . montage encastré IRO – ICO – ICD
- . montage apparent IRO – ICO – ICD gris

En montage encastré, l'emploi du conduit ICD orange n'est autorisé que si la longueur non encastrée aux extrémités ne dépasse pas 11 cm.

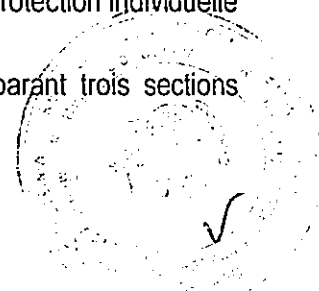
Montage en huisserie métallique

Les canalisations passant dans les huisseries métalliques doivent être constituées par des conducteurs isolés posés sous conduit isolant autre que l'ICD orange.

Conduit à utiliser

Un conduit ne doit en principe contenir que les conducteurs d'un même circuit. Cependant, Le Cocontractant peut faire passer dans un même conduit les conducteurs de trois circuits au maximum, à condition que :

- chaque circuit soit issu d'un même disjoncteur de branchement et comporte une protection individuelle contre les surintensités,
- les sections de conducteurs actifs ne diffèrent pas de plus de l'intervalle séparant trois sections normalisées successives,



- la section totale de l'encombrement des conducteurs ne soit pas supérieure au tiers de la section intérieure du conduit.

9.3 - PRESCRIPTIONS D'EXECUTION

9.3.1 - Mise à la terre

Le schéma de liaison à la terre de l'installation sera du type neutre à la terre (TT)

Connexions équipotentielles

Les connexions équipotentielles seront réalisées sur les sanitaires et, en général, dans les locaux où se trouvent des installations de distribution d'eau ; elles seront réunies en seul point au conducteur de protection le plus proche.

Prise de terre

La résistance des prises de terre devra être inférieure ou égale à 3 Ohms. Une mesure préalable de la résistivité du terrain sera exécutée par l'entreprise adjudicataire lui permettant d'obtenir cette résistance de la façon la plus économique.

Dans le cas où cette valeur ne serait pas atteinte, l'entreprise adjudicataire devra l'établissement d'un nombre de prises localisées interconnectées à la prise de terre à fond de fouilles jusqu'à obtenir la valeur requise.

Des barrettes de sectionnement permettront d'effectuer des mesures de surveillance de la résistance. Les barrettes ne pourront être démontées qu'à l'aide d'un outil spécial pour empêcher toute intervention d'un personnel non qualifié.

Les liaisons entre conducteurs enterrés devront être réalisées par brasure, de façon très soignée. La qualité de la brasure sera choisie pour empêcher la formation de couples électrolytiques et il ne sera pas fait usage d'acide pour le décapage.

Constitution des prises de terre localisées

Les prises de terre localisées seront soit verticales soit horizontales. Le choix du mode de réalisation sera fait en fonction sera fait en fonction des caractéristiques du terrain où elles seront implantées. La prise de terre sera constituée d'un conducteur de fil nu, d'une section supérieur ou égale à 29 mm², enterré à fond de fouilles, et formant boucle autour du bâtiment. Ce conducteur pourra être constitué soit par un câble de constitution conforme à la norme NF 32-012, choisi dans l'une des classes 2, 3, 4, 5, ou 6 soit par une tresse plate ou cylindrique.

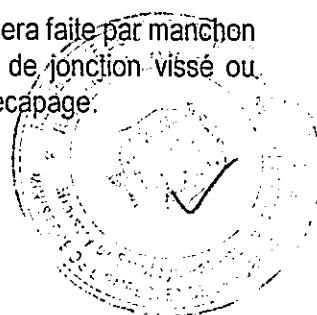
Il ne sera utilisé ni câble rigide de classe 1, ni barre, ni rond. Ce conducteur sera entre 2 couches de 10cm de terre végétale exempte de corps durs. En cas de nécessité ce conducteur pourra être relié à des pieux pour atteindre la valeur donnée de la résistance. Ces pieux seront en acier revêtu d'une couche épaisse de cuivre. La liaison cuivre-acier devra être de très haute qualité afin d'empêcher la formation de couples électrolytiques entraînant la destruction des pieux.

Si l'entreprise adjudicataire réalise la prise de terre de façon différente, elle devra avant le début des travaux en aviser le maître d'Œuvre.

Sortie des prises de terre

Chaque prise de terre aboutira à l'intérieur du bâtiment, sur une barrette de sectionnement montée sur support isolant. La liaison entre la prise de terre et sa barrette de sectionnement sera réalisée en conducteur isolé, en cuivre de 29mm² de section. Ce conducteur sera relié à la prise de terre par l'intermédiaire d'un accessoire de connexion comportant soit un serre-câble, soit une borne de branchement.

S'il est nécessaire de rallonger la sortie du conducteur de terre la jonction entre les brins sera faite par manchon serti (genre manchon AMP) ou par manchon brasé, à l'exclusion de tout accessoire de jonction vissé ou boulonné. Dans le cas d'utilisation de brasure, il ne sera pas fait usage d'acide pour le décapage.



Repérage des prises de terre

Chaque barrette de sectionnement sera repérée par des étiquettes gravées portant les indications suivantes :

- Désignation de la prise de terre "vers prise de terre" du côté de la borne reliée à la prise de terre.
- Désignation de l'installation reliée, du côté de la borne reliée à l'installation (neutre, masses, interconnexions, etc.)

Bornes de mesure

Chaque prise de terre sera accompagnée d'une borne de mesure. Cette borne permettra le serrage d'un conducteur de 1,5mm² ou plus. Elle sera placée près d'une barrette de sectionnement et reliée à la borne prise de terre de la barrette. Elle pourra éventuellement être intégrée à la barrette de sectionnement.

La protection contre la foudre (paratonnerre)

Pour ce bâtiment, il est prévu la mise en place d'un paratonnerre à dispositif d'amorçage dont le but est de protéger les installations électriques du site contre les coups de foudre directs.

Les installations devront être conformes :

- à la norme NFC 17-102 de juillet 1995 ;
- aux prescriptions particulières du fabricant du matériel installé.
- Le paratonnerre à installer présentera les caractéristiques d'un système totalement autonome dont l'activité ne devra s'exercer qu'en cas de risque de foudroiement

9.3.2 –Colonnes montantes

9.3.2.1–Coupe Circuit Principal Collectif (CCPC)

- Coffret de type Armoire "coupure réseau", ECP3D ou C400/P200 ;
- Ce coffret est à installer en limite de propriété et doit être accessible en permanence depuis le domaine public.

9.3.2.2–Liaison CCPC – premier distributeur

Les fourreaux doivent déboucher hors-sol, être posés en fond de fouille dressés, et être du type TPC.

Le câble de puissance utilisé doit correspondre aux standards utilisés par la Société distributrice d'énergie électrique (AES/SONEL).

Le raccordement dans le CCPC est à la charge du Cocontractant.

L'étanchéité au niveau du raccordement sera réalisée au moyen d'une tête thermo rétractable de type E4R.

Les cosses de raccordement de type Cu/Alu seront soit serties, soit vissées en utilisant un système approprié de vis à rupture mécanique.

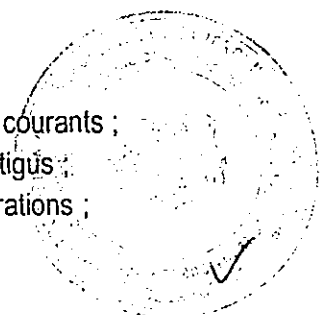
Le premier distributeur doit être de type "arrivée", afin de :

- Permettre le changement de nature de conducteur entre la câble de liaison (Alu) et la colonne ;
- Permettre une réalimentation directe par moyen autonome en cas d'accident réseau prolongé.

9.3.2.3–Gaine de colonne électrique

Caractéristiques des parois pour fixation distributeurs et canalisations :

- Epaisseur minimum 15 cm ;
- Solidité nécessaire pour assurer la fixation correcte du matériel par des moyens courants ;
- Une épaisseur suffisante pour assurer la sécurité des occupants des locaux contigus ;
- Une constitution et une mise en œuvre n'exposant pas les canalisations aux vibrations ;



- Les matériaux des parois sont non combustibles classe M0.

9.3.2.4–Canalisation collectives

Les canalisations collectives seront constituées de câbles ou es barres utilisables en cuivre ou en aluminium.

Pour l'installation de câbles de grosse section, les unipolaires sont recommandés.

Aucune coupure des conducteurs n'est admise en dehors des points de changement de sections situés au minimum tous les 3 étages (câbles uniquement).

9.3.2.5–Distributeurs

Au niveau du distributeur, il est demandé d'assurer au mieux un équilibrage des phases (ce point sera contrôlé lors de la réception).

Le distributeur sera de type Coupe Circuit Principal Individuel (CCPI).

9.3.2.6–Dérivations individuelles

Les câbles (logement) et les pilotes doivent être correctement repérés. Les couteaux seront fournis par l'Entrepreneur.

Si la dérivation individuelle chemine en parallèle du réseau intérieur (NF C15-100), le compartiment de goulotte utilisé sera muni d'un dispositif de fermeture indépendant des autres compartiments.

Dans tous les cas, on privilégiera le trajet le plus court entre la colonne montante et le tableau de comptage du client, en tenant compte que :

- Le parcours des dérivations individuelles ne doit pas empiéter sur un local privé autre que celui desservi ; les dalles de gros œuvre ne font pas partie des locaux privés
- Les dispositions prises doivent être telles qu'il soit toujours possible de tirer sans effort excessif les conducteurs ou les câbles dans leur parcours encastrés.

9.3.2.7–Tableau de comptage

Les compteurs seront placés dans la gaine de colonne

Le disjoncteur sera placé à l'intérieur du logement et de type coupure omnipolaire différentiel sélectif.

9.3.3 - Tableaux de distribution secondaires

Ils assureront : la répartition, la protection et la commande des circuits éclairage, prise de courant, climatisation et divers. Ils seront protégés par des disjoncteurs différentiels et / ou des interrupteurs différentiels à actions instantanées. En aval des disjoncteurs / interrupteurs différentiels, les circuits terminaux seront protégés par des disjoncteurs. Ils sont alimentés à partir des coffrets de raccordement.

Chaque conducteur sera repéré et clairement identifié dans le circuit et les plans de recollement.

Les circuits seront aussi identifiés conformément à la Norme C15 – 100. La répartition des circuits obéira strictement à la Norme C15 – 100.

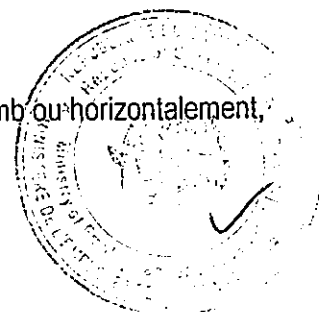
Les calibres des appareils de coupure seront ceux obtenus après déclassement en température et en mode de pose.

9.4 - RÈGLES ET PRESCRIPTIONS DE MISE EN ŒUVRE

En complément aux conditions et prescriptions de mise en œuvre énoncées dans les documents de références contractuels visés dans le présent document, il est précisé:

9.4.1 - Installations apparentes

Tous les conduits, moulures, etc. seront posés avec soin, disposés parfaitement d'aplomb ou horizontalement, parallèle, le cas échéant.



Les angles des moulures et plinthes assemblés d'onglet. La fixation de tous les ouvrages et appareillages apparents sera par tous les moyens en fonction de la nature du support.

Cependant les canalisations en montage apparent des circuits terminaux doivent être, autant que possible, évitées.

9.4.2 - Installations encastrées

D'une manière générale, toutes les installations seront encastrées ou posées dans le vide des constructions.

Les canalisations seront noyées sous tube plastique (ICD-IRO) dans les dalles de plancher ou murs et cloisons maçonnés, soit par incorporation au moment du coulage soit lors de la mise en œuvre conformément aux prescriptions de la Norme NF C 15.100.

Pour les conduits, boîtes, etc. noyés au coulage du béton, l'entrepreneur aura implicitement à sa charge :

- -le traçage et l'implantation sur les coffrages ;
- -la fixation sur les coffrages et les armatures, selon le cas ;
- le contrôle de leur pérennité lors du coulage du béton ;
- la vérification de la bonne implantation des boîtes et autres après décoffrages.

L'entrepreneur sera seul responsable envers le Maître d'Ouvrage Délégué de tous désordres éventuels constatés après décoffrage, et il aura tous travaux de reprises nécessaires à sa charge.

L'entrepreneur devra respecter les normes en vigueur et le DTU 70.1, le cas échéant, concernant les conditions d'encastrement des canalisations avant et pendant la construction.

9.4.2.1 -Canalisations de distribution intérieure – circuits terminaux

Les circuits terminaux sont ceux qui alimenteront directement les appareils d'utilisation (appareils d'éclairage, prises de courants et autres usages divers).

Les circuits terminaux ont pour origine les bornes avals du tableau de protection et la limite se situe au niveau du dernier point raccordé. Dans le présent article la limite aval sera située au droit de la dernière dérivation. On utilisera pour les raccordements les cosses à sertir en cuivre ou en alliage de cuivre conforme à la norme en vigueur.

9.4.2.2 - Equipements intérieurs des logements :

Les interrupteurs, prises, luminaires, boutons poussoirs et autres seront choisis dans la gamme recommandée par PROMO TELEC. Les prises seront avec éclipse de protection. Les luminaires seront compressés.

La pose devra permettre la coexistence courant fort – courant faible.

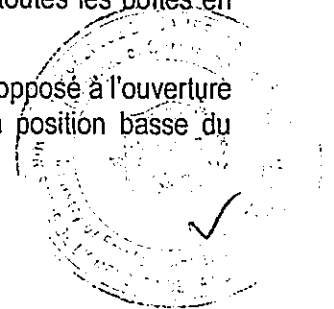
Dans les parties plafonnées, les canalisations seront placées sous tube 100 ou similaire au-dessus de ces plafonds dans le vide de construction.

Le petit appareillage (interrupteurs, prises de courant, connexions en attente) sera installé dans une boîte d'encastrement, montage à griffes. Il sera choisi dans la Gamme NEPTUNE de chez LEGRAND ou similaire.

Tous les points lumineux des services généraux (hall, escaliers, locaux communs) sont livrés avec luminaires et ampoules de 60 W.

Toutes les prises de courant sont prévues avec une broche terre, raccordée au conducteur de protection. Une borne terre en attente et raccordée au conducteur-protection se trouve également dans toutes les boîtes en attente.

L'axe des interrupteurs sera placé à 1,40m du sol et à 15 cm du cadre des portes, du côté opposé à l'ouverture des portes. Chaque interrupteur sera posé de sorte que l'allumage soit obtenu par la position basse du mécanisme.



L'axe des prises de courant sera à 30 cm du sol sauf dans les pièces humides, cuisines comprises, où elles seront à 1,20 m du sol (sauf éventuellement réservation cuisinière à 30 cm du sol). Chaque prise sera posée la broche de terre orientée vers le haut.

Le tableau de répartition et de protection des circuits est du type modulaire LEGRAND ou similaire équipé de disjoncteurs différentiels.

Les circuits points lumineux d'éclairage et prises de courant sont séparés. Leur nombre, variable selon l'importance du logement, est déterminé suivant les prescriptions du D.T.U. 70.1.

Prévoir des fourreaux téléphone et télévision dans la gaine technique avec ramification dans les appartements selon les normes de concessionnaires locaux.

Prévoir des boîtes de réservations y compris fourreautage et filerie pour pose ultérieure de disjoncteur au droit des emplacements des cages de climatiseurs (localisation séjour et chambres). et à partir du tableau de protection, circuit avec boîte de connexion en attente pour chauffe-eau, cuisinières, climatiseurs.

9.4.3 - Isolement phonique

L'isolement phonique entre locaux exigé, le cas échéant, devra être préservé et l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions nécessaires à ce sujet, et notamment :

- aucune saignée ou tranchée d'encastrement ne devra se trouver face à face de part et d'autre d'une paroi en maçonnerie ;
- aucune boîte encastrée ne devra se trouver face à face de part et d'autre d'une paroi à moins de 0,25 m d'axe en axe.

9.4.4 - Encastrement dans cloisons minces

Lors de l'exécution des saignées d'encastrement dans les cloisons minces, l'entrepreneur devra prendre toutes précautions et respecter les prescriptions suivantes :

- la saignée ne devra jamais traverser l'épaisseur de la cloison et la paroi opposée du matériau constitutif devra rester continue. Les saignées verticales devront toujours être réalisées le long des huisseries ou en bout de paroi et elles ne couperont jamais un panneau en son milieu, sur toutes hauteurs ;
- les saignées ne seront jamais d'un tracé biais.

Faute de se conformer aux prescriptions ci-dessus, l'entrepreneur en supportera toutes les conséquences.

9.4.5 - Fixation d'équipements lourds

Les appareils tels que tableaux, armoires métalliques, etc., seront toujours solidement fixés au gros œuvre, suivant le cas et en fonction de leurs dimension et de leurs poids, soit par vis sur chevilles, soit par pattes à scellement vissées, soit par ferrures à scellement.

9.5 - CONTRÔLES ET VÉRIFICATIONS – ESSAIS

En fin de travaux et avant réception, il sera procédé aux contrôles, vérifications et essais des installations.

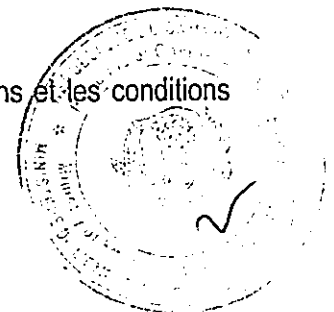
Ces essais seront effectués en présence de l'entrepreneur par l'organisme chargé du contrôle.

L'entrepreneur devra mettre à disposition le personnel et les matériels nécessaires aux essais.

Tous les frais consécutifs aux contrôles, vérifications et essais sont à la charge de l'entrepreneur.

9.5.1 - Contrôle et vérification des installations

Vérification systématique de la conformité des installations et équipements avec les plans et les conditions techniques fixés.



Vérification des différentes fournitures faites pour s'assurer que celle-ci sont conformes aux caractéristiques techniques imposées.

Vérification de la tenue et de la fixation des équipements.

Vérification des mesures prises en matière de repérage des circuits et contrôle de la mise en place de toutes les étiquettes et plaques signalétiques nécessaires.

9.5.2 - Essais pour répondre à la norme NF EN 60-439-1

L'entrepreneur devra réaliser les essais suivants :

- le câblages et fonctionnement électrique (conformité par rapport au schéma, section des conducteurs, distances d'isolement, tec.) ;
- -l'isolement (essai sur le tableau terminé) ;
- -les mesures de protection (présence des protections sur les parties sous tension)

9.6 - GARANTIE

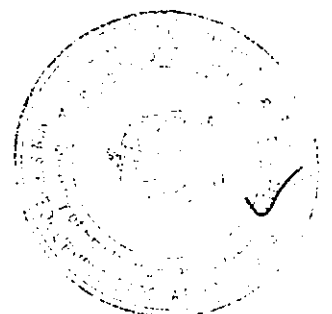
La période de garantie est celle de l'année de parfait achèvement, à savoir 1 an à compter de la date de la réception provisoire.

Le Maître d'Ouvrage Délégué se réserve le droit de procéder pendant la période de garantie à toutes nouvelles séries d'essais qu'il jugera nécessaires après avoir averti l'entreprise en temps utile.

L'entreprise dispose d'un délai de 48 heures sauf accord contraire avec le maître de l'ouvrage pour remédier aux désordres dès la notification de ceux-ci ; passé ce délai, le maître de l'ouvrage peut faire exécuter ces travaux aux frais, risques et périls de l'entrepreneur défaillant.

Toutefois, cette garantie ne couvre pas :

- les travaux d'entretien normaux ainsi que les matières consommables ;
- les réparations qui seront les conséquences d'un abus d'usage ;
- les dommages causés par les tiers.



CHAPITRE X – PLOMBERIE SANITAIRE

10.1 - GENERALITES

10.1.1 - Étendue des travaux

Les travaux à réaliser par le Cocontractant dans le cadre de son marché et du présent chapitre sont essentiellement les suivants:

- La pose des canalisations d'alimentation eau froide ;
- L'installation d'une colonne montante d'alimentation en eau potable ;
- La pose des canalisations d'évacuation des eaux usées et des eaux vannes ;
- La pose et le raccordement des appareils sanitaires et de leur robinetterie ;
- L'installation d'un réseau incendie armé ;
- Les réglages et essais

Prestations de la compagnie des eaux (CDE)

La prestation du présent entrepreneur débutera à la bride ou vanne de sortie du compteur général posé par la Compagnie des Eaux.

Le Cocontractant devra se faire confirmer la pression par la Compagnie des Eaux et prendra toutes dispositions nécessaires en conséquence.

Par hypothèse, la pression d'eau minimum à l'arrivée au compteur sera prise égale à 3 bars maximum.

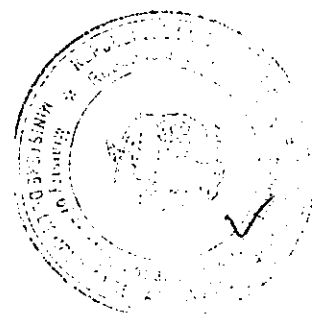
10.1.2 - Documents de référence

Les ouvrages du présent chapitre devront répondre aux conditions et prescriptions des textes législatifs, réglementaires, techniques et technologiques en vigueur en République du Cameroun, ainsi qu'à ceux publiés ailleurs et rendus applicable au Cameroun dont notamment les suivants:

Normes, DTU et réglementation

Les documents techniques unifiés français (DTU) suivants :

- .60-1- Plomberie sanitaire et ses additifs n° 1, 2, 4 et 5
- 60-31, 60-32, 60-33 - Travaux de canalisations en chlorure de polyvinyle non plastifié eau froide sous pression descente d'eaux pluviales.
- 60-41- Travaux de canalisations en PVC pour évacuation des eaux usées.
- Les normes françaises homologuées dans leur dernière édition connues au jour de la signature du marché et notamment les normes des séries :
- P41 relative aux conditions d'exécution et aux dimensionnements des ouvrages de plomberie et d'installations sanitaires urbaines.
- P42 relative aux appareils sanitaires
- E29 relative aux accessoires pour tuyauterie et robinetterie.
- A49 relative aux tubes en acier.
- S61-201 relative aux robinets incendie armés.
- A52 et A53 relatives au cuivre.
- A55 relative au zinc, plomb et alliages.
- A68 relative aux tubes cuivre
- A91 relative aux revêtements mécaniques



- D10, D11, D12, D18 relatives aux équipements sanitaires
- P16 relative aux canalisations d'assainissement
- S61 relative au matériel de lutte contre l'incendie
- T54 relative aux tubes en matière plastique
- Règlements de sécurité contre l'incendie relatif aux établissements recevant du public.

10.1.3 - Règles d'établissement du projet

10.1.3.1 - Dimensionnement du réseau eau froide

Débits de base

Les débits de base à respecter pour l'alimentation des appareils en eau froide et en eau chaude seront les suivants :

- Lavabo et vasque 0,2 l/s
- Robinet de lavage (bac à laver) 0,42 l/s
- Bouches d'arrosage 0,42 l/s
- W.C à réservoir de chasse 0,12 l/s
- Urinoir à action siphonique.. 0,50 l/s

Simultanéité

La simultanéité sera estimée à partir de la courbe du R.E.E.F. 58 pour les appareils autres que les appareils de chasse. On pourra aussi utiliser le tableau des coefficients de simultanéité de l'article 4.3.1.1 des normes NFP 41201 à 204.

Vitesse d'écoulement maximale

- Canalisation d'amenée d'eau froide au bâtiment 2,00 m/s
- Réseaux généraux en locaux techniques 1,50 m/s
- Réseaux généraux hors locaux techniques 1,20 m/s
- Colonnes et alimentations particulières 1,00 m/s

Pression

Pression minimale résiduelle au robinet le plus défavorisé : 1,5 bar pression au robinet le plus exposé : 3 bars.

Diamètre minimum

- 15/21 pour l'acier galvanisé
- 10/12 pour le tube cuivre
- 20 pour le P.V.C pression.

Alimentation eau froide

- Cabine de douche DN 21/25
- Lavabo et vasque DN 21/25
- Robinet de lavage DN 21/25
- Bouches d'arrosage DN 21/25
- W.C à réservoir de chasse DN 21/25
- Urinoir à action siphonique. DN 21/25
- Colonne RIA TAG DN 33/42
- Raccordement RIA TAG DN 26/34

10.1.3.2 - Calcul des réseaux eaux usées et eaux vannes

Débit de base des appareils (d'après R.E.E.F)



▪ Cabine de douche	0.5 l/s
▪ Lavabo et vasque	0.75 l/s
▪ Robinet de lavage	0.75 l/s
▪ Bouches d'arrosage	0.75 l/s
▪ W.C à réservoir de chasse	1.50 l/s
▪ Urinoir à action siphonique	0.50 l/s

Dimensionnement des réseaux

Les chutes seront calculées d'après les normes NF 14 202 à 204. Les réseaux horizontaux seront calculés en prenant une simultanéité correspondant au REEF 510.

Les vitesses choisies devant être comprises entre 1,00 m/s et 3,00 m/s afin de conserver l'auto curage des tuyauteries. Le remplissage sera prévu à 5/10 en ce qui concerne les EU et les EV.

La pente minimale d'évacuation sera de 3 cm/m.

Diamètre des vidanges (d'après REEF)

▪ Cabine de douche	40mm
▪ Lavabo et vasque	2mm
▪ W.C à réservoir de chasse	100mm
▪ Urinoir à action siphonique.	32mm
▪ Siphon de sol	40 mm
▪ Siphon de cour à panier	100 mm

10.1.3.3 - Calcul des réseaux eaux pluviales

Les descentes d'eau pluviales auront pour DN minimum : 100 mm. Les évacuations depuis les descentes jusqu'aux collecteurs, seront dimensionnées à partir d'un débit de 0,10 l/s et d'un coefficient de 0,9 pour les parties plantées.

Il est entendu qu'une canalisation horizontale sera d'un diamètre au moins égal à celui de la chute qu'elle reprend. Le remplissage des canalisations sera prévu à 7/10 en ce qui concerne les EP.

La pente minimale d'évacuations sera de 2 cm/m.

Acoustique :

Les installations de plomberie et les appareils annexes seront calculés et mis en œuvre de sorte que le niveau sonore n'excède pas 30 dB(A) dans les chambres et 35 dB(A) dans les pièces techniques.

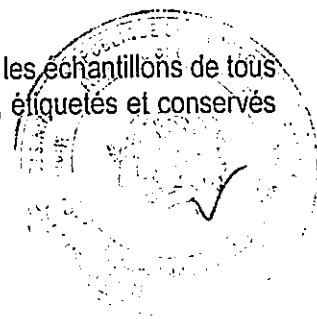
10.2 - PRESCRIPTIONS RELATIVES AU MATERIAUX

10.2.1 - Généralités

Le Cocontractant indiquera dans son offre la provenance, caractéristiques et les qualités de tous les matériaux, appareils et produits qu'il compte utiliser. Ceux-ci resteront soumis à l'agrément du Maître d'Œuvre. Ils devront répondre aux prescriptions du marché, provenir de fabricants reconnus présentant toute garantie et avoir obtenu les agréments, avis techniques et labels de qualité voulus.

A défaut, ces fournitures devront avoir fait et devront faire l'objet, aux frais du Cocontractant, d'essais montrant qu'elles rentrent dans les normes, et figurent sur des certificats de référence portant sur des réalisations d'au moins les cinq dernières années prouvant qu'elles ont satisfait à des conditions de service analogues à celles du présent Marché.

Le Cocontractant fournira à l'appui de ses demandes d'approbation au Maître d'œuvre les échantillons de tous les équipements sanitaires, robinetterie, vannes, etc., ces échantillons seront repérés, étiquetés et conservés par le Maître d'Œuvre, à titre de pièces témoins.



Tout le matériel mis en œuvre devra être de première qualité.

10.2.2 - Tuyauterie

Système multicouche

Les canalisations seront réalisées par emploi de tubes multicouches classe ECFS (60°C 10 bars), constitués d'un cœur en aluminium lié à deux couches interne et externe de PER solidarisés à l'aide d'un adhésif spécial.

Le système tube et raccord est titulaire de l'ACS N° 02MAT PA 034 et est agréé ATEC CSTB N° 14/05 937.

Il est respecté les dispositions réglementaires suivantes :

- DTU 65 10 « canalisations d'eau chaude ou froide sous pression à l'intérieur des bâtiments »
- DTU 60 1 « plomberie sanitaire »
- DTU 60 11 « Règles de calcul des installations de plomberie sanitaire »

Le système multicouche sera proposé :

En distribution d'eau froide et d'eau chaude sanitaire : il est composé de tubes et raccords à sertir.

La pose du tube en apparent ou encastré est une opération aisée si l'on respecte quelques règles simples liées à la nature même du matériau.

Il faut toutefois noter que les conduits véhiculant de l'eau chaude susceptible de dépasser 60°C doivent être impérativement gainés.

En variante, la distribution de l'eau chaude et froide pourra se faire en cuivre

Elles seront réalisés par emploi de tubes en cuivre rouge écroui demi dur série standard pression de marche 10 bars conformes à la norme NF A51120. Tubes étirés à froid sans soudure, épaisseur absolument régulière de 0,80 mm minimum et de surface intérieure bien lisse.

En distribution d'eau chaude : le tube cuivre écroui sera assemblée par soudure capillaire ces tubes devront être isolés thermiquement et protégés pour permettre la libre dilatation.

Encastrement : Les canalisations encastrées devront être en cuivre recuit et ne comporter aucune soudure dans les parties encastrées.

Canalisation PVC pression

Pour la mise en œuvre de ce matériau, Le Cocontractant devra se conformer aux prescriptions et recommandations définies par le DTU n° 6510

Les canalisations en amont des collecteurs de distribution d'eau froide sanitaire des appartements seront en PVC pression estampillé NF.

Canalisation PVC évacuation

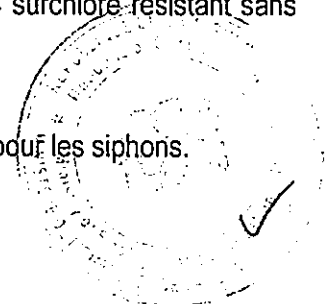
Pour la mise en œuvre de ce matériau, Le Cocontractant devra se conformer aux prescriptions et recommandations définies par le DTU n° 6033, notamment en ce qui concerne le support, l'assemblage et les précautions nécessaires en rapport avec les efforts mécaniques et les effets de dilation.

Lorsque ces canalisations sont utilisées pour les chutes EU/EV, elles seront obligatoirement prolongées en ventilation primaire par un tube PVC de même diamètre que la chute ou ces tubes seront prolongés hors toiture et seront surmontés d'une lanterne de ventilation.

Les tuyauteries susceptibles d'évacuer des eaux chaudes seront réalisées en PVC surchloré résistant sans déformation à une température minimale de 100°.

Les raccords seront réalisés en PVC moulé.

L'emploi de pièces façonnées et soudées à partir de tubes est interdit, en particulier pour les siphons.



Fixation supports

Les tubes peuvent être fixés à l'aide de colliers en matière plastique ou de colliers métalliques revêtus intérieurement d'un matériau plastique ou d'un caoutchouc (type isophonique).

La distance maximale entre collier se situera entre 1,20m et 2,00m selon le diamètre des tubes.

10.2.3 - Appareils sanitaires

10.2.3.1 - Appareils

Les appareils sanitaires correspondront aux prescriptions des DTU et des normes françaises ; ils seront de choix A. ce choix devra correspondre aux critères du DTU n° 60.

Leurs marques et types seront conformes aux indications du descriptif.

Lorsque ce dernier impose des modèles déterminés, Le Cocontractant aura la latitude de proposer en variante à la solution de base pour laquelle il doit obligatoirement soumissionner, des marques de remplacement. Il devra alors à l'appui de ses demandes, fournir tous les renseignements (fiches produits renfermant caractéristiques, extraits de catalogue, dessins...) et justifications (certificat d'homologation et d'essais) permettant de juger la qualité et l'aspect ainsi que l'incidence qu'aurait l'emploi des appareils sur le projet.

Les appareils devront porter de façon indéniable les inscriptions attestant leur origine, leur marque, type et leur choix.

10.2.3.2 - Robinetterie

En règle générale, la robinetterie devra répondre aux prescriptions et aux normes françaises notamment :

- Normes des raccords aux tuyauteries : NFE 29511 à 29554
- Normes concernant les matériaux : bronze fondu : 2UE6 ; Laiton fondu : 2 UZ33 ; Laiton de décolage : U Z40 (NFA 53303)
- Normes concernant les filetages : Pas de gaz : NFE 03004 ; Filet ronds NFE 03003 ; Trapézoïdal : NFE 03002
- Normes de fabrication : diamètre nominaux : NFE 29001 ; sens de fermeture : NFE 29003
- Normes de formes et dimensions des robinets à soupape, d'arrêt et de puisage ensemble robinetterie de bâtiment NFE 29140 à 29149
- Normes de protection : le nickelage et le chromage seront à la norme NFA 91101
- Agrément : tous les robinets devront porter de façon apparente la marque du fabricant, poinçonnée ou venue de fonderie. Toute la robinetterie sera revêtue de la marque de qualité SGM, NF ou équivalente.

10.2.3.3 - Siphon

Tous les siphons doivent avoir une garde d'eau de 50 mm minimum

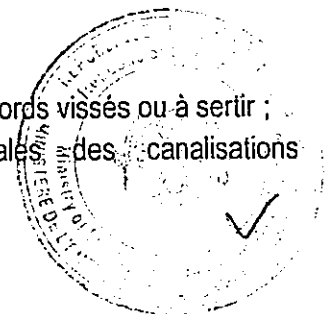
10.3 - PRESCRIPTIONS D'EXECUTION

10.3.1 - Méthode d'exécution des travaux

Les travaux seront exécutés conformément aux prescriptions des DTU n° 60 et 61 et des normes NF P 41201 0 41204 concernant les conditions minima d'exécution des travaux de plomberie sanitaire.

En particulier :

- Toutes les canalisations seront nettoyées avant mise en œuvre ;
- le cintrage à chaud des tubes galvanisés ;
- l'assemblage des tubes en acier ou en système multicouche se fera par raccords vissés ou à sertir ;
- des pentes légères seront prévues dans les parties horizontales des canalisations (2 mm par mètre pour l'eau forcée, 2 cm par mètre pour l'eau usée) ;



- les appareils sanitaires seront fixés par vis inoxydables et chevilles imputrescibles ;
- les joints de robinetterie sur céramiques seront en caoutchouc toilé ;
- toutes les canalisations et raccords en acier ou fonte recevront une couche de minimum de plomb; les canalisations pour celles qui sont en apparent devront être suffisamment espacées des murs pour permettre leur peinture ;
- dans les traversés des murs et planchers, les canalisations à l'exception de la fonte doivent être protégée par des fourreaux. Ces fourreaux feront saillie de 0,5 cm au moins sur le parement d'un mur ou sous un plafond et de 3 cm au moins sur le niveau du revêtement de sol ;
- les canalisations posées dans les engravures (saignées) sont obligatoirement métalliques et protégées efficacement contre la corrosion. En particulier l'engravure des raccords en PVC des évacuations des appareils sanitaires est interdite ;
- pour les canalisations d'eau avec pression, les assemblages noyés dans les Gros Œuvre sont interdits sauf par joints soudés ;
- les canalisations en cuivre encastrées, enrobées ou engravées doivent comporter un gainage ;
- les canalisations en acier galvanisé enterrées seront obligatoirement protégées contre la corrosion par des bandes adhésives genres DENSO ;
- à l'origine d'une canalisation de distribution d'eau réalisée en tubes d'acier galvanisé, l'eau doit être traitée pour éviter les effets de la corrosion si ses caractéristiques chimiques l'exigent (DTU 601 Additif n°4 – chap. 3). Des tubes témoins démontables seront prévus à l'entrée de l'installation si aucun traitement d'eau n'est prévu et en aval de chaque appareil de traitement ;
- le façonnage en atelier de chantier des emboîtements des tubes PVC EU EP n'est autorisé que pour des diamètres inférieurs à 50 mm. Les façonnages et formages sur chantier sont interdits pour les tubes PVC. Pour assemblages par collage des tubes PVC, les prescriptions des DTU seront soigneusement respectées, en particulier : collage à l'abri de la pluie, chanfreinage des extrémités males, dépolissage des surfaces en contact, nettoyage et dégraissage de ces surfaces, emboîtement à fond et sans mouvement de torsion de l'extrémité male dans emboîture ;
- les coudes et les changements de direction des canalisations d'évacuation doivent être exécutés avec les coudes 1/10 ;
- les branchements et dérivations d'évacuation devront se raccorder sur les tuyaux qui les reçoivent sous un angle qui ne sera jamais supérieur à 75° ;
- les dispositions et réalisation des supports devront permettre la libre dilatation des matériaux. L'écartement maximal entre supports sera conforme suivant le type de canalisation aux tableaux ci-après :

TUBE PVC POTABLE AVEC PRESSION

Diamètre extrémité (mm)		12 à 20	25 à 32	40 à 50	63 à 160
Espacement entre Colliers (m)	Canalisations horizontales	0.75	1.00	1.50	2.00
	Canalisations verticales	1.00	1.50	2.00	2.00

TUBE PVC EAUX USEES, EAUX VANNES, EAUX PLUVIALES

Diamètre extrémité (mm)	32 à 63	75 à 140	160 à 250
-------------------------	---------	----------	-----------

Espace entre Colliers (m)	Canalisations horizontales	0.50	0.80	1
	Canalisations verticales	2.70	2.70	2.70

TUBE CUIVRE ET ACIER GALVANISE

Diamètre extrémité (mm)		20	21 à 40	41
Espace entre Colliers (m)	Canalisations horizontales	1.25	1.80	2.50
	Canalisations verticales	1.50	2.25	3

SYSTEME MULTICOUCHES

Diamètre DN x en (mm)	16x2	20x2	26x3	32x3
Espace entre Colliers (m)	1.20	1.50	1.75	2.00

Les canalisations EU et EV seront prolongées par des ventilations primaires de même diamètre débouchant à l'air libre ou en toiture. Les orifices des ventilations primaires seront équipés de grillage à mailles fines anti insectes.

Des couvertures de nettoyage (bouchons de dégorgement, tampons, hermétiques) doivent être placées au pied de chaque chute, aux changements de direction, et dans les canalisations d'allure horizontale à raison d'un tampon par longueur de 15 m.

10.3.2 - Essais

Les essais et contrôles seront réalisés conformément aux prescriptions du chap. 4 du DTU 601 et du Document Technique COPREC n° de décembre 1982.

Ces essais seront à la charge du Cocontractant dans un procès verbal conforme au modèle du Document Technique COPREC n°2 de décembre 1982. Ce procès verbal devra être remis au maître d'ouvrage, au concepteur, et au bureau de contrôle avant la réception provisoire.

Il est rappelé que les essais portent en particulier sur les points suivants :

- Essais d'étanchéité des réseaux de distribution sous une pression de 1 fois et demie la pression de service avec un minimum de 7 bars ;
- Essais d'étanchéité des réseaux d'évacuation réalisés par examen visuel pendant l'écoulement de l'eau dans les canalisations. De plus, les collecteurs horizontaux seront soumis à un essai d'étanchéité hydraulique à une pression de 0,1 bar ;
- Essais de fonctionnement : débit des appareils sanitaires, absence de bruit anormal, étanchéité des clapets, des bondes, évacuation correcte des cuvettes de WC.

Les matériels et personnel ainsi que les consommations d'eau nécessaires pour la réalisation de ces essais sont à la charge de Le Cocontractant.

10.3.3 - Protection des ouvrages



Pendant le montage, les tuyauteries seront protégées contre l'introduction de corps étrangers par tampons ou bouchons. les cuvettes de W.C., bidets, lavabos seront protégées par un papier kraft. Les baignoires seront recouvertes par un voligeage jointif. Les bondes de siphons seront protégées par des patins en plâtre.

Le Cocontractant assurera jusqu'à la réception, la surveillance de ses fournitures, et il devra en particulier assurer pendant les périodes de gel, la fermeture des robinets d'arrêt et la vidange des canalisations. Il sera responsable des dégâts en cas de fuite ou rupture des tuyauteries.

10.4 - PROTECTION INCENDIE

La protection incendie concerne l'ensemble des travaux relatifs à l'exécution des ouvrages

et prestations de sécurité à l'exception des dispositifs de détection et d'alarme incendie qui sont compris dans le lot détection incendie.

Soit :

- Postes RIA (Robinetts d'incendie armés) ;
- Réseau en tubes acier galvanisé ;
- Ensemble suppresseur incendie ;
- Extincteurs selon la réglementation en vigueur ;
- Poteaux d'incendie ;
- Colonnes sèches.

10.4.1 - Les extincteurs

Le Cocontractant devra à cette prestation la fourniture et pose d'extincteurs adaptés à la destination des locaux et à l'usage envisagé. Extinction de feu d'origine :

- diverses, bois, papiers, etc... = EAU PULVÉRISÉE. ou POUDRE ;
- électrique = CO2 ;
- gaz ou carburant = POUDRE BICARBONNATE.

NOTA : Le matériel proposé sera TOUJOURS de marque connue et un contrat d'entretien et de visites régulières sera proposé par le fournisseur.

Tout le matériel sera conforme à la norme NF S 61.900.

10.4.2 - Réseau incendie armé

Canalisations pour réseau RIA

Les canalisations du réseau RIA devront impérativement répondre aux prescriptions des normes NF P 41201 à NF P 41204, pour les parties les concernant. Elles doivent pouvoir résister aux corrosions internes et externes.

Elles seront en tubes d'acier galvanisé estampillés NF. Chaque branchement devra être muni d'un barrage, d'un contre barrage plombé ouvert et d'un robinet de vidange. Sur les colonnes montantes, il sera prévu des barrages partiels avec robinet de vidange. Les vannes fermées (plombées ou non) à l'origine du branchement sont interdites.



CHAPITRE XI – PEINTURE

11.1 - GENERALITES

11.1.1 - Étendue des travaux

Les travaux à réaliser par l'entreprise dans le cadre de son marché et du présent chapitre sont essentiellement les suivants :

- Peinture sur maçonneries ;
- Peinture et vernis sur menuiseries bois ;
- Peinture sur menuiseries métalliques.

11.1.2 - Documents de références

Les ouvrages du présent chapitre devront répondre aux conditions et prescriptions des textes législatifs, réglementaires, techniques et technologiques en vigueur en République du Cameroun, ainsi qu'à ceux publiés ailleurs et rendus applicables au Cameroun dont notamment les suivants:

Normes, DTU et réglementation

- DTU 59.1 : Peinture ;
- DTU 59.2 : Revêtements plastiques épais ;
- DTU 42.1 : Réfection de façades en service par revêtements d'imperméabilité.

11.2 - PRESCRIPTIONS RELATIVES AU MATERIAUX

11.2.1 - Caractéristiques

Tous les produits doivent provenir d'usines notoirement connues par leur qualité de fabrication.

La composition des peintures traditionnelles ou des peintures ne portant pas de marque doit être conforme aux prescriptions du CSTB et faire l'objet des vérifications sur les prélèvements en cours de chantier prévus dans ces mêmes prescriptions.

Dans le cas de recouvrement d'une couche de peinture ou de vernis par application d'un produit de famille différente, ou livré par un autre fabricant, même si ce produit est considéré comme similaire, l'entreprise doit, avant d'en faire usage, remettre au Maître d'Œuvre l'attestation de chaque fabricant garantissant la compatibilité de la couche de recouvrement par rapport à la couche recouverte et vice versa.

En tout état de cause, le Cocontractant assure l'entière responsabilité des incidents et des dommages résultant de l'incompatibilité des couches de peintures et vernis.

Si une marque de fabrique est indiquée ci-après, elle l'est à titre indicatif, et doit toujours être considérée comme suivie du terme «équivalent».

Si le Cocontractant se propose d'employer des produits qu'il considère comme équivalents, il est tenu de joindre à sa proposition les éléments d'identification permettant de déterminer, par l'Architecte que les produits proposés sont effectivement équivalents.

Les fiches techniques d'identification des produits devront comporter les renseignements suivants :

- le rattachement aux normes officielles AFNOR UNP
- les caractéristiques et les performances :
 - a) type (ex. glycérophthalique, acrylique, en solution, émulsion, dispersion) ;
 - b) prêt ou non à l'emploi, diluant et produits d'ajustement pour l'emploi ;
 - c) densité ;
 - d) séchage hors poussière et recouvrable ;
 - e) épaisseur du fuel sec en microns pour une surface couverte précisée ;



- f) concordance ou disparité de chacun des produits avec les performances concernant la susceptibilité aux salissures exposées dans le cahier n° 80 (cahier 695) du CSTB relatif aux essais ;
- g) aspect et relief.

Faute de ces précisions et de l'accord du Maître d'Œuvre, celui-ci peut toujours exiger l'usage des produits figurant au présent descriptif.

L'acceptation du système et produits proposés par le Cocontractant est toujours soumise à l'exécution de surfaces témoins prévus ci-après :

- si les résultats n'étaient pas ceux obtenus avec les systèmes et produits visés au présent descriptif, le Maître d'Œuvre serait en droit d'exiger l'exécution des prescriptions du présent document
- si le Cocontractant, en tant qu'homme de métier, prévoit un résultat douteux des techniques et produits préconisés par le Maître d'Œuvre, il doit faire des réserves par lettre, en motivant ses réserves.

L'acceptation, par le Maître d'Œuvre d'une proposition, qu'elle comporte la marque offerte en similaire ou une marque donnée par le Cocontractant, ne retire en rien la responsabilité de le Cocontractant quant à la qualité du travail à fournir.

Le ou les fabricants des produits retenus doivent donner, sur le chantier et en présence du Maître d'Œuvre, toutes indications utiles concernant les conditions d'emploi, le mode d'application, les caractéristiques de séchage, des différents produits à utiliser, et en résumé, assurer une assistance technique complète, et ce à la charge de le Cocontractant de peinture.

Pour assurer de façon parfaite cette assistance technique, le fabricant peut être convoqué, au même titre que le Cocontractant, à plusieurs ou à tous les rendez-vous concernant le chantier, à la demande du Maître d'Œuvre.

Les peintures, enduits et vernis désignés par leurs marques doivent être logés dans des bidons scellés en usine. Les bidons doivent être descellés au moment de l'emploi au fur et à mesure des besoins du chantier.

11.2.2 - Marques de peinture

Afin de donner aux Entrepreneurs un maximum de précisions sur la qualité des peintures exigées pour ce travail, le Maître d'Œuvre demande en solution de base l'emploi de peinture de la marque « LA SEIGNEURIE ».

Le Cocontractant aura la possibilité de proposer d'autres peintures de qualité au moins équivalente à la marque et au type de qualité référencée.

Toutefois, le Maître d'Œuvre se réserve le droit de revenir à la marque et à la qualité référencée, dans le cas où il serait considéré que les peintures proposées par le Cocontractant ne seraient pas jugées au moins équivalentes.

11.3 - PRESCRIPTIONS D'EXECUTION

11.3.1 - Généralités

Les travaux ne doivent être exécutés que sur des subjectiles parfaitement secs.

L'application des peintures, vernis, enduits et préparations assimilés ne doit être effectuée que dans des conditions climatiques et hydrométriques prescrites dans les documents techniques contractuels.

Les peintures et vernis doivent être, avant et en cours d'emploi, maintenus en état de parfaite homogénéité par brassage, et éventuellement tamisage.

Les peintures doivent pouvoir être appliquées, soit au rouleau, soit au pistolet, soit à la brosse. Le choix de l'outil incombe au Cocontractant (sauf spécification en cours de description) en fonction de la nature et de l'état de surface des matériaux et des possibilités de chantier. Toutefois, toutes les couches d'impression ou de fond sont toujours appliquées à la brosse.

Les travaux seront exécutés pour les produits désignés par leur marque selon les instructions du fabricant qui devront être précisées :

- dans les notices ;
- sur les étiquettes ;
- et pour les produits traditionnels selon les prescriptions du CSTB.

11.3.2 - Reconnaissance des subjectiles

Les surfaces devant recevoir l'application des couches de peinture sont examinées attentivement par le Maître d'Œuvre, en présence du Cocontractant.

Cette reconnaissance des différents subjectiles sera entreprise avant tout commencement d'exécution des travaux de peinture, et le Cocontractant doit, éventuellement, formuler les réserves qu'il considère comme indispensables à la bonne réalisation de ces ouvrages, faute de quoi, il sera responsable de la tenue de ses matériaux ou de la mauvaise finition des surfaces peintes. Ces réserves doivent être présentées par écrit au Maître d'Œuvre qui décide en dernier ressort, des responsabilités respectives des entreprises.

Le Cocontractant ne pourra, par la suite, formuler aucune réserve quant à la bonne tenue ou à l'aspect défectueux de ses ouvrages du fait des subjectiles mis en œuvre.

Les défauts, tels que fissures, dénivellations, faux aplomb, enduits grillés, plâtres morts, etc... seront refaits ou rectifiés suivant la nature de la malfaçon, soit par le Cocontractant responsable, soit par le peintre.

Dans tous les cas, ces frais de réfection incombent au Cocontractant défaillant.

11.3.3 - Travaux préparatoires

Tous les apprêts nécessaires à une parfaite exécution, ainsi que ceux nécessités pour une parfaite adhérence des peintures seront dues, les énumérations d'apprêts données dans le cours de la description des ouvrages ne sont pas limitatives et ne constituent que des minima.

Le prix convenu pour exécution de la peinture comprend les opérations préparatoires telles que : égrenage, brossage, ponçage, rebouchage des parties poreuses, masticage, époussetage, lavage, dégraissage, déroulage, etc... qui sont nécessaires à la bonne présentation de l'ouvrage. Ces opérations sont exécutées en conformité avec les clauses techniques du CSTB.

Définition des principales opérations :

a) Brossage et égrenage

D'une façon générale, le Cocontractant doit un brossage soigné ou un égrenage à la brosse dure de toutes les surfaces

Sur le métal, il doit l'éventuel grattage à vif avec enlèvement de rouille et de la calamine.

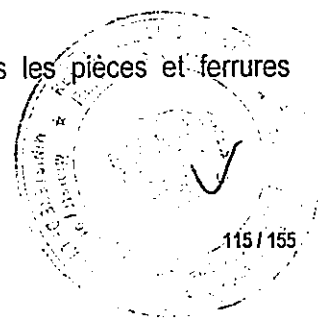
L'enlèvement des grosses projections (ciment, plâtre, etc...) incombant à l'enduseur.

b) Rebouchage

Il consiste à obturer, localement, les petites cavités qui restent en surface.

Ce travail de rebouchage comporte, obligatoirement, l'enduisage de toutes les pièces et ferrures entaillées.

c) Ponçage



Les opérations de ratissage, rebouchage des parties poreuses s'accompagnent obligatoirement d'un ponçage pour éliminer les grains et imperfections nuisibles à l'état de surface. Les ponçages seront exécutés de la façon suivante :

- à la ponce ou au papier abrasif à l'eau dans le cas de travaux très soignés
- au papier de verre et au papier abrasif à sec dans les autres cas.
-

d) Dégraissage

Il est effectué au trichloréthylène avec essuyage à la serpillière pour tous les bois exsudants et avec un dégraissant, de marque connue pour tous les ouvrages métalliques là où il s'avère nécessaire.

e) Assainissement des surfaces de béton coulé

Le Cocontractant est tenu de se renseigner auprès de le Cocontractant du lot Gros Œuvre et, éventuellement, auprès du fabricant du produit de décoffrage, sur les moyens d'en éliminer les traces pour assurer l'adhérence de la peinture.

Le fabricant de la peinture doit être tenu au courant de cette consultation par le Cocontractant, pour pouvoir au besoin formuler des objections.

Sur toutes les surfaces présentant une trop forte alcalinité (PH supérieur à 8), le Cocontractant doit prévoir l'application d'une solution neutralisante ne nécessitant pas le rinçage.

f) Impression antirouille

L'impression effectuée sur les ouvrages de serrurerie, huisseries métalliques, canalisations, exécutée par les titulaires de chacun des lots ne constitue qu'une protection antirouille provisoire destinée à protéger les ouvrages entre le moment de la pose et l'intervention du peintre.

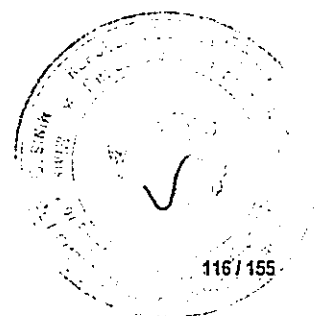
Ce dernier doit donc prévoir toutes les couches primaires sur la surface en plein et le brossage et grattage à vif des parties écaillées, ainsi que les dégraissages s'il y a lieu.

g) Enduits garnissants

Les murs plafonds à peindre seront livrés par le lot Gros Œuvre, coulé dans les coffrages à parement fini.

Il appartiendra à le Cocontractant de peinture d'exécuter les enduits garnissants nécessaires.

Le travail d'application comporte : égrenage du ciment, ou du béton, à l'aide de la pierre de Carborundum.



REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES

SOUS-DIRECTION DU BUDGET

www.minefop.gov.cm



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF EMPLOYMENT
AND VOCATIONAL TRAINING

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF GENERAL AFFAIRS

SUB-DEPARTMENT OF BUDGET

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

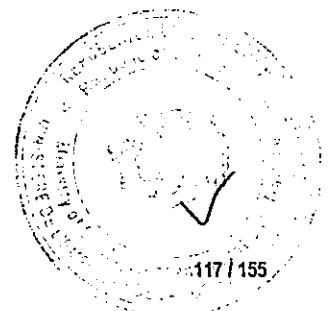
N° _____/AONO/MINEFOP/CIPM/2024 DU _____ POUR LA REALISATION DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES LOCAUX ABRITANT LES SERVICES CENTRAUX DU MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE SUR LES SITES DE NLONGKAK ET DE LA RUE CEPER.

FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU MINEFOP EXERCICE 2024

IMPUTATION : 58 35 122 01 340010 523111.

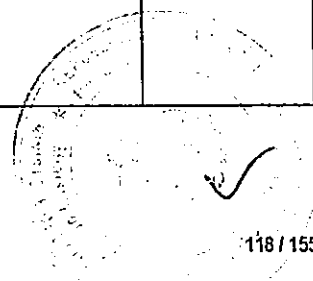
DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Pièce N°6: BORDEREAUX DES PRIX UNITAIRES



BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

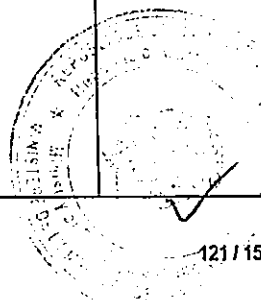
<u>ref</u>	<u>designation</u>	<u>unite</u>	<u>quantite</u>	<u>prix unitaire en chiffres</u>	<u>prix unitaires en lettres</u>
1	SUIVI DES TRAVAUX JUSQU'A LA FIN DU MARCHE.	FF	1		
2	ABATTAGE DU PRUNIER ET AUTRE ARBRE	FF	1		
3	PROPRETE GENERALE ET TRANSPORT DES DECHETS A LA DECHARGE PUBLIQUE	ENS	1		
4	DECAPAGE DES PAVES LE LONG DE LA CLOTURE EN BORDURE DE ROUTE	FF	1		
5	FOUILLE MANUELLE DE LA ZONE ENDOMMAGEE	ML	50		
6	REMBLAI DES FOUILLES AVEC LA LATERITE D'EMPRUNT Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE COMPACTAGE PAR COUCHE	M3	35		
7	DALLAGE DU SOL LE LONG DE LA CLOTURE AVEC BETON ARME DOSE A 300 KG/M3, EPAISSEUR DE 10 CM AVEC ACIER Ø8 EN MAILLE DE 20 CM	M²	75,6		
8	CREATION DE DEUX AVALOIRS EN PVC SUR LA TERRASSE DE LA DFOP	FF	1		
9	FOURNITURE ET POSE D'UN AUVENT EN TOLE LISSE PENTUE ET ARRONDIE VERS L'AVANT, AVEC OSSATURE METALLIQUE A FIXER SUR LES STRUCTURES EN BETON ARME, D'UNE SUPERFICIE DE 4 M2	FF	1		
10	FOURNITURE ET POSE D'UN SPLIT DE PUISSANCE 3 CV (24000 BTU/H) AVEC ACCESSOIRES DE RACCORDEMENT, DANS LE BUREAU DES CEA/DAJ Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	U	1		
11	FOURNITURE ET POSE D'UN SPLIT DE PUISSANCE 1,5 CV (12000 BTU/H) AVEC ACCESSOIRES DE RACCORDEMENT, DANS LE BUREAU DU DAJ Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	U	1		
12	FOURNITURE ET POSE D'UN SPLIT DE PUISSANCE 2,5 CV (18000 BTU/H) AVEC ACCESSOIRES DE RACCORDEMENT, DANS LE BUREAU DU CONTROLEUR FINANCIER Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	U	1		



13	FOURNITURE ET POSE D'UN SPLIT DE PUISSANCE 1,5 CV (12000 BTU/H) AVEC ACCESSOIRES DE RACCORDEMENT, DANS LE BUREAU DU CHEF DE LA CELLULE INFORMATIQUE Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	U	1		
14	FOURNITURE ET POSE D'UN SPLIT DE PUISSANCE 1,5 CV (12000 BTU/H) AVEC ACCESSOIRES DE RACCORDEMENT, DANS LE BUREAU DU CHARGE D'ETUDE ASSISTANT N°2/CELLULE INFORMATIQUE Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	U	1		
15	FOURNITURE ET POSE D'UN SPLIT DE PUISSANCE 3 CV (24000 BTU/H) AVEC ACCESSOIRES DE RACCORDEMENT, DANS LE BUREAU DU CHARGE D'ETUDE ASSISTANT/DPE Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	U	1		
16	FOURNITURE ET POSE DE TROIS (03) VENTILATEURS PLAFONNIERS DANS LE BATIMENT DU COMPTABLE MATIERES Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	U	3		
17	FOURNITURE ET POSE DE TRINGLES AVEC SUPPORTS DOUBLES POUR RIDEAUX ET VOILES DE BONNE QUALITE DANS LA SALLE DE REUNION Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	ML	27		
18	FOURNITURE ET POSE DE VOILES DE BONNE QUALITE AVEC CÈILLETES DANS LA SALLE DE REUNION Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	ML	27		
19	REFECTION DE LA PEINTURE (BICOUCHE) ET VERNISAGE DES LAMBRIS DANS LA SALLE DE REUNION ET REMPLACEMENT COMPLET DE LA SERRURE DE BONNE QUALITE DE LA PORTE D'ENTREE DE LADITE SALLE Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS	ENS	126		
20	FOURNITURE ET POSE DE TROIS (03) GRILLES DE PROTECTION DE CLIMATISEUR INSTALLEES DANS LE BUREAU DU CEA N°2/CELINFO, BUREAU DES CEA/DAJ ET BUREAU DU DAJ Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	U	3		
21	DECAPAGE, RECHARGEMENT ET DALLAGE DE LA ZONE ELEVEE DERRIERE LE PARKING AVANT (COTE DROIT), AUTOURS DU REGARD AFFAISSE Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS	ENS	1		

22	NETTOYAGE DES PAROIS DES MURS, PLACARDS ET PAILLASSES DE 04 BUREAUX DU 3EME ETAGE (CHEF SERVICE DU BUDGET, CHEFS DE BUREAU DU PERSONNEL, CADRES DAG, CADRES SDIEM) DE L'IMMEUBLE DE N'LONGKAK, EN VUE DE LA POSE D'UNE BICOUCHE DE PEINTURE DE TYPE PANTEX 1300, Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS	M²	73		
23	DEPOSE DE LA MOQUETTE ET FOURNITURE ET POSE D'UNE MOQUETTE DE BONNE QUALITE DANS LE BUREAU DES CHEFS DES SERVICES DE LA SDIEM AU 2IEME ETAGE Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS	M²	20		
24	FOURNITURE ET POSE DES CARREAUX VITRIFIES 40X40 CM SUR LES PAILLASSES DE TROIS (03) BUREAUX DU 3EME ETAGE (CHEFS SERVICES DU BUDGET, CADRES DAG, CADRES SDIEM), DANS LES PLACARDS (A L'INTERIEUR) ET MURS DES PLACARDS (H=1,20 M) DES BUREAUX (CHEF SERVICE DU BUDGET, CADRES DAG, CADRES SDIEM) DE L'IMMEUBLE DE N'LONGKAK Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	M²	15		
25	FOURNITURE ET POSE D'UNE FENETRE EN ALUMINIUM VITREE 1,10 M X 0,85 M DANS LES TOILETTES DU CABINET DU SG ET DANS LES TOILETTES DES CADRES DE LA DAG AU 3 ^E ETAGE, Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	U	2		
26	REFECTION DE L'ECLAIRAGE EXTERIEUR DU BATIMENT MINISTERIEL DE N'LONGKAK: REMPLACEMENT DES BORNES LUMINEUSES Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS	U	7		
27	DEPOSE D'UN (01) POT DE WC, FOURNITURE ET POSE D'UN (01) POT WC A L'ANGLAISE DANS LA TOILETTE INTERMEDIAIRE DU BLOC DE TOILETTES DU SG AU 2 ^{EME} ETAGE, AVEC MECANISME DE CHASSE A CABLE, FLEXIBLE DE RACCORDEMENT ET ACCESSOIRES Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS	U	1		
28	DEPOSE, FOURNITURE ET POSE DE LA PORTE DOUBLE BATTANT PEINT, AVEC CADRE, ET SERRURE COMPLETE DE LA PORTE EN BOIS DU COULOIR DE LA SALLE DE CONFERENCE DONNANT SUR LE	U	1		

	PARKING ARRIERE Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE				
29	FOURNITURE ET POSE D'UN SPLIT DE PUISSANCE 1,5 CV (12000 BTU/H) AVEC ACCESSOIRES DE RACCORDEMENT, DANS LE BUREAU DU CHEF DE SERVICE DES CONTRATS Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	U	1		
30	FOURNITURE ET POSE D'UN SPLIT DE PUISSANCE 1,5 CV (12000 BTU/H) AVEC ACCESSOIRES DE RACCORDEMENT, DANS LE BUREAU DES CHEFS SERVICE/SDIEM Y COMPRIS TOUTES SUGGESTIONS DE POSE	U	1		
31	FOURNITURE ET POSE D'UN SPLIT DE PUISSANCE 1,5 CV (12000 BTU/H) AVEC ACCESSOIRES DE RACCORDEMENT, DANS LE BUREAU DES CHEFS SERVICES/SDPSP Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	U	1		
32	FOURNITURE ET POSE D'UN SPLIT DE PUISSANCE 1,5 CV (12000 BTU/H) AVEC ACCESSOIRES DE RACCORDEMENT, DANS LE BUREAU DES CHEFS DE SERVICES/SDACL Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	U	1		
33	FOURNITURE ET POSE D'UN SPLIT DE PUISSANCE 1,5 CV (12000 BTU/H) AVEC ACCESSOIRES DE RACCORDEMENT, DANS LE BUREAU DES CADRES/SDB Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	U	1		
34	DEPOSE ET POSE D'URINOIR AVEC SIPHON ET ROBINET PRESTO DE BONNE QUALITE Y COMPRIS TOUTE SUJETION DE POSE	U	3		
35	REPLACEMENT DU CIRCUIT D'ALIMENTATION Y COMPRIS ROBINET D'ARRET POUR CHAQUE APPAREIL	FF	1		
36	POSE D'UN ROBINET LAVABO PRESTO ET SIPHON LAVABO	U	1		
37	DEPOSE DE DEUX (02) POTS WC, FOURNITURE ET POSE DE DEUX (02) POTS WC A L'ANGLAISE, AVEC FLEXIBLE DE RACCORDEMENT ET ACCESSOIRES Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS.	U	2		

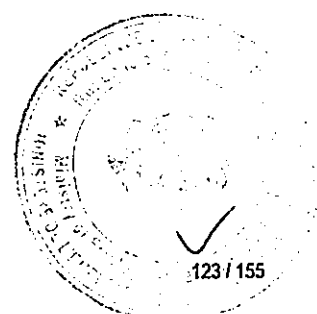


38	DEPOSE, FOURNITURE ET POSE D'UN BATTANT PEINT, AVEC CADRE. ET SERRURE COMPLETE DE LA PORTE PRINCIPALE, Y COMPRIS TOUTE SUJETION DE POSE	U	1		
39	FOURNITURE ET POSE DE TRINGLES AVEC SUPPORTS DOUBLES POUR RIDEAUX ET VOILES DE BONNE QUALITE DANS LES BUREAUX DU DAG, SECRETARIAT DAG, SECRETARIAT DRMO, SDPSP ET CHEFS SERVICES SDPSP Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	ML	58		
40	FOURNITURE ET POSE DES RIDEAUX DE BONNE QUALITE AVEC ŒILLETES DANS LES BUREAUX DU DAG, SECRETARIAT DAG, SECRETARIAT DRMO, SDPSP ET CHEFS SERVICES SDPSP Y COMPRIS EMBRASSES TOUTES SUJETIONS DE POSE	ML	58		
41	FOURNITURE ET POSE DE VOILES DE BONNE QUALITE AVEC ŒILLETES DANS LES BUREAUX DU DAG, SECRETARIAT DAG, SECRETARIAT DRMO, SDPSP ET CHEFS SERVICES SDPSP Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	ML	58		
42	DEPOSE ET POSE DU PLAFOND AU COULOIR DU REZ-DE-CHAUSSEE Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	FF	1		
43	TRAITEMENT D'UNE PARTIE DE LA DALLE ARRIERE ET REMPLACEMENT DES TUYAUTERIES DE CANALISATION DES EAUX + TRAITEMENT, ETANCHEITE ET PEINTURE DES MURS ET DU PLAFOND DE LA SALLE DE CONFERENCE Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS	FF	1		
44	TRAITEMENT DE L'HUMIDITE DANS LES 04 BUREAUX (MURS ET PLACARDS ET PAILLASSE) DU 3EME ETAGE (SOUS-DIRECTEUR DU PERSONNEL, DES SOLDES ET DE LA PENSION, CHEF SERVICE DU BUDGET, CHEFS DE BUREAU DU PERSONNEL, CADRES DAG, CADRES SDIEM) DE L'IMMEUBLE DE NLONGKAK) Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS	FF	1		
45	ETANCHEITE ET PEINTURE DES MURS DANS LE BUREAU DU SDPSP Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	FF	1		
46	COUVERTURE DES JOINTS DE STRUCTURE (ETAGE 1 A 3) Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS	FF	1		

Nom du Soumissionnaire ----- {insérer le nom du Soumissionnaire}

Signature ----- {insérer la signature}

Date ----- {insérer la date}



REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES

SOUS-DIRECTION DU BUDGET

www.minefop.gov.cm



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF EMPLOYMENT
AND VOCATIONAL TRAINING

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF GENERAL AFFAIRS

SUB-DEPARTMENT OF BUDGET

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

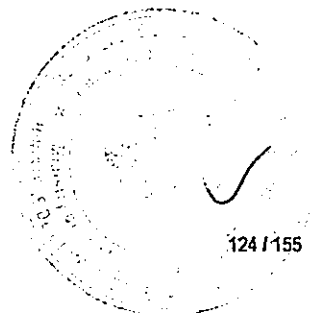
N° _____/AONO/MINEFOP/CIPM/2024 DU _____ POUR LA REALISATION DES
TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES LOCAUX ABRITANT LES SERVICES CENTRAUX DU
MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE SUR LES SITES DE
NLONGKAK ET DE LA RUE CEPER .

FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU MINEFOP EXERCICE 2024

IMPUTATION : 58 35 122 01 340010 523111.

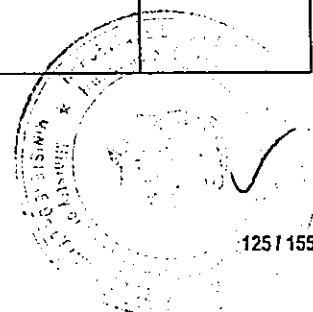
DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Pièce N°7: DETAIL ESTIMATIF



DETAIL ESTIMATIF

ref	designation	unite	quantite	p u htva (fcfa)	prix total (fcfa) htva
1	SUIVI DES TRAVAUX JUSQU'A LA FIN DU MARCHE.	FF	1		
2	ABATTAGE DU PRUNIER ET AUTRE ARBRE	FF	1		
3	PROPRETE GENERALE ET TRANSPORT DES DECHETS A LA DECHARGE PUBLIQUE	ENS	1		
4	DECAPAGE DES PAVES LE LONG DE LA CLOTURE EN BORDURE DE ROUTE	FF	1		
5	FOUILLE MANUELLE DE LA ZONE ENDOMMAGEE	ML	50		
6	REMBLAI DES FOUILLES AVEC LA LATERITE D'EMPRUNT Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE COMPACTAGE PAR COUCHE	M3	35		
7	DALLAGE DU SOL LE LONG DE LA CLOTURE AVEC BETON ARME DOSE A 300 KG/M3, EPAISSEUR DE 10 CM AVEC ACIER Ø8 EN MAILLE DE 20 CM	M²	75,6		
8	CREATION DE DEUX AVALOIRS EN PVC SUR LA TERRASSE DE LA DFOP	FF	1		
9	FOURNITURE ET POSE D'UN AUVENT EN TOLE LISSE PENTUE ET ARRONDIE VERS L'AVANT, AVEC OSSATURE METALLIQUE A FIXER SUR LES STRUCTURES EN BETON ARME, D'UNE SUPERFICIE DE 4 M2	FF	1		
10	FOURNITURE ET POSE D'UN SPLIT DE PUISSANCE 3 CV (24000 BTU/H) AVEC ACCESSOIRES DE RACCORDEMENT, DANS LE BUREAU DES CEA/DAJ Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	U	1		
11	FOURNITURE ET POSE D'UN SPLIT DE PUISSANCE 1,5 CV (12000 BTU/H) AVEC ACCESSOIRES DE RACCORDEMENT, DANS LE BUREAU DU DAJ Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	U	1		
12	FOURNITURE ET POSE D'UN SPLIT DE PUISSANCE 2,5 CV (18000 BTU/H) AVEC ACCESSOIRES DE RACCORDEMENT, DANS LE BUREAU DU CONTROLEUR FINANCIER Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	U	1		



13	FOURNITURE ET POSE D'UN SPLIT DE PUISSANCE 1,5 CV (12000 BTU/H) AVEC ACCESSOIRES DE RACCORDEMENT, DANS LE BUREAU DU CHEF DE LA CELLULE INFORMATIQUE Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	U	1		
14	FOURNITURE ET POSE D'UN SPLIT DE PUISSANCE 1,5 CV (12000 BTU/H) AVEC ACCESSOIRES DE RACCORDEMENT, DANS LE BUREAU DU CHARGE D'ETUDE ASSISTANT N°2/CELLULE INFORMATIQUE Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	U	1		
15	FOURNITURE ET POSE D'UN SPLIT DE PUISSANCE 3 CV (24000 BTU/H) AVEC ACCESSOIRES DE RACCORDEMENT, DANS LE BUREAU DU CHARGE D'ETUDE ASSISTANT/DPE Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	U	1		
16	FOURNITURE ET POSE DE TROIS (03) VENTILATEURS PLAFONNIERS DANS LE BATIMENT DU COMPTABLE MATIERES Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	U	3		
17	FOURNITURE ET POSE DE TRINGLES AVEC SUPPORTS DOUBLES POUR RIDEAUX ET VOILES DE BONNE QUALITE DANS LA SALLE DE REUNION Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	ML	27		
18	FOURNITURE ET POSE DE VOILES DE BONNE QUALITE AVEC ŒILLETES DANS LA SALLE DE REUNION Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	ML	27		
19	REFECTION DE LA PEINTURE (BICOUCHE) ET VERNISAGE DES LAMBRIS DANS LA SALLE DE REUNION ET REMPLACEMENT COMPLET DE LA SERRURE DE BONNE QUALITE DE LA PORTE D'ENTREE DE LADITE SALLE Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS	ENS	126		
20	FOURNITURE ET POSE DE TROIS (03) GRILLES DE PROTECTION DE CLIMATISEUR INSTALLES DANS LE BUREAU DU CEA N°2/CELINFO, BUREAU DES CEA/DAJ ET BUREAU DU DAJ Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	U	3		
21	DECAPAGE, RECHARGEMENT ET DALLAGE DE LA ZONE ELEVEE DERRIERE LE PARKING AVANT (COTE DROIT), AUTOURS DU REGARD AFFAISSE Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS	ENS	1		

22	NETTOYAGE DES PAROIS DES MURS, PLACARDS ET PAILLASSES DE 04 BUREAUX DU 3EME ETAGE (CHEF SERVICE DU BUDGET, CHEFS DE BUREAU DU PERSONNEL, CADRES DAG, CADRES SDIEM) DE L'IMMEUBLE DE NLONGKAK, EN VUE DE LA POSE D'UNE BICOUCHE DE PEINTURE DE TYPE PANTEX 1300, Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS	M²	73		
23	DEPOSE DE LA MOQUETTE ET FOURNITURE ET POSE D'UNE MOQUETTE DE BONNE QUALITE DANS LE BUREAU DES CHEFS DES SERVICES DE LA SDIEM AU 2IEME ETAGE Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS	M²	20		
24	FOURNITURE ET POSE DES CARREAUX VITRIFIES 40X40 CM SUR LES PAILLASSES DE TROIS (03) BUREAUX DU 3EME ETAGE (CHEFS SERVICES DU BUDGET, CADRES DAG, CADRES SDIEM), DANS LES PLACARDS (A L'INTERIEUR) ET MURS DES PLACARDS (H=1,20 M) DES BUREAUX (CHEF SERVICE DU BUDGET, CADRES DAG, CADRES SDIEM) DE L'IMMEUBLE DE NLONGKAK Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	M²	15		
25	FOURNITURE ET POSE D'UNE FENETRE EN ALUMINIUM VITREE 1,10 M X 0,85 M DANS LES TOILETTES DU CABINET DU SG ET DANS LES TOILETTES DES CADRES DE LA DAG AU 3E ETAGE, Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	U	2		
26	REFECTION DE L'ECLAIRAGE EXTERIEUR DU BATIMENT MINISTERIEL DE NLONGKAK: REMPLACEMENT DES BORNES LUMINEUSES Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS	U	7		
27	DEPOSE D'UN (01) POT DE WC, FOURNITURE ET POSE D'UN (01) POT WC A L'ANGLAISE DANS LA TOILETTE INTERMEDIAIRE DU BLOC DE TOILETTES DU SG AU 2EME ETAGE, AVEC MECANISME DE CHASSE A CABLE, FLEXIBLE DE RACCORDEMENT ET ACCESSOIRES Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS	U	1		
28	DEPOSE, FOURNITURE ET POSE DE LA PORTE DOUBLE BATTANT PEINT, AVEC CADRE, ET SERRURE COMPLETE DE LA PORTE EN BOIS DU COULOIR DE LA SALLE DE CONFERENCE DONNANT SUR LE	U	1		

	PARKING ARRIERE Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE				
29	FOURNITURE ET POSE D'UN SPLIT DE PUISSANCE 1,5 CV (12000 BTU/H) AVEC ACCESSOIRES DE RACCORDEMENT, DANS LE BUREAU DU CHEF DE SERVICE DES CONTRATS Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	U	1		
30	FOURNITURE ET POSE D'UN SPLIT DE PUISSANCE 1,5 CV (12000 BTU/H) AVEC ACCESSOIRES DE RACCORDEMENT, DANS LE BUREAU DES CHEFS SERVICE/SDIEM Y COMPRIS TOUTES SUGGESTIONS DE POSE	U	1		
31	FOURNITURE ET POSE D'UN SPLIT DE PUISSANCE 1,5 CV (12000 BTU/H) AVEC ACCESSOIRES DE RACCORDEMENT, DANS LE BUREAU DES CHEFS SERVICES/SDPSP Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	U	1		
32	FOURNITURE ET POSE D'UN SPLIT DE PUISSANCE 1,5 CV (12000 BTU/H) AVEC ACCESSOIRES DE RACCORDEMENT, DANS LE BUREAU DES CHEFS DE SERVICES/SDACL Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	U	1		
33	FOURNITURE ET POSE D'UN SPLIT DE PUISSANCE 1,5 CV (12000 BTU/H) AVEC ACCESSOIRES DE RACCORDEMENT, DANS LE BUREAU DES CADRES/SDB Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	U	1		
34	DEPOSE ET POSE D'URINOIR AVEC SIPHON ET ROBINET PRESTO DE BONNE QUALITE Y COMPRIS TOUTE SUJETION DE POSE	U	3		
35	REPLACEMENT DU CIRCUIT D'ALIMENTATION Y COMPRIS ROBINET D'ARRET POUR CHAQUE APPAREIL	FF	1		
36	POSE D'UN ROBINET LAVABO PRESTO ET SIPHON LAVABO	U	1		
37	DEPOSE DE DEUX (02) POTS WC, FOURNITURE ET POSE DE DEUX (02) POTS WC A L'ANGLAISE, AVEC FLEXIBLE DE RACCORDEMENT ET ACCESSOIRES Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS.	U	2		

38	DEPOSE, FOURNITURE ET POSE D'UN BATTANT PEINT, AVEC CADRE, ET SERRURE COMPLETE DE LA PORTE PRINCIPALE, Y COMPRIS TOUTE SUJETION DE POSE	U	1		
39	FOURNITURE ET POSE DE TRINGLES AVEC SUPPORTS DOUBLES POUR RIDEAUX ET VOILES DE BONNE QUALITE DANS LES BUREAUX DU DAG, SECRETARIAT DAG, SECRETARIAT DRMO, SDPSP ET CHEFS SERVICES SDPSP Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	ML	58		
40	FOURNITURE ET POSE DES RIDEAUX DE BONNE QUALITE AVEC ŒILLETS DANS LES BUREAUX DU DAG, SECRETARIAT DAG, SECRETARIAT DRMO, SDPSP ET CHEFS SERVICES SDPSP Y COMPRIS EMBRASSES TOUTES SUJETIONS DE POSE	ML	58		
41	FOURNITURE ET POSE DE VOILES DE BONNE QUALITE AVEC ŒILLETS DANS LES BUREAUX DU DAG, SECRETARIAT DAG, SECRETARIAT DRMO, SDPSP ET CHEFS SERVICES SDPSP Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	ML	58		
42	DEPOSE ET POSE DU PLAFOND AU COULOIR DU REZ-DE-CHAUSSEE Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	FF	1		
43	TRAITEMENT D'UNE PARTIE DE LA DALLE ARRIERE ET REMPLACEMENT DES TUYAUTERIES DE CANALISATION DES EAUX + TRAITEMENT, ETANCHEITE ET PEINTURE DES MURS ET DU PLAFOND DE LA SALLE DE CONFERENCE Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS	FF	1		
44	TRAITEMENT DE L'HUMIDITE DANS LES 04 BUREAUX (MURS ET PLACARDS ET PAILLASSE) DU 3EME ETAGE (SOUS-DIRECTEUR DU PERSONNEL, DES SOLDES ET DE LA PENSION, CHEF SERVICE DU BUDGET, CHEFS DE BUREAU DU PERSONNEL, CADRES DAG, CADRES SDIEM) DE L'IMMEUBLE DE NLONGKAK) Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS	FF	1		
45	ETANCHEITE ET PEINTURE DES MURS DANS LE BUREAU DU SDPSP Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS DE POSE	FF	1		
46	COUVERTURE DES JOINTS DE STRUCTURE (ETAGE 1 A 3) Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS	FF	1		

Nom du Soumissionnaire ----- [*insérer le nom du Soumissionnaire*]

Signature ----- [*insérer la signature*]

Date ----- [*insérer la date*]



REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES

SOUS-DIRECTION DU BUDGET

www.minefop.gov.cm



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF EMPLOYMENT
AND VOCATIONAL TRAINING

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF GENERAL AFFAIRS

SUB-DEPARTMENT OF BUDGET

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° _____ /AONO/MINEFOP/CIPM/2024 DU _____ POUR LA REALISATION DES
TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES LOCAUX ABRITANT LES SERVICES CENTRAUX DU
MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE SUR LES SITES DE
NLONGKAK ET DE LA RUE CEPER .

FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU MINEFOP EXERCICE 2024

IMPUTATION : 58 35 122 01 340010 523111.

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Pièce N°8: CADRE DU SOUS-DETAIL DES PRIX UNITAIRES

✓

CADRE DU SOUS-DETAIL DES PRIX UNITAIRES (note explicative)

Un sous détail expose toutes les étapes d'établissement d'un prix de vente. Aussi constitue-t-il un élément important d'appréciation de la qualité du prix proposé par un soumissionnaire.

Il n'existe pas un modèle type compte tenu de la grande diversité de logiciels de détermination des sous-détails des prix. Quel que soit le modèle retenu par un soumissionnaire, il devra comporter les éléments suivants :

- a. détail du coefficient de vente suivant le modèle ci-dessous ;
- b. coût en prix secs des matériels prévus pour le chantier ;
- c. coût en prix secs des fournitures nécessaires au chantier ;
- d. coût de la main d'œuvre locale et expatriée ;
- e. pour chaque prix du bordereau, une fiche issue des points a, b, c et d susvisés, indiquant les rendements conduisant aux prix unitaires ;
- f. les sous-détails précis des forfaits d'installation du camp de base, d'amenée et de retour du matériel, du laboratoire et ses équipements, d'aménagement d'une carrière (le cas échéant), etc. ;
- g. les sous-détails précis des forfaits d'aménagement, d'entretien des locaux et de fourniture des moyens mis à la disposition du Maître d'Ouvrage ;
- h. les sous-détails des impôts et taxes.

Cadre de présentation du Coefficient de Vente (ou Coefficient de frais généraux)

a. Frais généraux de chantier

- études
-
-

Total C1

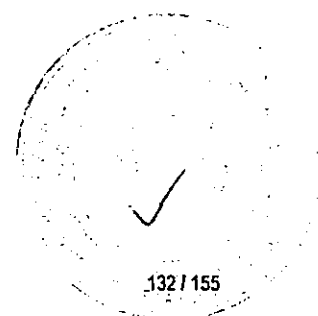
b. Frais généraux de siège

- frais de siège
- frais financiers
-
- aléas et bénéfices

Total C2

Coefficient de vente $K = 100 / (100 - C)$

Avec $C = C1 + C2$



REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES

SOUS-DIRECTION DU BUDGET

www.minefop.gov.cm



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF EMPLOYMENT
AND VOCATIONAL TRAINING

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF GENERAL AFFAIRS

SUB-DEPARTMENT OF BUDGET

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° _____ /AONO/MINEFOP/CIPM/2024 DU _____ POUR LA REALISATION DES
TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES LOCAUX ABRITANT LES SERVICES CENTRAUX DU
MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE SUR LES SITES DE
NLONGKAK ET DE LA RUE CEPER .

FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU MINEFOP EXERCICE 2024

1

IMPUTATION : 58 35 122 01 340010 523111.

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Pièce N°9: MODELES DES PIECES ET FORMULAIRES



9.1 ANNEXE 1 : MODELE DE SOUMISSION

Date : _____

Consultation N° _____/AONO/MINEFOP/CIPM/2024

A

Monsieur le Ministre de l'Emploi et de la
Formation Professionnelle.

Yaoundé

Monsieur le Ministre,

Je soussigné (*nom et prénoms du signataire*) _____

Représentant la Société _____ (*qualité du signataire*) dont le siège social est
à : _____ inscrite au registre du commerce de
_____, sous le n° _____

Après avoir pris connaissance de toutes les pièces figurant ou mentionnés au dossier d'appel
d'offres N° _____/AONO/MINEFOP/CIPM/2024 du _____ 2024 pour la réalisation
des travaux d'aménagement des locaux abritant les services centraux du Ministère de l'Emploi et de la
Formation Professionnelle.

Me soumetts et m'engage à livrer les fournitures conformément au dossier d'appel d'offres,
moyennant les prix que j'ai établi moi-même sur la base des bordereaux de prix et quantités,
lesquels prix font ressortir le montant de l'offre à _____ francs CFA
TTC ;

M'engage à livrer les fournitures dans un délai de _____ jours

M'engage en outre à maintenir mon offre dans un délai de _____ à compter de la date
limite de remise des offres.

Les rabais offerts et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants :

Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent Marché en faisant donner
crédit au compte n° _____ ouvert à la banque _____ Agence
de _____

Avant signature du marché, la présente soumission acceptée par vous vaudra engagement entre
nous.

Le.....

Signature.....

Nom et qualité du signataire

Pour le compte du Candidat

9.2 ANNEXE N° 2 : MODELE DE CAUTION DE SOUMISSION

Adressée à [indiquer le Maître d'Ouvrage et son adresse], « le Maître d'Ouvrage »

Attendu que l'entreprise....., ci-dessous désignée « le soumissionnaire », a soumis son offre en date dupour [rappeler l'objet de l'Appel d'Offres], ci-dessous désignée « l'offre », et pour laquelle il doit joindre un cautionnement provisoire équivalent à [indiquer le montant] francs CFA,

Nous..... [Nom et adresse de la banque], représentée par..... [Noms des signataires], ci-dessous désignée « la banque », déclarons garantir le paiement au Maître d'Ouvrage de la somme maximale de [indiquer le montant] Francs CFA, que la banque s'engage à régler intégralement au Maître d'Ouvrage, s'obligeant elle-même, ses successeurs et assignataires.

Les conditions de cette obligation sont les suivantes :

Si le soumissionnaire retire l'offre pendant la période de validité spécifiée par lui sur l'acte de soumission ;

ou

Si le soumissionnaire, s'étant vu notifier l'attribution du Marché par le Maître d'Ouvrage pendant la période de validité :

- manque à signer ou refuse de signer le Marché, alors qu'il est requis de la faire ;
- manque à fournir ou refuse de fournir le cautionnement définitif du marché (cautionnement définitif), comme prévu dans celui-ci.

nous nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage un montant allant jusqu'au maximum de la somme stipulée ci-dessus, dès réception de sa première demande écrite, sans que le Maître d'Ouvrage soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que dans sa demande le Maître d'Ouvrage notera que le montant qu'il réclame lui est dû parce que l'une ou l'autre des conditions ci-dessus, ou toutes les deux, sont remplies, et qu'il spécifiera quelle(s) condition(s) a (ont) joué.

La présente caution entre en vigueur dès sa signature et dès la date limite fixée par le Maître d'Ouvrage pour la remise des offres. Elle demeurera valable jusqu'au quatre-vingt dixième jour inclus suivant la fin du délai de validité des offres. Toute demande du Maître d'Ouvrage tendant à la faire jouer devra parvenir à la banque, par lettre recommandée avec accusé de réception, avant la fin de cette période de validité.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux du Cameroun seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

à....., le

[Signature de la banque]



9.3 ANNEXE N° 3 : MODELE DE CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Banque :

Référence de la caution : N°

Adressée à [indiquer le Maître d'Ouvrage et son adresse] Cameroun, ci-dessous désigné « le Maître d'Ouvrage »

Attendu que le fournisseur [nom et adresse de l'entreprise] ; ci-dessous désignée s'est engagé, en exécution du marché désigné « le Marché », à réaliser [indiquer la nature des fournitures]

Attendu qu'il est stipulé dans le marché que le fournisseur remettra au Maître d'Ouvrage un cautionnement définitif, d'un montant égal à [indiquer le pourcentage compris entre 2 et 5 %] du montant de la tranche du marché correspondante, comme garantie de l'exécution de ses obligations de bonne fin conformément aux conditions du Marché,

Attendu que nous avons convenu de donner au fournisseur ce cautionnement,

Nous,..... [Nom et adresse de banque]

Représentée par [noms des signataires]

Ci-dessous désignée « la banque », nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que l'entrepreneur n'a pas satisfait à ses engagements contractuels au titre du Marché, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute somme jusqu'à concurrence de la somme de [en chiffres et en lettres]

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous libéra d'une obligation quelconque nous incombant en vertu du présent cautionnement définitif et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

Le présent cautionnement définitif entre en vigueur dès sa signature et dès sa notification au fournisseur, par le Maître d'Ouvrage, de l'approbation du Marché. Elle sera libérée dans un délai de [indiquer le délai] à compter de la date de réception provisoire des travaux.

Après cette date, la caution deviendra sans objet et devra nous être retournée sans demande expresse de notre part.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d'Ouvrage au titre de la présente garantie devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

Le présent cautionnement définitif est soumis pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

à....., le

[Signature de la banque]

9.4 ANNEXE N° 4 : MODELE DE CAUTION DE RETENUE DE GARANTIE

Banque :

Référence de la Caution : N°

Adressée [indiquer le Maître d'Ouvrage]

Ci-dessous désigné « le Maître d'Ouvrage »

Attendu que.....[nom et adresse de l'entreprise],

Ci-dessous désigné «le fournisseur, s'est engagé, en exécution du marché, à livrer les fournitures de [indiquer l'objet des fournitures]

Attendu qu'il est stipulé dans le marché que la retenue de garantie fixée à [pourcentage inférieur à 10% à préciser] du montant du marché peut être remplacée par une caution solidaire,

Attendu que nous avons convenu de donner à l'entrepreneur cette caution,

Nous,.....[nom et adresse de banque]

Représentée par.....

[Noms des signataires], et ci-dessous désignée « la banque »,

Dès lors, nous affirmons par les présentes que nous nous portons garants et responsables à l'égard du Maître d'Ouvrage, au nom de l'entrepreneur, pour un montant maximum de.....

[en chiffres et en lettres], correspondant à [10% à préciser] du montant du marché.

Et nous nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que le fournisseur n'a pas satisfait à ses engagements contractuels ou qu'il se trouve débiteur du Maître d'Ouvrage au titre du marché modifié le cas échéant par ses avenants, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute(s) somme (s) dans les limites du montant égal à [pourcentage inférieur à 10% à préciser] du montant cumulé des travaux figurant dans le décompte définitif, sans que le Maître d'Ouvrage ait à prouver ou à donner les raisons ni le motif de sa demande du montant de la somme indiquée ci-dessus.

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu de la présente garantie et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

La présente garantie entre en vigueur dès sa signature. Elle sera libérée de trente (30) jours à compter de la date de réception définitive des véhicules, et sur mainlevée par le Maître d'ouvrage.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d'Ouvrage au titre de la présente garantie devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque
à....., le.....

[Signature de la banque]



9.5 ANNEXE N° 5 : MODELE D'AUTORISATION DU FABRICANT

DATE (jour, mois, année de remise de l'offre)

AO N° _____ DU _____ (insérer les références de l'Appel d'Offres)

Variante N° : insérer le numéro d'identification si cette offre est proposée pour une variante)

A (insérer le nom complet du Maître d'Ouvrage)

Attendu que :

(Insérer le nom complet du fabricant) sommes fabricant réputé de (indiquer les fournitures produites) ayant nos usines (indiquer adresse complète de l'usine).

Nous autorisons par la présente (indiquer le nom complet du soumissionnaire) à présenter une offre, et à éventuellement signer avec vous pour l'Appel d'Offres n° (insérer les références de l'Appel d'Offres) pour ces fournitures fabriquées par nous.

Nous confirmons toutes nos garanties et nous nous portons garants conformément au DAO pour les véhicules offerts ci-dessus pour cet Appel d'Offres.

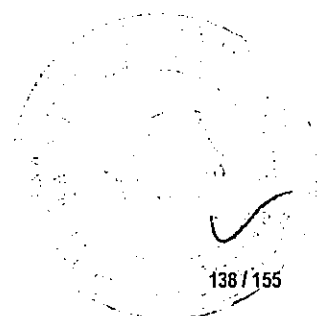
Nom (insérer nom complet de la personne signataire de l'autorisation)

En tant que (indiquer la capacité du signataire)

Signature

Dûment habilité à signer l'habilitation pour et au nom de
(Insérer le nom complet du fabricant)

En date du _____ jour de _____





COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

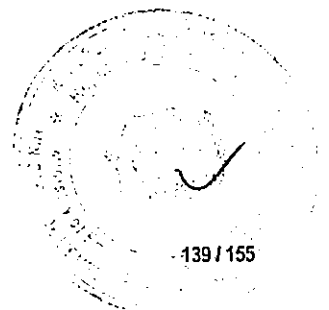
N° _____ /AONO/MINEFOP/CIPM/2024 DU _____ POUR LA REALISATION DES
TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES LOCAUX ABRITANT LES SERVICES CENTRAUX DU
MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE SUR LES SITES DE
NLONGKAK ET DE LA RUE CEPER.

FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU MINEFOP EXERCICE 2024

IMPUTATION : 58 35 122 01 340010 523111.

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Pièce N°10: PROJET DE MARCHE



REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF EMPLOYMENT AND
VOCATIONAL TRAINING

MARCHE N° _____ /M/MINEFOP/SG/DAG/2024 du _____

PASSE APRES APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° _____ /AONO/MINEFOP/CIPM/2024 DU _____ POUR LA REALISATION DES
TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES LOCAUX ABRITANT LES SERVICES CENTRAUX DU MINISTERE
DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE SUR LES SITES DE NLONGKAK ET DE
LA RUE CEPER.

Titulaire du Marché :

Objet du Marché : REALISATION DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES LOCAUX
ABRITANT LES SERVICES CENTRAUX DU MINISTERE DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE SUR LES SITES DE
NLONGKAK ET DE LA RUE CEPER.

Lieu d'exécution : Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

Montant de Marché :

Durée d'exécution : Trois (03) mois

Financement : BUDGET D'INVESTISSEMENT DU MINEFOP– EXERCICE 2024
IMPUTATIONS : 58 35 122 01 340010 523111.

SOUSCRITE LE _____

SIGNEE LE _____

NOTIFIEE LE _____

ENREGISTREE LE _____



ENTRE :

L'Etat du Cameroun, représenté par le Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle dénommé ci-après « le Maître d'Ouvrage »,

D'une part,

Et _____ B.P. _____, Tel. _____ Fax _____, N°RC _____
à _____ N° Contribuable _____ Représenté par M. _____, son
Directeur Général, dénommé ci-après le Cocontractant d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit : _____



CHAPITRE I : GÉNÉRALITES

Article 1: Objet du Marché

Le Présent Marché a pour objet la réalisation des travaux d'aménagement des locaux abritant les services centraux du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle sur les sites de NLONGKAK et de la rue CEPER.

Article 2: Procédure de passation du Marché

Le Présent Marché est passé suivant l'Appel d'Offres National Ouvert N° _____/AONO/MINEFOP/CIPM/2024 du _____ relatif à la réalisation des travaux d'aménagement des locaux abritant les services centraux du ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Article 3: Définitions et attributions

3.3. Définitions générales

Le Maître d'Ouvrage est le Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle. A ce titre, il est le signataire du marché et en assure le bon fonctionnement. Il veille à la conservation des originaux des documents des marchés et à leur transmission à l'ARMP par le point focal désigné à cet effet.

Le Chef de Service du Marché est le Directeur des Affaires Générales du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, ci-après désigné « le Chef de Service » ; il veille au respect des clauses administratives, techniques et financières et des délais contractuels.

L'Ingénieur du marché est le Représentant du Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières, ci-après désigné « l'Ingénieur » ; il est responsable du suivi technique du Marché

L'Entrepreneur est : [A préciser].

3.4. Nantissement

L'autorité chargée de la liquidation et de l'ordonnancement des dépenses est le Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;

L'organisme ou le responsable chargé du paiement est le Payeur Spécialisé MINJEC-MINDEVEL-MINEFOP ;

Le responsable compétent pour fournir les renseignements au titre de l'exécution du présent Marché est le Directeur des Affaires Générales du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Article 4: Langue, loi et réglementation applicables

4.3. La langue utilisée est le Français ou l'Anglais.

4.4. L'Entrepreneur s'engage à observer les lois, règlements, ordonnances en vigueur en République du Cameroun, et ce aussi bien dans sa propre organisation que dans la réalisation du Marché.

Si au Cameroun, ces règlements, lois et dispositions administratives et fiscales en vigueur à la date de signature du présent Marché venaient à être modifiés, les coûts éventuels qui en découleraient directement seraient pris en compte sans gain ni perte pour chaque partie.

Article 5: Normes

5.3. Les travaux réalisés en exécution du présent Marché seront conformes aux normes fixées dans le descriptif et quand aucune norme applicable n'est mentionnée, la norme faisant autorité en la matière et applicable au Cameroun sera celle la plus récemment approuvée par l'autorité compétente.

5.4. L'Entrepreneur étudiera, exécutera et garantira les travaux du présent Marché en prenant en considération la meilleure pratique de réalisation au Cameroun pour des opérations de technologie similaire.

Article 6: Pièces constitutives du Marché

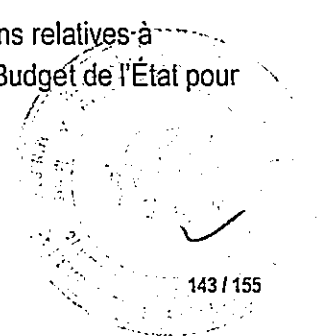
Les pièces constitutives du Présent Marché sont par ordre de priorité :

8. La lettre de soumission ;
9. La soumission de l'entrepreneur et ses annexes dans toutes les dispositions non contraires au Cahier des Clauses Administratives Particulières et du Cahier des Clauses Techniques Particulières ci-dessous visés ;
10. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
11. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).
12. Les éléments propres à la détermination du montant du marché, tels que, par ordre de priorité : les Bordereaux des prix unitaires ; l'état des prix forfaitaires ; le détail ou le devis estimatif ; la décomposition des prix forfaitaires et/ou le sous-détail des prix unitaires ;
13. Le Cahier de Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux Marchés Publics de travaux mis en vigueur par arrêté N° 033 du 13 février 2007 ;
14. Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux prestations faisant l'objet du marché.

Article 7: Textes généraux applicables

Le présent Marché est soumis aux textes généraux ci-après :

1. La Loi n°2018/012 du 11 juillet 2018, portant Régime Financier de l'Etat du Cameroun et des Entités publiques ;
2. la Loi n°2023/019 du 19 décembre 2023 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'EXERCICE 2024 ;
3. le décret n°2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement modifié et complété par le décret N°2018/190 du 02 mars 2018 ;
4. le décret n°2012/644 du 28 décembre 2012 portant organisation du MINEFOP ;
5. Décret N°2012/075 du 08 mars 2012 portant organisation du Ministère des Marchés Publics en ses dispositions non contraires ;
6. le décret 2012/076 du 08 mars 2012, modifiant et complétant certaines dispositions du décret N°2011/048 du 23 février 2011 portant création, organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
7. Décret N°2003/651/PM du 16 avril 2003 fixant les modalités d'application du régime fiscal et douanier des Marchés Publics ;
8. le décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics ;
9. le décret n°2019/002 du 04 janvier 2019 portant réaménagement du Gouvernement ;
10. Circulaire N°001/C/PR/MINMAP/CAB du 25 avril /2022 relative à l'application du code des Marchés Publics ;
11. Lettre N°004/L/MINMAP/CAB du 29 juillet 2022 relative à la prise en compte des rabais consentis par les soumissionnaires ;
12. la circulaire n°00000026/C/MINFI du 29 décembre 2023 portant Instructions relatives à l'Exécution des lois de finances, au suivi et au contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat pour l'EXERCICE 2024 ;
13. les normes en vigueur ;
14. d'autres textes spécifiques aux domaines concernés par le Marché.



Article 8: Communication

8.3. Toutes les notifications et communications écrites dans le cadre du présent Marché devront être faites aux adresses suivantes :

- c. dans le cas où le Co-contractant est le destinataire : A Monsieur le Directeur Général de _____ BP _____ ;
- d. dans le cas où le Maître d'Ouvrage en est le destinataire : Monsieur le Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle : avec copie adressée dans les mêmes délais, au Chef de service et à l'Ingénieur.

S'agissant des correspondances adressées aux autres intervenants par le Cocontractant, une copie sera transmise dans les mêmes délais au Maître d'Ouvrage.

8.4. L'Entrepreneur adressera toutes notifications écrites ou correspondances au Maître d'Ouvrage, avec copie au Chef de service.

Article 9: Ordres de service et correspondances

Les différents ordres de services seront établis et notifiés ainsi qu'il suit :

- 9.1 L'ordre de service de service de démarrage des travaux sera signé par le Maître d'Ouvrage et notifié au Cocontractant par le Chef de Service du Marché, avec copie à l'Ingénieur et à l'Organisme Payeur.
- 9.2. Les ordres de service ayant une incidence sur l'objectif, le montant ou le délai d'exécution du marché seront signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés par le Chef de service du marché, avec copie à l'Ingénieur du marché.
- 9.3. Les ordres de service à caractère technique liés au déroulement normal des prestations seront directement signés par le chef de service et notifiés au Cocontractant par l'ingénieur avec copie au Maître d'Ouvrage.
- 9.4. Les ordres de service valant mise en demeure seront signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés au Cocontractant par le Chef de service, avec copie à l'Ingénieur.
- 9.5 Les ordres de service de suspension et de reprise des prestations pour cause d'intempéries ou autre cas de force majeure, seront signés par le Chef de Service sur proposition de l'Ingénieur et notifiés au Cocontractant par l'Ingénieur.

Article 10: Matériel et personnel de l'Entrepreneur

- 10.1 Toute modification même partielle apportée aux propositions de l'offre technique n'interviendra qu'après agrément écrit du Chef de service. En cas de modification, l'Entrepreneur le fera remplacer par un personnel de compétence (qualifications et expérience) au moins égale ou par un matériel de performance similaire et en bon état de marche.
- 10.2. En tout état de cause, les listes du matériel et personnel d'encadrement à mettre en place seront soumises à l'agrément de l'Ingénieur, dans les sept (07) jours qui suivent la notification de l'ordre de service de service de démarrage des travaux. L'Ingénieur disposera de trois (03) jours pour notifier par écrit son avis avec copie au Chef de service. Passé ce délai, les listes seront considérées comme approuvées.
- 10.3 Toute modification unilatérale apportée aux propositions en matériel et en personnel d'encadrement de l'offre technique, avant et pendant les prestations constitue un motif de résiliation du marché tel que visé à l'article 35 ci-dessous ou d'application de pénalités.
- 10.4 L'Entrepreneur utilisera le matériel approprié dans le projet d'exécution pour la bonne exécution des travaux. Toute modification apportée sera notifiée au Maître d'Ouvrage.

CHAPITRE II: CLAUSES FINANCIERES

Article 11: Garanties et cautions

11.3. Cautonnement définitif

Dans les vingt (20) jours suivant la notification du Marché, un cautionnement définitif, équivalent à 2% du montant TTC du Marché sous forme de garantie bancaire, est fourni au Maître d'Ouvrage.

Le cautionnement sera restitué, dans un délai d'un mois suivant la date de réception provisoire des travaux; à la suite d'une main levée délivrée par le Maître d'Ouvrage après demande de l'Entrepreneur.

11.4. Cautonnement de garantie

La retenue de garantie est fixée à 5% du montant TTC du Marché.

La restitution de la retenue de garantie sera effectuée dans un délai d'un mois après la réception définitive sur main levée délivrée par le Maître d'Ouvrage après demande de l'Entrepreneur.

Article 12: Montant du Marché

Le montant du présent Marché, tel qu'il ressort du devis estimatif ci-joint, est de _____ (en chiffre) _____ (en lettre) francs CFA toutes taxes comprises (TTC), soit :

- Montant HTVA : _____ () francs CFA
- Montant de la TVA : _____ () francs CFA
- NAP : _____ () francs CFA

Le montant du Marché calculé dans les conditions prévues à l'article 32 du RGAO, résulte de l'application au montant hors TVA, du taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Article 13: Lieu de paiement

13.2. En contrepartie des paiements à effectuer par le Maître d'Ouvrage à l'Entrepreneur, dans les conditions indiquées dans le Marché, l'entrepreneur s'engage par les présentes à exécuter les travaux conformément aux dispositions du Marché.

13.2. Les paiements s'effectueront au compte n° _____ ouvert au nom de l'Entrepreneur à la banque _____

Article 14: Variation des prix

14.1. Les prix sont fermes et non révisables.

14.2. Modalités d'actualisation des prix

Les prix ne sont pas actualisables

Article 15: Avances

Le Maître d'Ouvrage n'accordera pas une avance de démarrage pour l'exécution du présent Marché.

Article 16: Règlement des travaux

16.1. Constatation des travaux exécutés

Avant le 30 de chaque mois, l'entrepreneur et l'Ingénieur établissent un attachement contradictoire qui récapitule et fixe les quantités réalisées et constatées pour chaque poste du bordereau au cours du mois et pouvant donner droit au paiement.

16.2. Décompte mensuel

Au plus tard le cinq (5) du mois suivant le mois des prestations, l'entrepreneur remettra en sept exemplaires à l'Ingénieur, deux projets de décompte provisoire mensuel (un décompte hors TVA et un décompte du montant des taxes), selon le modèle agréé et établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché, depuis le début de celui-ci.

Seul le décompte hors TVA sera réglé à l'entrepreneur.

Le montant HTVA de l'acompte à payer à l'entrepreneur sera mandaté comme suit :

- 97,8% versé directement au compte de l'entrepreneur ;
 - 2,2% versé au trésor public au titre de l'AIR dû par l'entrepreneur s'il relève du régime du réel
- ou
- 94,5% versé directement au compte de l'entrepreneur ;
 - 5,5% versé au trésor public au titre de l'AIR dû par l'entrepreneur s'il relève du régime simplifié

L'Ingénieur disposera d'un délai de sept jours pour transmettre au Chef de service du marché, les décomptes qu'il a approuvés.

Le chef de service et l'Ingénieur disposent d'un délai de 21 jours maximum pour procéder à la signature des décomptes et leur transmission au comptable chargé du paiement.

Une copie du décompte corrigé est remise à l'entrepreneur le cas échéant.

Article 17: Intérêts moratoires

Les intérêts moratoires éventuels sont payés par état des sommes dues conformément au décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics.

Article 18: Pénalités de retard

Le montant des pénalités de retard est fixé comme suit:

- c. un deux millième (1/2000^e) du montant TTC du Marché de base par jour calendaire de retard du premier au trentième jour au-delà du délai contractuel fixé par le marché ;
- d. un millième (1/1000^e) du montant TTC du présent Marché de base par jour calendaire de retard au-delà du trentième jour.

Le montant cumulé des pénalités de retard est limité à dix pour cent (10%) du montant TTC du Marché de base avec ses pénalités de retard.

Article 19: Décompte Final

Après achèvement des travaux et dans un délai maximum de 15 jours après la date de réception provisoire, l'entrepreneur établira à partir des constats contradictoires, le projet de décompte final des travaux effectivement réalisés qui récapitule le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché dans son ensemble.

L'Ingénieur dispose d'un délai maximum de 10 jours pour notifier au Chef de service du marché le décompte final approuvé.

L'entrepreneur dispose d'un délai maximum de sept jours pour transmettre le décompte final revêtu de sa signature.

Article 20: Décompte général et définitif (cf. art. 35 CCAG)

A la fin de la période de garantie qui donne lieu à la réception définitive des travaux, le Chef de service dresse le décompte général et définitif du marché qu'il fait signer contradictoirement par l'entrepreneur et le Maître d'Ouvrage. Ce décompte comprend :

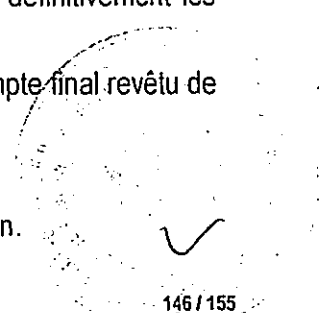
- le décompte final ;
- le solde ;
- la récapitulation des acomptes mensuels.

La signature du décompte général et définitif sans réserve par l'entrepreneur, lie définitivement les parties et met fin au marché, sauf en ce qui concerne les intérêts moratoires.

L'entrepreneur dispose d'un délai maximum de quinze jours pour renvoyer le décompte final revêtu de sa signature.

Article 21: Régime fiscal et douanier (cf. art. 36 CCAG)

Le présent Marché est soumis au régime Fiscal et Douanier en vigueur au Cameroun.



Article 22: Timbres et enregistrement du Marché

Sept (07) exemplaires originaux Marché seront timbrés et enregistrés par les soins et aux frais de l'entrepreneur, conformément à la réglementation.

Article 23: Délai d'exécution du Marché

23.1. Le délai d'exécution des travaux objet du présent Marché est de trois (03) mois.

23.2. Ce délai d'exécution court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Article 24: Rôle et responsabilités de l'entrepreneur

Le planning détaillé et général d'avancement des travaux sera communiqué au Maître d'Ouvrage en trois exemplaires à chaque début de mois.

Article 25: Mise à disposition des documents et du site

Le Maître d'ouvrage met les sites et ses voies d'accès à la disposition de l'entrepreneur.

Article 26: Assurances des ouvrages et responsabilités civiles (CCAG Article 45)

Une police d'assurance tout risque chantier sera requise au titre du présent Marché.

CHAPITRE III : EXECUTION DES TRAVAUX

Article 27: Consistance des travaux

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres consistent en la réalisation des travaux susmentionnés.

Article 28: Pièce à fournir par l'entrepreneur

28.1. Programme des travaux, Plan d'assurance qualité et autres à préciser

- d. Dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la notification de l'ordre de service de commencer les travaux, l'entrepreneur soumettra, en six (06) exemplaires, à l'approbation du chef de service après Avis du Maître d'œuvre ou de l'Ingénieur, le programme d'exécution des travaux, son calendrier d'approvisionnement.

Ce programme sera exclusivement présenté selon les modèles fournis.

Deux exemplaires de ces pièces lui seront retournés dans un délai de huit jours à partir de leur réception avec :

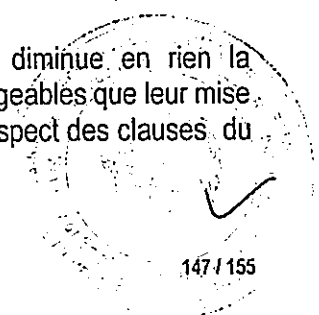
- Soit la mention d'approbation « BON POUR EXECUTION » ;
- Soit la mention de leur rejet accompagnée de motifs dudit rejet.

L'entrepreneur disposera alors de huit (08) jours pour présenter un nouveau. Le Chef de Service ou l'Ingénieur disposera alors d'un délai de cinq (5) jours pour donner son approbation ou faire d'éventuelles remarques. Dans ce cas, la procédure est relancée sans que cela ne puisse modifier le délai contractuel. L'approbation donnée par le chef de Service ou l'Ingénieur n'atténuera en rien la responsabilité de l'entrepreneur. Cependant les travaux exécutés avant l'approbation du programme ne seront ni constatés ni énumérés. Le planning actualisé et approuvé deviendra le planning contractuel.

L'entrepreneur tiendra constamment à jour, sur le chantier, un planning des travaux qui tiendra compte de l'avancement réel du chantier. Des modifications importantes ne pourront être apportées au programme contractuel qu'après avoir reçu l'accord de l'Ingénieur.

- e. L'entrepreneur indiquera dans ce programme les matériels et méthodes qu'il compte utiliser ainsi que les effectifs du personnel qu'il compte employer.
- f. L'agrément donné par le chef de service ou l'Ingénieur ne diminue en rien la responsabilité de l'entrepreneur quant aux conséquences dommageables que leur mise en œuvre pourrait avoir tant à l'égard des tiers qu'à l'égard du respect des clauses du marché.

28.2. Projet d'exécution



- c. Le dossier des plans d'exécution (calcul et dessins) d'exécution nécessaires à la réalisation de toutes les parties de l'ouvrage devront être soumis au visa de l'ingénieur 15 jours au moins avant la date prévue pour le début de réalisation de la partie de l'ouvrage correspondante.
- d. L'Ingénieur disposera d'un délai de *sept jours* pour les examens et faire connaître ses observations. L'entrepreneur disposera alors d'un délai de *cinq jours* pour présenter un nouveau dossier intégrant lesdites observations.

Article 29: Organisation et sécurité des chantiers

Pour les règles d'hygiène et de sécurité et pour la circulation autour du ou dans le site, l'Entrepreneur devra y veiller en gardant les lieux toujours propres.

Article 30: Journal de chantier

30.1. Le journal de chantier sera signé contradictoirement par l'Ingénieur et le représentant de l'entrepreneur systématiquement lors des réunions de chantier.

30.2. C'est un document contradictoire unique. Ses pages sont numérotées et visées. Aucune page ne doit être enlevée. Les parties raturées ou annulées sont signalées en marge pour validation.

CHAPITRE IV : DE LA RECEPTION

Article 31: Réception provisoire

Avant la réception provisoire, l'entrepreneur demande par écrit au Chef de service avec copie à l'ingénieur, l'organisation d'une visite technique préalable à la réception sanctionnée par un Procès-verbal signé du Chef de service, de l'Ingénieur et de l'Entrepreneur.

31.1. La Commission de réception sera composée des membres suivants :

9. Le Maître d'Ouvrage ou son représentant	Président ;
10. Le Chef de service du marché	Membre ;
11. Le Sous-directeur des Infrastructures, des Équipements et de la Maintenance	Membre ;
12. Le Sous-directeur du budget	Membre ;
13. L'agent chargé des opérations de comptabilité-matières compétent	Membre ;
14. Le cocontractant de l'administration ;	
15. L'Ingénieur	Rapporteur ;
16. Le représentant du MINMAP.....	Observateur ;

La commission après visite du chantier examine le procès-verbal des opérations préalables à la réception et procède à la réception provisoire des travaux s'il y a lieu.

Article 32: Documents à fournir après exécution

Avant la réception provisoire, l'entrepreneur devra soumettre au chef de service et à l'Ingénieur le programme d'exécution actualisé des travaux accompagné des divers plans de recollement des ouvrages aménagés.

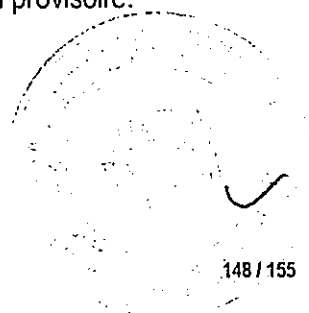
Article 33: Délai de garantie

La durée de garantie est de douze mois à compter de la date de réception provisoire des travaux.

Article 34: Article 34 : Réception définitive

34.1. La réception définitive s'effectuera dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de l'expiration du délai de garantie.

34.2. La procédure de réception définitive est la même que celle de la réception provisoire.



CHAPITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 35: Résiliation du Marché

Le Marché peut être résilié conformément à l'article 181 du décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics.

Article 36: Cas de force majeure

Dans le cas où l'entrepreneur invoquerait le cas de force majeure, les seuils en deçà des quels, aucune réclamation ne sera admise sont :

- Pluie : 200 millimètres en 24 heures ;
- Vent : 40 mètres par seconde ;
- Crue ; la crue de fréquence décennale

Article 37: Différends et litiges

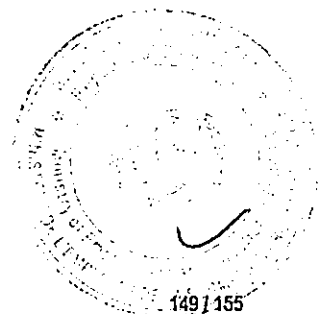
Lorsqu'une solution amiable ne peut être apportée au différend, celui-ci est porté devant la juridiction camerounaise compétente.

Article 38: Edition et diffusion du Marché

Sept (07) exemplaires du présent Marché seront édités par les soins du Maître d'Ouvrage et fournis au Cocontractant.

Article 39: Validité du Marché

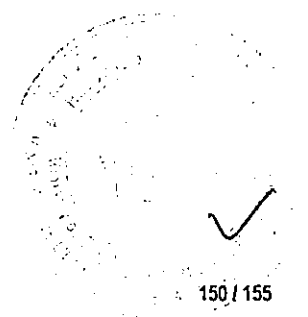
Le présent Marché ne deviendra définitif qu'après sa signature par le Maître d'Ouvrage. Elle entrera en vigueur dès sa notification à l'entrepreneur par ce dernier.



Page _____ et dernière du Marché n° _____/M/MINEFOP/SG/DAG /2024 du _____

Passe après appel d'offres national ouvert n° _____/AONO/MINEFOP/CIPM/2024 du _____ pour la réalisation des travaux d'aménagement des locaux abritant les services centraux du Ministère De L'emploi Et De La Formation Professionnelle.

<p>Lue et acceptée par l'Entrepreneur</p> <p>Yaoundé, le _____</p>
<p>Signée par le Maître d'Ouvrage</p> <p>Yaoundé, le _____</p>
<p>Enregistrement</p>





COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

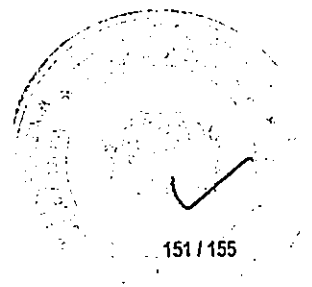
N° _____ /AONO/MINEFOP/CIPM/2024 DU _____ POUR LA REALISATION DES
TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES LOCAUX ABRITANT LES SERVICES CENTRAUX DU
MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE.

FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU MINEFOP EXERCICE 2024

IMPUTATION : 58 35 122 01 340010 523111.

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Pièce N°11: LISTE DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET ORGANISMES
FINANCIERS AUTORISES A EMETTRE DES CAUTIONS DANS LE CADRE DES
MARCHES PUBLICS



ETABLISSEMENTS BANCAIRES

- 1) Afriland First Bank BP. 11 834 Yaoundé ;
- 2) BANGE Bank Cameroun (BANGE CMR) BP. 34 692 Yaoundé;
- 3) Banque Atlantique Cameroun (BACM) BP. 2 933 Douala;
- 4) Banque Camerounaise Des Petites Et Moyennes Entreprises (BC-PME) BP. 12 962 Yaoundé;
- 5) BGFIBank Cameroun (BGFIBANK Cameroun) B.P. 660, Douala;
- 6) Banque Internationale du Cameroun pour l'Épargne et le Crédit (BICEC), B.P. 1 925, Douala ;
- 7) Citibank Cameroon (Citibank Cameroon). B.P. 4 571, Douala;
- 8) Commercial Bank-Cameroun (CBC) B.P. 4 004, Douala;
- 9) Crédit Communautaire d'Afrique-Bank (CCA-Bank). B.P. 6 578. Yaoundé;
- 10) Ecobank Cameroun (ECOBANK), B.P. 582. Douala;
- 11) National Financial Credit-Bank (NFC-Bank). B.P. 6 578. Yaoundé;
- 12) Société Commerciale de Banque-Cameroun (SCB-Cameroun). B.P. 300. Douala;
- 13) Société Générale Cameroun (SGC), B.P. 4 042. Douala;
- 14) Standard Chartered Bank Cameroon (SCBC). B.P. 1 784, Douala;
- 15) Union Bank of Cameroon (UBC), B.P. 15 569, Douala;
- 16) United Bank for Africa (UBA). B.P. 2 088, Douala.

COMPAGNIE D'ASSURANCES

- 17) ACTIVA Assurances B.P. 12 970, Douala.
- 18) AREA Assurances, B.P. 15 584, Douala.
- 19) ATLANTIQUE Assurances Cameroun IARDT, B.P. 3 073, Douala;
- 20) CHANAS Assurances, B.P. 109. Douala;
- 21) CPA S.A., B.P.54, Douala;
- 22) NSIA Assurances. B.P. 2 759, Douala;
- 23) PRO ASSUR. B.P. 5 963, Douala;
- 24) Prudential Beneficial General Insurance. B.P. 2 328, Douala;
- 25) ROYAL ONYX Insurance Cie, B.P. 12 230, Douala;
- 26) SAAR, B.P. 1011, Douala;
- 27) SANLAM Assurances Cameroun, B. P. 12 125, Douala.
- 28) ZENITHE Insurance, B.P. 1 540, Douala.





COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° _____ /AONO/MINEFOP/CIPM/2024 DU _____ POUR LA REALISATION DES
TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES LOCAUX ABRITANT LES SERVICES CENTRAUX DU
MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE.

FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU MINEFOP EXERCICE 2024

IMPUTATION : 58 35 122 01 340010 523111.

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Pièce N°12: GRILLES D'EVALUATION



GRILLE D'EVALUATION

1	CRITERES ELIMINATOIRES		OUI/NON
1.1	Absence ou non-conformité d'une pièce administrative après épuisement du moratoire réglementaire de 48 heures		
1.2	Absence de la caution de soumission à l'ouverture des plis		
1.3	Absence d'une pièce administrative		
1.4	Fausse déclaration ou pièce falsifiée		
1.5	Note technique inférieure à 70% de l'ensemble des critères essentiels		
1.6	Absence d'un prix unitaire dans l'offre financière		
1.7	Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de Marché au cours des trois (03) dernières années		
1.8	Le non-respect du format des fichiers des offres		
1.9	Absence ou non-conformité de l'ingénieur des travaux et de son inscription à l'ordre national des Génies Civil		
2	CRITERES ESSENTIELS		
2.1	PRESENTATION DE L'OFFRE (seuil de validité 3/4)		OUI/NON
2.1.1	Lisibilité		
2.1.2	Reluire des pièces		
2.1.3	Intercalaire couleur		
2.1.4	Agencement des pièces tel qu'indiqué dans le DAO		
2.2	REFERENCES DU SOUMISSIONNAIRE DANS LE DOMAINE SIMILAIRE		OUI/NON
	Au moins trois (03) marchés réalisés dans le domaine similaire d'au moins 10 millions réalisés au cours des trois (03) dernières années (produire première et dernière page du contrat et PV de réception de chaque marché) réalisé dans le domaine au cours des 03 dernières années.		
2.3	QUALIFICATION ET EXPERIENCE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT AFFECTE AU PROJET		
2.3.1	Qualification du conducteur des travaux (seuil de validité 2/2)		OUI/NON
	Au moins le diplôme d'Ingénieur des Travaux de Génie Civil (produire copie certifiée conforme du diplôme et attestation de présentation de l'original du diplôme, attestation d'inscription à l'ONIGC pour l'année en cours		
	Au moins cinq (05) ans d'expérience (CV dument signé par le concerné)		
2.3.2	Qualification du chef chantier (seuil de validité 2/2)		OUI/NON
	Au moins le diplôme de Technicien Supérieur en bâtiment (produire copie certifiée conforme du diplôme et attestation de présentation de l'original du diplôme)		
	Au moins trois (03) ans d'expérience (CV dument signé par le concerné)		
2.3.3	Autres personnels spécialisés		
2.3.3.1	Surveillant ponctuel des travaux de plomberie (seuil de validité 2/2)		OUI/NON

	au moins le diplôme de Technicien en plomberie ou en installation sanitaire (produire copie certifiée conforme du diplôme)		
	au moins trois (03) ans d'expérience (CV dûment signé par le concerné)		
2.3.3.2	Surveillant ponctuel des travaux de menuiserie (seuil de validité 2/2)		OUI/NON
	au moins le diplôme de Technicien en menuiserie bois (produire copie certifiée conforme du diplôme)		
	au moins trois (03) ans d'expérience (CV dûment signé par le concerné)		
2.3.3.3	Surveillant ponctuel des travaux de froid et climatisation (seuil de validité 2/2)		OUI/NON
	au moins le diplôme de Technicien en froid et climatisation (produire copie certifiée conforme du diplôme)		
	au moins trois (03) ans d'expérience (CV dûment signé par le concerné)		
2.3.3.4	Surveillant ponctuel des travaux de soudure (seuil de validité 2/2)		OUI/NON
	au moins le diplôme de Technicien en soudure ou équivalent (produire copie certifiée conforme du diplôme)		
	au moins trois ans d'expérience (CV dûment signé par le concerné)		
2.4	PROPOSITION TECHNIQUE		OUI/NON
2.4.1	Note technique détaillée concernant l'organisation des travaux conformément aux prescriptions du DAO		
2.4.2	Attestation de visite des lieux signés sur l'honneur par le soumissionnaire		
2.4.3	Planning d'exécution des travaux		
2.4.4	Liste exhaustive des matériels nécessaires dont dispose l'Entreprise pour la réalisation de chaque tâche du projet		
2.5	CAPACITE DE FINANCEMENT		OUI/NON
	Attestation de solvabilité délivrée par une institution bancaire d'au moins dix millions (10 000 000) FCFA		
2.6	GARANTIE DES TRAVAUX		OUI/NON
	Garantie des travaux : au moins un an		
2.7	PREUVES D'ACCEPTATION DES CONDITIONS DU MARCHE AVEC LA MENTION LU ET APPROUVEE		OUI/NON
2.7.1	CCAP paraphé		
2.7.2	CCTP paraphé		

